

**L'AFFAIRE
DES « AVIONS RENIFLEURS »**
**La création d'une commission
d'enquête parlementaire
est remise en cause**
LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde des arts
et des spectacles »**
Pages 11 à 19
• Deux lithographies
au quartier Latin
• A Nice, le carnaval
des peintres

La Chine montre les dents...

La frontière sino-vietnamienne serait-elle sur le point de s'enflammer - comme en février 1979 - à la suite des incidents armés qui ont eu lieu depuis le début du mois ? La Chine serait-elle sur le point de donner une seconde « leçon » à son « petit frère » rétif qui n'avait pas bien compris le sens de la première ? En dépit du bruit fait de part et d'autre - plus, à la vérité, à Hanoï qu'à Pékin - il semblerait que les opérations « coups de poing » chinoises, si elles ont bien eu lieu en territoire vietnamien, ce que démentent les Chinois, s'apparentent plutôt aux coups de règle infligés par un maître impatient à un élève trop turbulent.

Jusqu'à présent, ces incidents ne paraissent pas être plus violents que ceux qui avaient eu lieu l'an dernier à la même époque. La guerre des communications que se livrent les deux capitales, jadis unies comme « les lèvres et les dents », n'a besoin que de quelques coups de feu, de quelques morts, pour alimenter la propagande. Ainsi, au moment où la presse de Hanoï faisait état de l'incursion d'« un certain nombre de régiments » adverses sur son territoire, son ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, recevant les chefs de mission diplomatiques, n'avait pas dit que de deux bataillons.

Pourtant, cette tension témoigne de la persistance du conflit sino-vietnamien comme de l'impasse dans laquelle se trouve la crise cambodgienne. Pékin se refuse toujours à accepter le fait accompli « irréversible » que représente l'imposition par Hanoï d'un régime à sa dévotion à Phnom-Penh en lieu et place de ses alliés khmers rouges. Le Vietnam, pour sa part, n'a aucunement l'intention de relâcher son contrôle sur une aussi belle prise qu'est le Cambodge, dernier élément de l'ensemble indo-chinois qu'il a reconstruit à son profit, trente ans après l'éclatement de l'Indochine française à Dien-Bien-Phu.

Comme en 1979, en accentuant la pression à la frontière vietnamienne, la Chine veut contenir ses alliés khmers pressés par une dure contre-offensive vietnamienne après leurs récents succès militaires lors d'attaques surprises contre plusieurs villes cambodgiennes. Elle veut aussi montrer à la Thaïlande amie - qui vient d'annoncer qu'elle a finalement repoussé vers le Cambodge les soldats vietnamiens ayant franchi la frontière pour prescrire à revers des bases de la résistance - que le soutien chinois ne se limitait pas à de simples déclarations d'intention. Il paraît toutefois impossible que Pékin ait les moyens de faire rendre gorge à Hanoï, soit par les armes, soit par le biais de négociations avec le Kremlin.

Hanoï arguera sans doute de ces incidents pour agiter auprès des six pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) l'épouvantail chinois, auquel ils demeurent sensibles, en particulier l'Indonésie. Mais, en même temps, plusieurs de ces pays, dont l'anticommunisme ne fait pas le détail entre telle ou telle « secte rouge », craignent au contraire que l'intranséquence de Hanoï ne soit le vecteur d'une plus grande activité chinoise dans la région. Oubliée de l'opinion publique, négligée par les chancelleries, qui ont d'autres crises plus immédiates à résoudre, l'Asie du Sud-Est n'en demeure pas moins, et pour longtemps, l'un des points les plus chauds de la planète.

Nouvelle victoire de M. Mondale

**L'ancien vice-président a remporté
l'élection primaire de Pennsylvanie
marquée par une poussée de M. Jackson**

Correspondance

Washington. — M. Walter Mondale a remporté l'élection primaire de Pennsylvanie. Il a réuni 46 % des suffrages contre 34 % à M. Gary Hart et 18 % à M. Jesse Jackson, selon les résultats portant sur 87 % des bureaux de vote. Mais M. Gary Hart a fait relativement un bon score dans un Etat où les conditions économiques et sociales favorisent nettement son adversaire. Bien que nettement distancé, il n'est pas écarté, et reste dans la course : il a déclaré à l'annonce des résultats qu'il n'avait pas du tout l'intention d'abandonner la compétition.

A mi-course cependant, M. Mondale est nettement en tête par le nombre des délégués. Les estimations lui donnent 1 069 délégués, 573 à M. Gary Hart et 148 à M. Jesse Jackson. Ainsi, l'ancien vice-président dispose déjà de plus de la moitié des délégués requis pour la nomination. Mais le nombre de délégués non engagés (477) est relativement important, et suffisant pour affecter la décision de la convention démocrate de juillet. D'autre part, M. Gary Hart espère regagner le terrain perdu dans les consultations à venir dans l'Ouest, et éventuellement décrocher le « gros lot » de Californie (306 délégués) le 5 juin.

Jusqu'à nouvel ordre néanmoins, M. Gary Hart n'a pu s'imposer dans aucun des grands Etats industriels. Le Michigan, l'Illinois, l'Etat de New-York et la Pennsylvanie ont voté pour M. Mondale, qui a bénéficié du soutien actif des syndicats. M. Gary Hart devra maintenant faire la preuve difficile dans l'Ohio (8 mai) qu'il est en mesure de « mordre » sur la clientèle démocrate traditionnelle de ces Etats.

Le phénomène politique marquant est la poussée du républicain Jesse Jackson : à Philadelphie, où le maire noir appuyait M. Mondale, il a obtenu 80 % des suffrages noirs, et 72 % dans l'ensemble de l'Etat. Bref, il a confirmé sa bonne performance de New-York, où la participation électorale des Noirs avait doublé. Sa progression s'accompagne au détriment de M. Mondale, qui

pense cependant pouvoir récupérer le vote noir en temps utile. En tout cas, M. Jackson peut maintenant espérer arriver à la convention démocrate de San-Francisco avec plus de deux cents délégués, ce qui lui permettra de jouer un rôle important, sinon même d'arbitrer entre les deux principaux candidats.

Comme dans l'Etat de New-York, M. Mondale a progressé sur tous les fronts, ralliant aussi bien les chômeurs et les catégories les plus défavorisées de l'électorat que les éléments modérés et les catholiques, particulièrement nombreux (plus de 50 % des électeurs démocrates) en Pennsylvanie.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 3.)

Le Zimbabwe en mal de parti unique

LIRE PAGE 4

LE DÉBUT DE L'ENQUÊTE DE JACQUES DE BARRIN

APRÈS LA RÉCUPÉRATION D'UN SATELLITE EN PANNE

Les futurs ingénieurs du cosmos

par
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

« Nous avons « Solar Max » et nous le ramènerons dans la soude. » Une phrase bien anodine pour un exploit sans précédent et un événement lourd de conséquences. Pour la première fois, en effet, dans l'histoire de la conquête spatiale, des astronautes sont parvenus à récupérer en orbite un satellite en panne, démontrant ainsi que les vols dans l'espace ne se limitent pas seulement à des lancements de charge utile ou à des expériences de laboratoire.

Aux astronautes-héros des débuts de la conquête lunaire, succède désormais une nouvelle race d'astro-

nautes. Par leur formation, mais aussi par leur capacité à se mouvoir plus librement dans l'espace, ces préfigureurs des ouvriers et des ingénieurs du cosmos qui, demain, construiront en orbite des stations spatiales habitées, des satellites de grande taille et joueront, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les dépenseurs si le besoin s'en fait sentir.

L'opération menée dans l'après-midi du 10 avril par les cinq astronautes de la navette spatiale américaine Challenger en est un bon exemple. Certes, trois tentatives auront été nécessaires pour que la NASA parvienne à ses fins. Après l'échec enregistré, dimanche 8 avril, par George Nelson, qui ne put freiner à lui seul la rotation du satellite d'observation astronomique « Solar Max », faute d'avoir pu s'y amarrer ; après l'échec, le même jour, de Terry Hart pour coaccéder au satellite à l'aide du bras articulé de la navette, l'équipage de Challenger a dû envisager, avec les responsables du vol, de nouvelles solutions pour ramener cette charge utile à bord.

Mardi matin, le feu vert était donné pour une nouvelle et dernière tentative de récupération de « Solar Max ». Alors que le commandant de bord, Robert Crippen, plaçait, quelques heures plus tard, les 105 tonnes de la navette au-dessous de « Solar Max », parallèlement aux panneaux solaires du satellite, Terry Hart manœuvrait le bras articulé de Challenger pour le rapprocher de la précieuse cible et s'en saisir.

Le plus difficile était accompli. Mais il restait encore à parachever ce succès en réparant les éléments défectueux de « Solar Max ». L'équipage de Challenger devait accomplir cette tâche dans le courant de la journée du 11 avril. L'opération programmée ne sera pas aisée. Il leur faudra en effet changer des cartes électroniques, opération qui, si elle ne pose guère de difficultés sur la Terre, se révèle délicate dans l'espace. Il leur faudra aussi manier le tournevis et la pince coupante et jouer ainsi les bricoleurs, comme l'avaient fait avant eux les astronautes de Skylab. Tous travaux qui, selon George Nelson et James Van Hoften, reviennent « à faire de

la chirurgie avec des gants de boxe ». Ces gestes-là, les ont répétés des dizaines d'heures durant dans des simulateurs, pour être sûrs de réussir au premier coup.

Si ces réparations en orbite échouaient, le satellite « Solar Max » devrait être alors ramené sur la Terre pour y subir une révision complète. Un tel contretemps diminuerait cependant l'intérêt économique de cette opération pour laquelle la NASA a engagé 50 millions de dollars, soit environ 400 millions de francs français. L'optimisme est cependant de mise à bord de la navette où l'on compte bien achever le travail à temps et remettre en orbite « Solar Max » dans les heures qui suivront. C'est pour cette raison d'ailleurs que le vol de la navette a été prolongé de vingt-quatre heures.

Si tout réussit, la NASA aura une nouvelle fois prouvé sa capacité à s'adapter - comme elle le fit à de nombreuses reprises dans le passé, en particulier avec le vol de Skylab et avec celui de la capsule spatiale Apollo-13, - à toutes situations.

(Lire la suite page 8.)

Modernisation industrielle et droit commun

M. Laurent Fabius vient de faire un beau cadeau à M. Yvon Gattaz. A peine ce dernier dénonçait-il dans les charges sociales un frein à l'embouche qu'il fallait lever, que le ministre de l'Industrie annonçait, en Lorraine, la prise en charge totale sur fonds publics des cotisations sociales des employeurs pour toute création nette d'emplois dans les deux pôles de la région (autour de Longwy et Pompey). Un « cadeau » de quelques dizaines de milliers de francs par emploi et par an.

Le président du CNPF, qui pourtant le matin même vilipendait les mesures régionales spécifiques créatrices d'inégalité entre les entreprises, s'est aussitôt réjoui de cette décision « très substantielle » et « fort intéressante » pour la Lorraine. « J'y vois la reconnaissance, a-t-il souligné, que les charges sociales sont bien, comme nous l'avons toujours dit, un facteur de chômage. »

Le choix gouvernemental, pour être extrêmement localisé, n'est pas moins important. Il a été pris en connaissance de cause. Le premier pacte national pour l'emploi des jeunes, décidé par M. Barre en juin 1977, qui exonérait pour un an du versement des cotisations d'allocations familiales et d'accident du travail les entreprises qui embaucheraient des salariés de moins de vingt-cinq ans, avait permis de créer, à en croire l'INSEE, 229 949 emplois dont 11 082 en Lorraine.

Mais cette mesure était de portée générale. A multiplier les dispositions exorbitantes du droit commun, on risque d'accroître les transferts d'emplois et les incohérences. Il y avait déjà des restructurations à deux vitesses avec les piques de conversion et le reste de l'Hexagone. Avec la super-privilège accordé à la Lorraine - dont nul ne conteste les difficultés régionales extrêmes, - il y aura désormais trois vitesses. Et il n'est jusqu'au patronat pour réclamer deux attitudes vis-à-vis des emplois selon qu'ils sont nouveaux ou anciens, une requête dans laquelle le CGT voit un « cheval de Troie dans la législation sociale ».

Les 180 000 emplois industriels perdus en 1983, les 200 000 attendus pour 1984 couvrent la France entière et l'humanité a raison d'écrire que « c'est toute la France qui a besoin d'emplois ».

A supposer de façon impro-

visée des dispositions spécifiques, on risque de décourager le plus grand nombre, salariés comme entrepreneurs. La modernisation industrielle voulue par le gouvernement doit être de droit commun.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire nos informations pages 22 et 23.)

LES COLLECTIONS DE MÉNIL AU GRAND PALAIS

Faire chanter les choses

« Le rime et la raison », tel est le titre choisi par Dominique de Ménil pour présenter à Paris six cent cinquante des quelque dix mille œuvres d'art collectionnées avec passion depuis cinquante ans par elle, son mari, Jean de Ménil, et leurs enfants. « Rime », dit-elle, « pour faire chanter les choses », et « raison » pour que chacune soit, à peu près, à sa place. C'est Christian Dupeyron, du cabinet de M. Jack Lang qui, en visite à Houston, à l'occasion de l'exposition Yves Klein, organisée par la Menil Foundation, a eu l'idée de faire venir une partie des trésors de cette famille franco-américaine dont la fortune sert beaucoup l'art, la culture et de grandes causes humanitaires.

L'exposition s'ouvrira le 18 avril au Grand Palais, dont les trois étages seront investis. Le premier sera consacré aux artistes américains et européens depuis 1950 (David

Smith, Barnett Newman, Frank Stella, Jasper Johns, Andy Warhol, Martha, Yves Klein, Arman, Tinguely, Martial Rayssa, notamment). Le second réunira des œuvres de la première moitié du vingtième siècle, depuis Picasso, Léger, Braque, Mondrian, Klee, Magritte, Ernst, Brauner, jusqu'aux expressionnistes abstraits comme Gorky, Pollock, de Kooning, Rothko...

Au troisième étage enfin seront rassemblées des pièces des civilisations antiques, depuis l'âge du bronze, et des objets d'arts africains, océaniques, précolombiens, esquimaux ou indiens d'Amérique, d'art byzantin aussi, proposant ainsi une mise en relation de ces modes d'expression dits « primitifs » avec la création au vingtième siècle de part et d'autre de l'Atlantique. — G. B.

(Lire page 13 notre entretien avec DOMINIQUE DE MÉNIL.)


PRIX 1984

décerné par :
Elizabeth Badinter
Roland Castro
Régis Debray
Régine Deforges

Ania Francos
Marie-Pierre Galley
Jean-Claude Guillebaud
Gilles Perrault
Denis Tillinac

Fiction & Cie

**Jean-Philippe Domecq
Robespierre,
derniers temps**



85 F

FICTION & CIE SEUIL

Jeune fille 150

Le Monde

idées

Nos vaisseaux ont brûlé

par BRAHIM LAHSEN (*)

Des immigrés parlent...

L'encre coule toujours à pleins flots sur le sujet des immigrés et de leur statut en France. Brahim Lahsen, travailleur étranger, pense qu'il faut arrêter les arrivées clandestines, mais qu'il n'est plus question de renouveau ou de retour, c'est-à-dire d'un nouvel exil, car les immigrés ont fait ce pays aut eux-mêmes. Pour Mohsen Dridi, qui plaide pour un rassemblement des personnes concernées, toute politique d'insertion n'a de sens que si l'on tient compte de la liberté et des possibilités de choix.

AUSSÍ invraisemblable que cela puisse paraître à certains, les immigrés pensent aussi. Oh, bien sûr, ce ne sont généralement pas des « sages » en la matière ou, du moins, pas en ce qui concerne les brutes de l'espèce la plus courante (dont je suis). Mais tout de même... Et à quel point est-ce donc ? A ce qui les regarde, et vous regardez aussi, tout. Ils se posent des questions, sur le monde, comme il va, sur les hommes et leur nature, leur passé et leur avenir, sur la paix et la guerre, sur la valeur des valeurs, etc. Bien entendu, pour ce faire, ils n'utilisent pas forcément les outils conceptuels tranchants, sophistiqués et sans complaisance, qui font la fierté de vos universités. Ils n'ont pas tous assimilé le *Discours de la méthode*. Mais, que voulez-vous : on n'a que les moyens de ses moyens !

Cependant, je crois qu'ils connaissent leurs problèmes comme personne et, dans l'ensemble, ils n'ont de leçons à recevoir de quiconque. Et surtout pas en histoire : parce que, généralement, leur mémoire n'est pas faite de papier et de vent, mais de chair vive.

On nous dit : « Retournez dans vos gourdils ! » Parce que nous sommes là, nous, et que ça va plutôt mal pour tout le monde. Il paraît, en effet, que nous prenons leurs emplois aux Français « de souche », ainsi que leurs logements, que nous abusons d'une façon éhontée des avantages de leur généreux système social, que nous sommes des faiseurs d'insécurité, que nous ne savons pas nous tenir... Permettez : je ne voudrais pas révéler ici le credo ou le « catéchisme des cantiques » du bon M. Le Pen et de la masse de ceux « qui pensent tout bas... ». Ils n'ont pas besoin de pub, ils n'ont probablement jamais rêvé d'en avoir autant que depuis que la gauche est la garante de la liberté d'expression dans ce pays démocratique. Moi, si on veut bien me le permettre, je veux parler d'histoire...

Ici d'abord, une histoire : il était une fois, loin, très loin d'ici, un petit pays d'Europe du Nord. Et tout à coup, des visages pâles ont débarqué au nom de la grande mission civilisatrice dont les avaient investis leurs dieux nationaux. Ils sont donc venus chez moi, balbutiant au canon, s'occupant de dans mon pays, dans mon village, dans ma maison et jusque dans ma pauvre tête ! Et ils ont durciment exercé leur critique de fer et de feu sur ma civilisation, mon pays, mon peuple, mon histoire et mon avenir, ma culture et ma langue ! Ils m'ont méthodiquement réduit à l'état de

clochard, pour des générations (de clochards), ruinant mon système de vie au profit du leur et vampirisant ma substance vitale et celle de mes descendants.

Sans tout cela, je ne serais pas ici, puisque je serais alors un homme, votre égal évident en dignité, stien en prospérité. Je suis donc devenu le zombie que l'on sait, suspendu hors du temps et ballotté dans l'espace, dépourvu même de son nom (oui, mon patronyme) et que l'on voudrait savoir sans être. Parce que vos glorieux ancêtres et vos patrons, vos foudroyants directeurs de conscience nationale et vos chefs ont formé, pour vous tous, un projet de règne absolu (auquel vous n'avez toujours pas renoncé), sur la terre, sur les mers et dans les cieux. Tel que je suis, j'ai été fabriqué pour servir ces desseins grandioses, dont vous refusez la responsabilité lorsque ça foire : je ne suis plus, en termes d'identité propre, qu'une infatigable ratatouille, faite d'une couche originelle collée au fond de « mes marmites » culturelles et de quelques miettes ramassées sous votre table...

Certes, mon pays est indépendant (sauf exception). C'est-à-dire que vous avez gentiment délégué les attributs de votre pouvoir, ses aspects formels, une copie de votre souveraineté, à nos tyranniques dirigeants, à la soldatesque sinistre qui vous épargne de vous salir la conscience (mon Dieu, je vais me faire mal voir là-bas, moi...)...

« Vous êtes responsables »

Bien sûr, vous n'êtes coupables de rien, surtout si vous avez moins de quarante ans : je vous rassure avant de poursuivre. La chance unique de ma vie, c'est que votre pays ait besoin d'elle, contre ce qui l'embête : les Boches ou les Russes, ou les extra-terrestres, ou le diable. Ou alors dans vos usines, vos chantiers et vos rues, lorsque le chaos économique se conjuguait à une conjonction mondiale favorable, et que votre pays, pour votre plus grand bonheur, a décidé de faire l'économie de lourds investissements en capital et en technologie. Parce qu'il trouve alors une main-d'œuvre pas chère (chez moi), des matières premières pas chères (chez moi), et des débouchés juteux (chez moi). Alors

(*) Immigré.

là, c'est le pied. A condition de bousiller comme un nègre, d'habiter là où même les rats ont tendance à craquer, de bouffer des bintjes et de me laisser « bavarder » sans m'écouter, chaque fois qu'un grand blond, flic ou pas, a envie de se défouler. Le tout, pour moi, c'est de garder la distance réglementaire...

Donc, vous n'êtes coupables de rien. C'est comme de dire que les Allemands d'aujourd'hui ne sont en rien coupables pour les Juifs : juste ! Mais ils sont, mais vous êtes RESPONSABLES, selon la même logique appliquée ! Ne me dites surtout pas « c'est les patrons » (à gauche), ou bien « c'est les ancêtres » (un peu plus à droite)...

Vous savez, il existe, pour chaque peuple, une image de lui-même auprès des autres peuples, plus ou moins complaisante à son égard. Celle qui va de l'équité la plus saine à l'auto-critique la plus méchante (les Orientaux sont cruels, les Juifs sont fourbes et les Noirs des cannibales). C'est stupide et indigne. Mais je trouve que, en général, les Français sont des gens de grande mauvaise foi : leur image est affective et leur capacité à s'auto-critiquer est à géométrie variable... Un exemple : la Barbie de la guerre d'Algérie courait vos rues, mais « il faut tourner la page », n'est-ce pas ? Bon, pigé : nazification française !

Mais, pour nous, la France est une République une et indivisible, qui s'inscrit dans une unité de temps et d'espace précis, avec une continuité historique de ses institutions : c'est vous qui le diriez ! Donc, vous ne pouvez pas vous laver les mains de votre grande histoire et rester sélectivement votre propre identité, pour vous dédouaner à bon compte. Comme nous ne pouvons pas aller engueuler vos morts, dans les cimetières...

Alors, pour conclure, je voudrais pouvoir vous dire, si vous voulez, la même chose en français, mais en français. Elle est en la faveur. Parce que les immigrés ont fait ce pays, autant que les Français eux-mêmes et par la volonté qui cogne valement dur... Et pour la plupart d'entre nous, vous êtes un véritable : plus question de retour, car ce ne serait qu'un exil, un exil de trop.

Nous vivons donc en France, au-delà de la courbe vue de beaucoup d'autocrates, égoïstes ou haineux, par pur orgueil ou par lâcheté. Nous pouvons même constituer une chance historique pour ce vieux pays de vieux : nous sommes une force, un esprit, une gamme de sensibilité nouvelles, un sang frais. Nous sommes autant de ponts humains au-dessus des abîmes qui se creusent sous vos pieds ! Aucune autre issue, que celle d'assumer, avec courage et conséquence, toutes nos responsabilités. Nous ferons, comme toujours, notre devoir. Dès que vous cesserez de permettre qu'on nous maltraite, tout en nous différenciant...

Il est certain qu'il faut, qu'il aurait fallu arrêter à temps l'immigration clandestine, qui nous porte préjudice à nous aussi, parce qu'elle est sans espoir. Mais nous refusons, nous, il n'est plus question : dans le monde où nous vivons, il faut désormais un temps à ne plus mettre un immigré dehors.

Quant à moi, il me reste à tenter de survivre, avec, sans ou contre vous, en élevant mon petit garçon dans le respect, voire l'amour de ce pays, et dans la connaissance de notre histoire commune. Et si un jour il me demande de justifier mon choix, je lui répondrai qu'il ne m'a pas été possible de déterminer avec certitude que le Soldat inconnu n'était pas mon père...

Pour un mouvement de masse

par MOHSEN DRIDI (*)

DEPUIS une dizaine d'années, l'immigration a fait son entrée sur le scène parmi les phénomènes économiques, sociaux, culturels et politiques de la période post-soviétique.

Durant une dizaine d'années et au fur et à mesure des périodes, des conjonctures, des politiques gouvernementales... se sont modelées et affirmées les principales revendications des immigrés, et toutes se regroupent autour d'un grand principe : égalité des droits. Et chacune des communautés (Maghrébines, Européennes, Africaines, Turcs...) ainsi que les diverses catégories (OS, « sans-papiers », résidents des foyers, femmes, jeunes...) qui composent l'immigration y ont apporté leur contribution, leurs revendications et leurs formes d'expression et de lutte propres.

Aujourd'hui, cependant, l'immigration doit passer du stade de simple phénomène social (objet d'étude pour sociologues) au stade de mouvement social. D'expressions, de revendications, de luttes, elle doit se transformer en une force de mobilisation de masses mais aussi d'élaboration et de proposition des solutions, en tant qu'interlocuteur face à toutes les institutions. En un mot, elle doit se transformer d'un mouvement « en soi » en un mouvement « pour soi », au sein d'un processus de reconnaissance et de reconnaissance.

Il ne s'agit évidemment pas de se rencontrer pour établir un « cahier de doléances » (bien que cela soit aussi nécessaire). Bien plus que cela, il s'agit avant tout de définir pour nous-mêmes et par nous-mêmes le place qui est la nôtre, tant au sein de la société française que de la société d'origine. Définir notre place non du point de vue de ce que nous réclamons, mais avant tout de notre propre point de vue, en fonction de nos aspirations et de la place que nous occupons dans la société d'origine. En bref, l'immigration doit faire face à elle-même, à son passé, à son présent et à son avenir.

Cela est d'autant plus important que, aujourd'hui, trois paramètres nous imposent :

— La mythe de l'immigration provoque à la première phase de l'immigration, constitue principalement de jeunes célibataires et de travailleurs isolés, pour qui la perspective d'un retour définitif au pays est alors une alternative ; ce mythe, donc, entraîne par ailleurs tout autant par les pouvoirs en France que par ceux des pays d'origine, s'effondre. Il s'effondre tant du fait de la transformation interne à l'immigration (prolongement de la durée du séjour, regroupement familial, pénétration de la famille immigrée) que du fait de l'absence totale de réelles politiques de réinsertion (ou d'insertion) dans les pays d'origine.

— La société d'accueil (et non plus seulement les pouvoirs publics), dans un contexte de crise, certes, mais non moins atténué par les politiques d'arbitrage et les amalgames raciaux de la droite, et plus particulièrement les couches populaires, a de plus en plus de mal à comprendre (et à fortiori à admettre) cette nouvelle donne qui, en quelques années, s'est brusquement posée comme une composante structurelle et permanente de la société.

— Les sociétés d'origine, à travers toutes leurs institutions, toutes classes confondues (et non plus seu-

lement les gouvernements), n'ont pas été en mesure de proposer des solutions de redressement et une alternative susceptible d'inverser ou d'atténuer ce flux social qu'est l'immigration. Aucun débat sérieux et approfondi n'a été, jusqu'à présent, engagé dans l'opinion, hormis quelques articles occasionnels dans la presse locale. Plus encore, les immigrés (et s'entend de plus en plus comme des « étrangers » dans leur propre pays. On dira alors quand il s'agit de jeunes issus de l'immigration ? D'ailleurs, les quelques exemples de retour tentés par certains démontrent les limites d'une telle expérience.

Ces trois constatations s'entrecroisent d'autant plus justifiées que les diverses pratiques vieilles de « clandestinité » ou des OS témoignent de l'absence de la solidarité et des valeurs ne peuvent que renforcer le débat sur la politique générale de la gauche, dite « d'insertion sociale et culturelle ».

Liberté et possibilité de choix

Pour notre part, toute politique d'insertion n'a de sens que si l'on tient compte des deux conditions suivantes : liberté de choix d'une part et possibilité de choix de l'autre. En effet :

— Cette insertion des immigrés (en sachant qu'aujourd'hui ce terme désigne avant tout les Maghrébines, loin d'être un libre choix, est avant tout vécu comme quelque chose d'imposé ; tout refus signifie maintien dans la marginalisation et, à terme, expulsion ouverte ou déguisée. N'est-ce pas de plus en plus évident, aujourd'hui, que, outre la volonté politique et les moyens institutionnels et financiers (conditions nécessaires au départ), aucune insertion n'est possible ni même concevable sans un consensus général au niveau de la société et dans la vie quotidienne. Or, autant les scores de l'extrême droite dans les récentes élections que l'attitude hostile de certaines couches populaires vis-à-vis des immigrés démontrent que ce consensus est loin d'être acquis.

— Enfin, pour qu'il y ait une insertion véritable, il faut qu'il y ait choix entre plusieurs (au moins deux) possibilités : insertion au sein de la société française, mais aussi réinsertion (ou insertion pour les jeunes) au sein des sociétés d'origine. Or, là aussi, pas de possibilité de choix pour cause : l'un d'être considérée comme un véritable phénomène social (dans le sens que nous ne sommes pas un nombre considérable d'individus, de familles et de régions, mais qu'elle est aussi un facteur de reproduction du sous-développement), l'immigration est encore et surtout perçue sous le seul angle individuel. Ainsi, le « retour » (comme le départ) est avant tout un acte individuel et le fait d'une décision individuelle.

Ne faut-il pas, en outre, aujourd'hui, qu'un large débat s'instaure au sein des diverses communautés et les opinions publiques, tant en France que dans les pays d'origine, pour que l'insertion ou réinsertion puisse être définies sans que les uns ou les autres — et notamment les immigrés — en fassent les frais.

— En fin de compte, quelques constatations : le ressort que l'immigration doit avant tout faire face à elle-même au moins pour se reconnaître dans ses options fondamentales, c'est-à-dire se reconnaître dans ses racines.

— Ce débat interne à l'immigration doit s'engager à partir de toutes les composantes, sans exclusion :

— La marche contre le racisme a démontré que le mouvement des jeunes issus de l'immigration est en voie de structuration.

— Les associations de travailleurs immigrés qui se sont développées durant la dernière décennie ont enrichi le mouvement immigré par leurs expériences de coordination. Ainsi après la Maison des travailleurs immigrés (MTI), de 1973 à 1983, aujourd'hui, une quinzaine d'associations se sont constituées en Conseil des associations d'immigrés en France (CAIF) pour la promotion de la vie associative.

— Les femmes immigrées, depuis des années, s'organisent et apportent leurs contributions spécifiques à l'ensemble du mouvement.


— Les travailleurs dans les entreprises, dont le taux de syndicalisation progresse, sont mobilisés dans le cadre de leurs syndicats et contribuent largement aux nouvelles conquêtes de toute la classe ouvrière de France.

— Enfin, toutes les expériences des comités locaux et groupes culturels, qui jouent un rôle fondamental dans la promotion de l'expression des communautés.

L'immigration, c'est tout cela aujourd'hui, et toutes ces composantes constituent le socle du mouvement que nous voulons construire. L'idée des États généraux de l'immigration (qui circule de plus en plus) peut être l'un des moyens qui permettent la rencontre de toutes ces composantes.

(*) Union des travailleurs immigrés tunisiens.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731



250 ans de grands vins

"Domaines du Château de Beaulieu"
"92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"

Côte de Beaune Villages
"Clos de la Vierge"
Savigny-lès-Beaune
"Les Lavières"
Beaune Clos de la Mousse
(cuvée Propriétaire)
Beaune Teurons
Beaune Maronnets
Beaune Grèves
"Vigne de l'Enfant Jésus"
(cuvée Propriétaire)
Volnay Chantlin
Volnay Taillepieds
Volnay Frémets
"Clos de la Rougette"
(cuvée Propriétaire)
Volnay Caillerets
Chambertin
Beaune Clos Saint-Landry
Meursault Genevrières
Corton Charmagne
Chevalier Montrachet
Montrachet

Documentation sur demande à Monsieur Bouchard Père & Fils, 21200 Beaune, Tél. (03) 22.14.41 - Telex 59097

Distributeur exclusif de "La Rougette" et du Vin de France "Les Grèves" de la Côte de Beaune Villages

LU

« LE TIERS-MONDE PEUT SE NOURRIR », de René Lenoir

La force des communautés de base

« Les pays du tiers-monde ont fait parce qu'ils ont cessé d'être eux-mêmes. » Cette phrase ouvre le dernier livre de René Lenoir, directeur des affaires internationales de la Caisse des Dépôts. On ne peut mieux résumer, en levrer de rigueur, toute la philosophie de son ouvrage, la philosophie d'un homme qui a renouvelé une question que l'on pensait usée, tant son étude a fait pousser de livres sur les rayons des bibliothèques.

Préface par Edgard Pisani, qui dit se sentir en harmonie de pensée avec l'auteur, ce rapport au Club de Rome suit un itinéraire d'une simplicité clarifiée : comment les choses vont ; comment les choses pourraient aller ; les conditions du succès.

La route de la faim et les chiffres qui la jalonnent sont maintenant bien connus. Mais il est excellent de rappeler pourquoi on en est arrivé là. Pour notre auteur, la rupture de l'équilibre entre une population et un sol paraît fondamentale : l'homme est souvent plus redoutable que la pluie et le vent. La pression démographique ne peut être compensée que par une révolution agricole et culturelle. Or aucun Etat du tiers-monde n'a vraiment su s'appuyer sur ses paysans, et, depuis le seizième siècle, les cultures vivrières ont cédé de plus en plus la place aux cultures d'exportation, conduisant à l'importation d'aliments subventionnés et à l'exode vers les villes. Bref, nous dit l'auteur, l'abandon des matériaux locaux pour l'habitat, les dépenses d'armement, ont rendu les pays du Sud de plus en plus dépendants et notamment pour l'alimentation.

Que faire ? La mobilisation du paysan au niveau du village permettrait de rendre tangible le lien entre l'effort déployé et les résultats obtenus. S'ajoutant à d'autres, la voix de René Lenoir porte bien, parce que l'ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale a vécu à Madagascar, il y a une vingtaine d'années, une expérience de travail « au ras du sol » sur l'ensemble du territoire qui a porté des fruits remarquables.

Les micro-réalisations qui se multiplient heureusement aujourd'hui, notamment grâce à l'action des « organisations non gouvernementales » (ONG), ne devraient plus rester dispersées mais être réunies en un pays tout entier, comme aux premiers temps de l'indépendance de Madagascar.

Le village doit rester le lieu des solidarités naturelles, mais, s'il est trop petit, il convient de choisir une collectivité locale de cinq à dix mille habitants, pour des raisons d'efficacité. Car on ne peut parler pour réussir que d'une révolution culturelle à quatre branches : économique (les prix doivent laisser un surplus aux paysans), technique (intégration de l'agriculture et de l'élevage), politique (lorsque le statut des terres frappe ou empêche l'investissement), sociale (l'animation et la vulgarisation doivent utiliser au mieux les traditions communautaires).

La société est commentée par le respect des caractères propres de chaque civilisation, la restitution de la fierté aux jeunes Africains et aux jeunes Asiatiques qui ne sont pas coupés de leurs racines.

Le livre est dédié à la mémoire de Maurice Guerrier. Il y a en effet une belle filiation entre la pensée de l'auteur et celle de René Lenoir qui, lui aussi, plaide pour le retour à un équilibre démographique, les technologies spécifiques, l'industrialisation en amont et en aval de l'agriculture, les regroupements régionaux. Peu à peu, cette école de pensée gagne du terrain, on le voit bien dans les milieux de la Commission de Bruxelles et même de la Banque mondiale. Puissent les États indésinés s'engager moins timidement dans cette voie !

PIERRE DROUIN
★ Editions Fayard, 210 p. 59 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-2 PARIS - Tél. MONDIAIR 69872 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 300 fr. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Danemark, 1,10 kr. ; Espagne, 200 P. ; France, 200 F ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 2.000 L. ; Japon, 1.700 ¥ ; Pays-Bas, 1,20 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 1,20 £ ; Suède, 1,20 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Turquie, 100 L. ; Yougoslavie, 100 D.	3 mois 6 mois 9 mois 12 mois	FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F	TOUS PAYS ÉTRANGERS 661 F 1245 F 1819 F 2360 F
ÉTRANGER (par mandat)		BELGIQUE-LUXEMBOURG 381 F 685 F 979 F 1240 F	
ÉTRANGER (par mandat)		SUISSE-TURISME 454 F 830 F 1197 F 1530 F	

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : André Lenoir, directeur de la publication.
Directeur d'édition : Hubert Bonin (1944-1983).
Directeur d'édition : Jacques Favre (1983-1982).

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037

Floride
2 nuits

BRÉSIL
IMPORTANTE MANIFESTATION 190-DE-JANEIRO

AMÉRIQUES
Pérou
M. Belaunde semble prêt à des lances avec le Povo

FIN DE DOCTEUR
100 ans de la mort de Louis Pasteur

LA FLORIDE AMÉRICAINE

AMÉRIQUES

Pérou

APRÈS LA DÉMISSION DES MINISTRES « MONÉTARISTES »

M. Belaunde semble prêt à rompre des lances avec le FMI

Correspondance

Lima. — M. Fernando Schwalb, premier ministre et ministre des affaires étrangères du Pérou, dont la démission a été connue le lundi 9 avril, n'était pas d'accord pour modifier sa politique économique, comme le demandait le chef de l'Etat, M. Fernando Belaunde (le Monde du 11 avril). M. Belaunde est en effet partisan d'une « relance », car l'austérité exigée par le Fonds monétaire international (FMI) a provoqué la récession et engendré une vague de protestations, difficilement contrôlable, qui a culminé avec la grève générale du 22 mars.

Dans l'espoir de déamorcer cette grève, le président avait nommé le 19 mars le ministre des finances, M. Rodriguez Pastor, violemment critiqué, y compris par certains ministres, qui demandaient une augmentation de leurs budgets respectifs. M. Schwalb a présenté sa démission dix jours plus tard, lorsque M. José Benavides, nouveau ministre des finances, a annoncé une modification de la politique économique.

En fait, le gouvernement n'a encore pris aucune décision précise, sans doute pour ne pas affaiblir le FMI, qui devait signer le 6 avril un protocole d'accord pour un prêt de 300 millions de dollars. Mais cet attentisme n'a pas été « productif » : le FMI a ajourné l'accord, en attendant des « définitions » claires.

Le gouvernement semble décidé à tenir tête à l'organisme international. L'accord signé le 3 février avec le FMI lui semble « irréaliste ». Il stipule, en effet, que le déficit budgétaire devra être ramené de 12 % à 3,8 %, l'inflation de 125 % à 70 %, et prévoit la suppression des subventions, notamment pour les hydrocarbures : or, le pays est actuellement paralysé par une grève des transports publics, les conducteurs exigeant le gel des prix de l'essence. Il établit également la compression des rémunérations. Or c'est en invoquant leurs « salaires de famine » que les médecins ont abandonné les hôpitaux pendant une semaine. Ils viennent seulement de reprendre le travail.

Les mesures d'austérité de l'année dernière ont entraîné une diminution de 30 % de l'investissement public et l'augmentation du chômage. La lutte contre l'inflation — qui a d'ailleurs échoué — a provoqué une grave récession, et par conséquent

une chute des ressources fiscales, d'où une augmentation du déficit budgétaire.

Le président de la Banque centrale, M. Richard Webb, a présenté un programme de relance qui, tout en maintenant l'austérité, permettrait une relance de l'économie. Son plan prévoit un taux de change multiple (un dollar cher pour les importations de luxe, un dollar bon marché pour les importations de biens intermédiaires). Il recommande une plus grande souplesse du crédit, et un contrôle des prix des denrées de première nécessité.

Si ce programme était adopté, la rupture avec le FMI serait difficile à éviter. En Lima aussi, il est mal vu de négocier sa dette extérieure avec les banques internationales et les pays créanciers regroupés dans le Club de Paris. Il semble que M. Belaunde ait mesuré les risques à courir. Il s'agit pour lui et son parti, l'Action populaire, de « tenir bon » jusqu'aux élections générales de mars 1985, afin de reconquérir la faveur populaire. En 1980, le chef de l'Etat avait été élu avec 46 % des suffrages. Aux élections municipales de novembre, les candidats officiels n'en ont remporté que 17 %. Un désastre électoral, dont le FMI est largement responsable.

« La dette que nous avons contractée avec dix-neuf millions de Péruviens qui vivent dans des conditions déplorables passe avant celle que nous avons avec les créanciers internationaux », a déclaré M. Javier Alva Orlandi, secrétaire général du parti au pouvoir.

NICOLE BONNET.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Lima (AFP). — M. Sandro Marzagui, sénateur de l'Action populaire, le parti de centre droite au pouvoir, a été désigné le mardi 10 avril par le président M. Fernando Belaunde, au poste de premier ministre et de ministre des affaires étrangères. Le nouveau gouvernement est exclusivement composé de membres du parti gouvernemental. Ses autres membres sont : Justice : M. Max Arias Schreiber. Industrie, tourisme : M. Alvaro Becerra Sotero. Education : M. Valentin Panigada. Economie : M. José Benavides. Travail : M. Joaquín Leguía. Guerre : général Oscar Bruch. Marine : vice-amiral Jorge Du Bois. Aviation : général José Slatar. Santé : M. Juan Franco Ponce. Agriculture : M. Juan Hurtado. Transports : M. Carlos Pestana. Pêche : M. Ismael Benavides. Energie et mines : M. Juan Inchausti.

Brésil

IMPORTANTE MANIFESTATION A RIO-DE-JANEIRO

Rio-de-Janeiro (AFP). — La plus grande manifestation jamais vue au Brésil a rassemblé, le mardi 10 avril à Rio-de-Janeiro, un million de personnes — selon les organisateurs — qui ont demandé le rétablissement du suffrage universel pour l'élection présidentielle de janvier 1985. La manifestation avait été organisée par les trois partis légaux de l'opposition : le PMDB (Parti du mouvement démocratique du Brésil), le PDT (Parti démocratique travailliste du gouverneur de Rio, M. Lioel Brizola) et le PT (Parti des travailleurs, présidé par l'ancien leader syndical, M. Inacio da Silva dit « Lula »).

Une soixantaine d'orateurs se sont succédés à la tribune, la plupart pour dénoncer la politique du régime militaire et l'intervention du FMI. Une banderole du PT appelant à la grève générale a été retirée par la police militaire à la demande de M. Brizola « pour éviter les provocations ». Les organisateurs avaient écarté de la tribune, pour les mêmes raisons, les leaders des partis illégaux comme le PCB (Parti communiste du Brésil) et le MR-8 (Mouvement révolutionnaire du 8 octobre). Aucun incident n'a été signalé.

Bolivie

La composition du nouveau gouvernement consacre la reconstitution de la coalition de l'Unité populaire

Le président bolivien M. Hernán Siles Zuazo a formé le mardi 10 avril un nouveau gouvernement, qui comprend cinq ministres de son parti, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR), cinq du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), deux du Parti communiste, deux démocrates-chrétiens, deux indépendants et un militaire. La coalition gouvernementale, l'Unité démocratique et populaire (UDP) est donc reconstituée avec le retour du MIR au pouvoir. Le MIR avait quitté l'UDP en janvier 1983 et avait fait dépendre son retour du départ du ministre des affaires étrangères dans le précédent cabinet, M. José Ortiz Mercedes.

Correspondance

Lima. — Après le départ du MIR, qui devait être, selon le chef de l'Etat, le « sang nouveau » de la coalition de front populaire, le gouvernement de M. Siles Zuazo avait cherché en vain de nouveaux partenaires à droite comme à gauche. La réconciliation qui vient de se produire, et qui a abouti au retour du MIR au gouvernement, apparaît comme un répitage bien précaire. Mais elle a désarmé l'opposition de droite, majoritaire au Parlement, ainsi que les soutiens de putsch, protecteurs des trafiquants de cocaïne, qui rêvent à la restauration d'une dictature semblable à celle qu'avait établie le général García Meza en juillet 1980.

Depuis des mois, en effet, l'Action démocratique nationaliste, le parti (ultra-conservateur) de l'ancien président, M. Hugo Banzer, et le MNR historique, le parti de M. Paz Estenssoro, également ancien président, n'avaient cessé d'espérer la démission du chef de l'Etat. Jusqu'en octobre dernier, le MIR de M. Paz Zuazo avait appuyé cette demande.

« Face à un gouvernement inapte, disait le MIR, la démocratie doit

LE CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement : Relations extérieures et culte : M. Gustavo Fernández Sánchez (indépendant). Intérieur, migration et justice : M. Federico Álvarez Plata (MNR). Défense nationale : colonel Manuel Cardenas (MNR). Planification et coopération : M. Ernesto Aguilar Quiroga (MNR). Finances : M. Flavio Machicado (indépendant). Santé publique : M. Javier Torres Gaitán (MNR). Education et culture : M. Alfonso Córdova (MNR). Urbanisme et logement : M. Walter Delgadillo (MNR). Travail et emploi : M. Horst Grebe Lopez (PC). Mines et métallurgie : M. Carlos Carrizosa Nava (PC). Industrie et commerce : M. Freddy Justiciano (MNR). Transports : M. Hernando Poppe (MNR). Energie et hydrocarbures : M. José Luis Sandoval (PDC-démocrate-chrétien). Intégration : M. Jorge Agreda (PDC). Aeronautique : général Antonio Arce. Information : M. Mario Rueda Peña (MNR). Ministre secrétaire du gouvernement : M. Miguel Urioste (MIR). Affaires agricoles : non encore désigné.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

DEUX SOLDATS ALBANAIS SE REFUGIENT EN GRECE. — Deux soldats albanais, en uniforme et armés, ont fui lundi 9 mars leur pays à bord d'une barque et ont accosté à Kassopi, au nord de Corfou. Ils ont demandé l'asile politique à la Grèce. — (AFP.)

Inde

FIN DE LA GRÈVE DES DOCKERS. — La grève des 300 000 dockers qui paralysait les dix grands ports du pays depuis près d'un mois a pris fin, mardi 10 avril, à la suite d'un accord conclu entre les syndicats et le gouvernement. Les dockers ont obtenu une importante hausse de salaire. La répression de la grève

et de violents incidents avaient causé la mort de policiers et de grévistes, plus de mille, selon un parlementaire de l'opposition. — (AFP, Reuters.)

URSS

MOSCOU REJETTE LE RAPPORT DE L'OACI SUR L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN. — Le Kremlin a qualifié, mardi 10 avril, de « démenti de preuves » et de « prétendue enquête imposée par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux » le rapport du secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sur la destruction, le 1^{er} septembre dernier, par la chasse soviétique d'un appareil civil sud-coréen, et l'a rejeté officiellement. — (AFP.)

Le minage des ports nicaraguayens

continue de provoquer inquiétude et protestations

Le minage des ports nicaraguayens par le CIA continue de provoquer des réactions aux Etats-Unis et dans le monde.

A Washington, le Sénat, à majorité républicaine, donc favorable « priori » à M. Reagan, a adopté, mardi 10 avril, par 84 voix contre 12, une résolution non contraignante demandant que les fonds de la CIA ne soient plus utilisés pour une telle opération.

Le texte a été présenté par M. Edward Kennedy, démocrate. Ce dernier a obtenu les voix des républicains en retirant de son projet un passage qui demandait au gouvernement de revenir sur sa décision de se soustraire à la juridiction, dans cette affaire, de la Cour internationale de justice de La Haye.

A Londres, M^{rs} Thatcher a réaffirmé, mardi devant les Communes, son opposition à l'action de la CIA : « C'est très dangereux pour le trafic maritime international », a déclaré le premier ministre.

A La Haye, le gouvernement a exprimé sa « préoccupation » auprès des Etats-Unis, a indiqué un porte-parole officiel.

A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, réunis pour discuter de la coopération politique entre les Dix, ont exprimé également leur préoccupation devant les entraves à la liberté de navigation dans les eaux nicaraguayennes, a indiqué le ministre français, M. Claude Cheysson. M. Cheysson a précisé que ses partenaires n'avaient pas discuté d'une éventuelle action commune pour déminer les ports du Nicaragua, et que la France n'aurait pas de son propre chef dans ce domaine.

A New-York, l'ambassadeur soviétique aux Nations unies, M. Oleg Troyanovsky, a déclaré que le minage des ports nicaraguayens ouvrait « un nouveau chapitre dans l'histoire de terrorisme international ». L'agence Tass, de Moscou,

écrit, de son côté : « C'est la première fois depuis l'Allemagne hitlérienne que le terrorisme et le brigandage armé deviennent aussi ouvertement et criminellement une politique d'Etat ».

Enfin, à Bogota, le ministre colombien des affaires étrangères, M. Rodrigo Llorca, a déclaré que le groupe de Conadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) ne pouvait pas « accomplir un travail » (le déminage des ports) « qui ne correspondait pas à sa vocation ». Il répondait ainsi indirectement à la lettre adressée la semaine dernière au président colombien par M. Cheysson, qui proposait une « concertation régionale » dans cette affaire.

Etats-Unis

Nouvelle victoire de M. Mondale

(Suite de la première page.)

Néanmoins, son handicap le plus sévère est que tous les sondages à l'échelle nationale le donnent nettement battu par le président Reagan au novembre. M. Gary Hart aurait une meilleure chance que lui contre le président sortant.

Cette constatation maintient en certain suspense et entretient les spéculations. Certains estiment que M. Gary Hart pourrait figurer sur le « ticket » démocrate comme candidat à la vice-présidence. A cet égard, on peut constater que les deux concurrents ont sensiblement adouci le ton de leurs critiques réciproques, comme s'ils anticipaient déjà une réconciliation ultérieure. D'autres pensent au contraire que la convention devra chercher un troisième homme, une personnalité plus brillante, pour rallier non pas seulement l'ensemble du pays sur un programme hard et une vision d'avenir.

HENRI PIERRE.

ASIE

Sri-Lanka

RECRUESCENCE DES VIOLENCES ETHNIQUES

Le couvre-feu est imposé à Jaffna

New-Delhi. — De nouveaux incidents violents ayant éclaté, lundi et mardi 10 avril, entre séparatistes tamouls et forces de l'ordre, celles-ci ont décrété mardi midi un couvre-feu général dans Jaffna, la principale ville tamoule du nord de l'île. Autant qu'on puisse le savoir, les informations en provenance de Nord étant soumises à censure, « l'armée srilankaise aurait ouvert le feu sur un groupe de terroristes présumés en plein contrôle. On ignore le bilan des accrochages ».

Dans la matinée de mardi, selon des sources tamoules, l'armée aurait tiré sur une église catholique située au cœur de Jaffna, et qui abritait plusieurs centaines de réfugiés tamouls venus du sud de l'île, après les tueries de juillet dernier. En représailles, les séparatistes armés s'en seraient pris à un temple bouddhiste cinghalais. Par la suite, une école cinghalaise, deux ateliers automobiles et plusieurs véhicules appartenant à des bouddhistes ont été mis à sac et incendiés. Imposé pour dix-huit heures, le couvre-feu devait normalement être levé mercredi soir, mais la situation demeurant extrêmement tendue dans toute la péninsule, la mesure pourrait être prorogée pour une durée indéterminée.

Attentats terroristes, représailles policières ou inversement, le diabolique engrenage qui avait broyé plus de quatre cents personnes en juillet, semble à nouveau enclenché. Jaffna, la ville-poudrière du Nord, champ d'action privilégié des autonomistes tamouls, est à nouveau saisie de convulsions de très mauvais augure. L'ancienne capitale du royaume tamoul et toute la péninsule où elle est située sont isolées du reste de l'île et quadrillées, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par une armée de poli-

ciers et de soldats (cinq mille environ), d'autant plus mal reçus par les cent mille habitants de la ville qu'ils sont à 99 % Cinghalais et bouddhistes.

Landi, située dans le centre ville par des tamouls armés, alors qu'elle venait d'évacuer le train postal, une patrouille avait, d'après les témoins, riposté en ouvrant le feu sur les passants. Compte rendu officiel : « Plusieurs blessés parmi lesquels des Tamouls, dont quatre ont succombé ». Bilan, selon d'autres sources : huit morts au moins et plus de cinquante blessés. Une coopérative agricole, plusieurs magasins et six véhicules de l'hôpital public — donc « gouvernemental » — avaient été incendiés.

Les négociations suspendues

Cette nouvelle escalade, dont la responsabilité n'échoit pas seulement aux autonomistes armés qui la souhaitent, n'a encore donné lieu à aucune des folles expéditions punitives cinghalaises contre les Tamouls sans défense du centre et du sud de l'île. Ces derniers, on s'en souvient, avaient chèrement payé, en juillet, leur isolement dans des régions à majorité cinghalaise. Le gouvernement a appelé les bouddhistes à ne pas céder aux « provocations terroristes ». Mais tout semble prêt pour que le scénario se répète.

Non seulement les négociations multipartites ouvertes début mars par le gouvernement n'ont, jusqu'ici, rien donné de concret, mais elles ont été suspendues, pour deux mois, le 20 mars, par le président Jayewardene, JR pour les Sri-Lankais.

Entre-temps, il est vrai, le principal parti d'opposition cinghalais, celui de l'ancien premier ministre, M^{rs} Bandaranaike, s'était retiré des discussions, offrant ainsi le prétexte à l'ajournement. Les pourparlers, qui visent à trouver une solution au problème ethnico-religieux de Sri-Lanka devraient certes reprendre le 9 mai, mais personne ne fait preuve de moindre optimisme sur leurs chances de réussite.

Les négociateurs indépendantistes tamouls, qui appartiennent au Front uni de libération tamoul (FULI) président ouvertement la répétition du « Juillet noir » si satisfaction n'est pas donnée rapidement à leurs revendications. Théoriquement partisans, comme les extrémistes armés, de la proclamation d'un Etat indépendant (Tamil Eelam), les hommes du FULI seraient prêts à accepter une simple autonomie des régions concernées. Mais le gouvernement, dominé par la majorité cinghalaise (80 % de la population), et menacé par ses propres extrémistes bouddhistes, se montre intraitable.

Opposé à l'esquisse même d'une partition de son pays, le président a choisi la manière forte. Un homme à poigne, M. Lalith Athalathmudali, a été nommé ministre de la sécurité nationale. Se faisant fort « d'écraser le terrorisme » marxiste, le nouveau patron des forces de l'ordre a offert, jeudi dernier, une amnistie générale à tous ceux qui déposeraient les armes. Jusqu'ici sans le moindre succès. Les jeunes « tigres », ainsi nommés par opposition au lion cinghalais, qui dirigent et théorisent le combat pour l'Eelam à partir du sud de l'Inde, se déclarent plus décidés que jamais à la lutte armée.

PATRICE CLAUDE.

TWA Flâneries Américaines

Floride en roue libre: 5605 F*

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot, 2 nuits à Miami... et voiture pendant 5 jours en Floride.

*Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants. Paris 1^{er} : 19 bis rue du Mont-Thabor. Tél. 260-39-85. Province : Losers S.A. : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît



(Publicité)

«L'ISLAM ET L'OCCIDENT DEVANT LES CONQUÊTES DE LA SCIENCE : CONCORDANCE OU CONFLIT?»

Conférence-débat organisée à l'UNESCO
le vendredi 27 avril 1984 à 17 h 30
par l'Association française «Islam et Occident»

Sous le Haut Patronage et en présence de

S.E. Monsieur Habib CHATTY

Secrétaire Général

de l'Organisation de la Conférence Islamique

L'Islam et l'Occident pourront-ils préserver leurs valeurs de civilisation face au défi technologique ?

Devant les conquêtes actuelles de la science, l'Occident et l'Islam peuvent-ils se rencontrer dans une réflexion commune dont dépend leur avenir ?

C'est ce débat de civilisation qui fera l'objet de la prochaine Rencontre «Islam et Occident», que l'Association française «Islam et Occident», fidèle à sa vocation d'œuvrer au rapprochement entre les civilisations islamique et occidentale, organise à l'UNESCO avec la participation de :

- M. le Professeur ABDUS SALAM, prix Nobel de physique 1979 ;
- M. le Professeur Jean BERNARD, de l'Académie française ;
- M. le Doyen Hussein AL-JAZIRI, ancien ministre de la santé du Royaume d'Arabie Saoudite ;
- M. le Professeur Louis LEPRINCE-RINGUET, de l'Académie française.

L'Association française «Islam et Occident», présidée par Francis LAMAND, appelle toutes les personnes intéressées par le dialogue — plus que jamais nécessaire aujourd'hui — entre les deux civilisations, à participer à cette Rencontre et à apporter ainsi leur soutien à son action nationale de rapprochement entre l'Islam et l'Occident.



(Des invitations peuvent encore être retirées au secrétariat général de l'association : 183, av. Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine, tél. : 624-72-12.)

AFRIQUE

Le Zimbabwe en mal de parti unique

I. — Big Ben sonne le glas

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

Harare. — Dans les rues de Harare et même de Bulawayo, des écoliers et des écolières portent fièrement le canotier et un blazer frappé aux armoiries de leur collège. Le dimanche après-midi, dans la capitale, les promeneurs se rassemblent, le temps d'une aubade, autour du kiosque à musique dans le parc public qu'une équipe de jardiniers entretient avec soin. Le décor d'une certaine Angleterre... Comme au Parlement, où la majorité cède sans heurts l'opposition ou plutôt les oppositions, blanche et noire. De temps à autre, le gouvernement se soumet au jeu des questions orales des députés sur des sujets d'actualité. La démocratie paraît y trouver son compte.

Changement de décor ? Les dirigeants zimbabwéens ne veulent plus continuer de régler leurs montres sur le carillon de Big Ben. Les mœurs occidentales, politiques surtout, ne sont pas à leur avis, adaptées à l'Afrique. « Regardez ce qui vient de se passer au Nigeria : l'expérience « démocratique » a été sanctionnée par un coup d'Etat », assure-t-on à Harare. Il faut donc penser à autre chose. Impossibilité, cependant, de tout brusquer : le Zimbabwe se doit de conserver certaines formes démocratiques, héritées du passé. Les accords de Lancaster House, signés en décembre 1979, lui font obligation de s'en tenir, pendant dix ans — soit deux législatures — à la règle du multipartisme. « Nous les respectons », affirme M. Nathan Shamuyirira, ministre de l'Information. Néanmoins, le souci du gouvernement de M. Robert Mugabe est de mettre en place de facto, avant cette échéance, le système du parti unique (1).

Un marxisme-léninisme officiel

Le processus de transformation du Zimbabwe en « Etat-parti » est donc engagé : l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) est en train de se structurer, de rassembler la population sous sa bannière. Pas d'organisation d'avant-garde, mais un mouvement de masse qui prendra même en compte les « opportunistes » et les « éléments bourgeois », quitte à les « rééduquer » et à les « réorienter », comme l'a précisé M. Mugabe.

« Nous voulons créer un parti unique très ouvert, un peu comme en Tansanie, au sein duquel il y aura des échanges de vues très libres », assure M. Shamuyirira. Il rappelle que les adhésions à la ZANU ne se font pas toutes dans l'enthousiasme et que, notamment dans le Matabeleland, fief de M. Joshua Nkomo, adversaire politique numéro un de M. Mugabe et chef de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), la campagne de recrutement a été marquée de la contrainte, de la peur et de la violence.

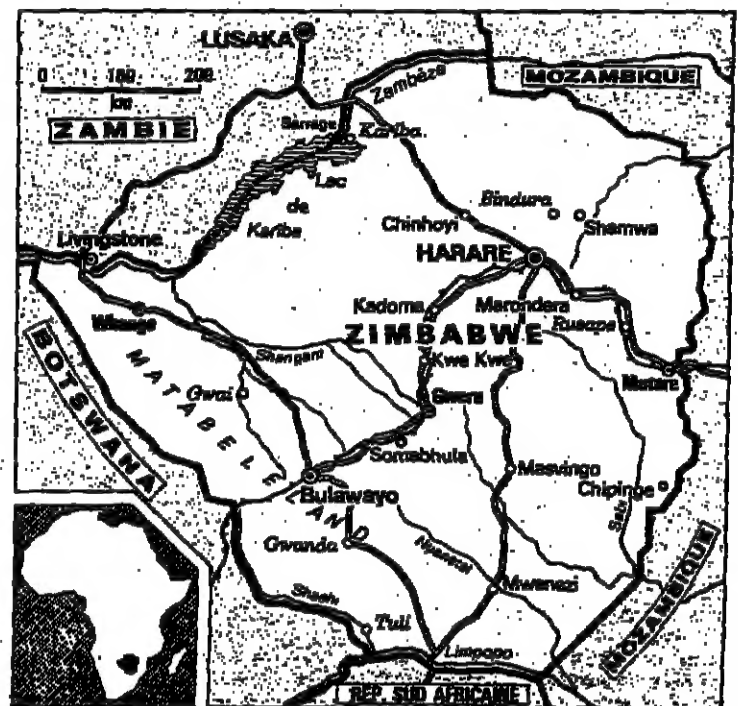
Le deuxième congrès de la ZANU, qui doit, en principe, se réunir du 8 au 12 août prochain, marquera probablement une étape importante sur la voie que le gouvernement a choisie. On s'attend qu'il procède au renouvellement et à l'élargissement du comité central — de vingt-huit à quatre-vingt membres environ — à la création d'un « politburo » d'une vingtaine de membres et à la nomination de M. Mugabe au nouveau poste de secrétaire général du parti. Un parti, qui, officiellement, se réclame du marxisme-léninisme, et à la consolidation duquel sont étroitement associées, par le biais de la formation de cadres, plusieurs pays de l'Europe de l'Est, les Albanais de l'Est, les Bulgares et les Roumains notamment.

Bien qu'il se défende de « vouloir faire la révolution pour la révolution », M. Mugabe cherche-t-il à modifier de fond en comble le paysage politique du Zimbabwe, faite de pouvoir modifier fondamentalement son paysage économique ? D'après les déclarations de M. Mugabe, la « révolution » n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour résoudre des crises d'ampleur nationale.

politique de réconciliation nationale — grâce par le pouvoir pour mieux l'exercer. « Cette politique leur fait peur car ils sont faibles », rétorque un responsable de la ZANU. Quant à M. Nkomo, il garde volontairement un « profil bas » et prépare la prochaine publication de ses Mémoires.

L'évêque Abel Muzorewa, ancien premier ministre, est en prison, depuis le 31 octobre dernier, pour avoir entretenu des « liens suspects » avec Israël et l'Afrique du Sud. Le révérend Ndabaningi Sithole, fondateur du Zimbabwe African National Union Party, attend à Londres des jours meilleurs pour rentrer au pays, redoutant d'être arrêté s'il s'y présentait maintenant. M. Ian Smith, ancien maître du « pouvoir blanc », continue de « créer un front uni des petits partis pour lutter contre le gouvernement ». Et de préciser : « Il y a eu des discussions mais, du côté de nos partenaires africains, l'idée d'une plate-forme commune n'est pas encore mûre ».

Affaire classée : la lutte pour le pouvoir est terminée. « L'Etat, c'est nous et pour toujours », seraient tentés de dire les responsables de la



ZANU. M. Mugabe et les siens ne seront-ils pas obligés de mettre la pédale douce ? A trop vouloir enrégimenter et contrôler la population, ne doivent-ils pas redouter, de sa part, un phénomène de « ras-le-bol » d'autant que la situation économique ne favorise guère une déroute politique ?

Le gouvernement continue de mal contrôler le Matabeleland, livré aux exactions de « bandits » de tous acabit, et où il a imposé un nouveau couvre-feu (le Monde du 4 février). La dissidence va-t-elle sauter les frontières de cette province ? En octobre dernier, quatre travailleurs ont été tués dans une embuscade dressée par des dissidents inconnus, à Wedza, à 110 kilomètres au sud-est de Harare ; à la mi-janvier, quatre personnes auraient été assassinées à Chipinge, dans la province du Mankaland. A toutes fins utiles, M. Emerson Mnangagwa, ministre de la Sécurité, a récemment annoncé la mise sur pied d'une task force qui aura notamment pour mission, selon ses termes, de « résoudre des crises d'ampleur nationale ».

M. Mugabe cherche-t-il à modifier de fond en comble le paysage politique du Zimbabwe, faite de pouvoir modifier fondamentalement son paysage économique ? D'après les déclarations de M. Mugabe, la « révolution » n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour résoudre des crises d'ampleur nationale.

Exactions et atrocités

Cinq instituteurs ont été récemment tués — crânes, livres et nez coupés — par des « dissidents », à Murewa, près de la frontière sud-africaine. De son côté, un député de l'opposition, M. Sikwili Moyo, s'est plaint d'avoir été détenu et battu pendant trois jours par des éléments de la 5^e Brigade dans le sud du Matabeleland. Il a accusé cette unité, formée d'anciens combattants de la ZANU au pouvoir, de semer la terreur dans les villages du Matabeleland, d'où il est lui-même originaire, sous prétexte de faire la chasse aux « dissidents » armés — d'anciens partisans de la ZAPU de M. Nkomo, chef de l'opposition — et aux bandits de grand chemin.

Ces accusations ont été reprises par des organisations religieuses et humanitaires, qui se sont plaintes de voir les forces gouvernementales — une dizaine de milliers de soldats seraient en permanence au Matabeleland — imposer un strict couvre-feu et fermer les magasins d'alimentation, principales sources d'approvisionnement de cette région frappée depuis trois ans par la

sécheresse. La diète affecterait déjà un demi-million de personnes.

Exactions et atrocités sont commises par les deux camps en présence. Pour éviter que les brutalités dégénèrent, comme ce fut déjà le cas l'an dernier, le gouvernement vient de réagir en donnant notamment l'ordre d'autoriser de nouveau le ravitaillement de cette région.

Autre signe positif : plutôt que d'encourager une campagne — et d'ordonner une enquête — à la suite de la découverte, cette fois dans l'est du pays, de chemises de dissidents, le gouvernement a déclaré qu'il ne se passait pas l'occasion de révéler de vieilles haines, a souligné, la semaine dernière, le quotidien pro-gouvernemental The Herald. « Contentons-nous d'enterrer nos morts, nous avons trop d'autres problèmes », a déclaré, pour sa part, un sénateur de la majorité. — J.-C. P.

Prochain article :

LE SOCIALISME A TOUT PETITS PAS

(1) Le jeudi 15 mars, à Harare, M. Robert Mugabe a déclaré la formation politique qu'il dirige, la ZANU, ne pouvait plus hésiter à instaurer un système de parti unique. « Le temps est venu, s'il est indiqué, de commencer à poser les fondations sur lesquelles le parti unique sera structuré ». Accusant les partis minoritaires — la ZAPU de M. Joshua Nkomo, le Front républicain de l'ancien premier ministre M. Ian Smith, et les partisans de Mgr Muzorewa — de fomenter des troubles, M. Mugabe a ajouté : « Dans ces circonstances, il est calamiteux pour notre nation d'opter pour le multipartisme ».

(Publicité)

Glycia Gladys
(Parti Socialiste Révolutionnaire) du Niger dit non à l'autoritarisme dans son pays.
Face à l'autoritarisme et aux arrestations arbitraires, le Parti appelle les étudiants à mobiliser autour du programme intitulé Glycia Gladys - Livre 2. La solution des problèmes politico-institutionnels et socio-économiques du Niger, en vue d'instaurer la liberté.
A.E.L. 2, rue de Médan
91300 Mussy

AFRIQUE

Guinée

Les nouvelles autorités d'État ont que le vingtième anniversaire de la FOU ait lieu à Conakry

Conakry. — Le gouvernement guinéen a décidé de célébrer le vingtième anniversaire de la FOU (Front ouvrier unitaire) à Conakry, le 12 avril 1984. Cette célébration sera l'occasion d'un rassemblement de tous les Guinéens, à l'exception des militaires, qui seront invités à participer à une manifestation à l'extérieur du pays. Le chef de l'Etat, le colonel Sékou Touré, a déclaré que cette manifestation était une occasion pour le peuple guinéen de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Le gouvernement guinéen a également décidé de célébrer le vingtième anniversaire de la FOU à Conakry, le 12 avril 1984. Cette célébration sera l'occasion d'un rassemblement de tous les Guinéens, à l'exception des militaires, qui seront invités à participer à une manifestation à l'extérieur du pays. Le chef de l'Etat, le colonel Sékou Touré, a déclaré que cette manifestation était une occasion pour le peuple guinéen de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Cameroon

La rébellion a été la suite de la minorité d'hommes noirs assoiffés de pouvoir

Yaoundé. — La rébellion au Cameroun a été la suite de la minorité d'hommes noirs assoiffés de pouvoir. Le chef de la rébellion, le colonel Jean-François Nguenda, a déclaré que la rébellion était une conséquence directe de la politique de réformes menées par le gouvernement. Il a également déclaré que la rébellion était une occasion pour le peuple camerounais de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Le chef de la rébellion, le colonel Jean-François Nguenda, a déclaré que la rébellion était une conséquence directe de la politique de réformes menées par le gouvernement. Il a également déclaré que la rébellion était une occasion pour le peuple camerounais de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Le chef de la rébellion, le colonel Jean-François Nguenda, a déclaré que la rébellion était une conséquence directe de la politique de réformes menées par le gouvernement. Il a également déclaré que la rébellion était une occasion pour le peuple camerounais de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Le chef de la rébellion, le colonel Jean-François Nguenda, a déclaré que la rébellion était une conséquence directe de la politique de réformes menées par le gouvernement. Il a également déclaré que la rébellion était une occasion pour le peuple camerounais de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

Le chef de la rébellion, le colonel Jean-François Nguenda, a déclaré que la rébellion était une conséquence directe de la politique de réformes menées par le gouvernement. Il a également déclaré que la rébellion était une occasion pour le peuple camerounais de se réunir autour de ses dirigeants et de discuter de la situation du pays. Il a également déclaré que le gouvernement était déterminé à poursuivre sa politique de réformes et de développement.

مكتبة الأمل

AFRIQUE

Guinée

Les nouvelles autorités tiennent à ce que le vingtième sommet de l'OUA ait lieu à Conakry

Le premier ministre guinéen, le colonel Diara Traoré, a affirmé, mardi 10 avril, que la Guinée « tient à ce que le vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se tienne à Conakry » et qu'elle prendra toutes les dispositions pour que cette conférence ait lieu dans la capitale guinéenne (la date initialement prévue était le 24 mai). Le colonel Traoré a indiqué que le nouveau régime guinéen n'avait pas de « positions arrêtées » sur les problèmes du Sahara occidental et du Tchad. Sur le plan intérieur, le premier ministre a déclaré que la Guinée fera appel à une aide de la France dans le domaine de l'enseignement et pour la réorganisation de l'armée qui était devenue, a-t-il précisé, un « foyers ». La Guinée fera également appel à l'aide internationale et plus particulièrement occidentale pour palier une situation alimentaire critique due en grande partie à la sécheresse.

Les autorités ont, d'autre part, réitéré trois personnalités de l'ancien régime, toutes des femmes, qui avaient été arrêtées après le coup d'Etat. Il s'agit de M^{me} Jeanne Martin Cissé, ancien ministre des affaires sociales et ancienne représentante de la Guinée aux Nations-unies, Mariama Sow, ancienne présidente de l'Union des femmes de Guinée (qui était très proche du président Sékou Touré), et Coumbé Diakité, ex-présidente du mouvement des jeunes de Guinée. Le Comité militaire de redressement national (CMRN) avait annoncé que les anciens dirigeants avaient été « mis en sécurité » pour éviter qu'ils soient molestés par la population.

Cameroun

La rébellion a été le fait d'une minorité d'hommes ambitieux assoiffés de pouvoir

Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, a annoncé, mardi 10 avril, dans un message radiodiffusé, que « les responsables du coup d'Etat du 6 avril » seront traduits prochainement devant un tribunal militaire, « au terme d'une enquête dont les résultats sont attendus ». Le président Biya a indiqué que « la gravité et l'ampleur » de cette tentative de putsch l'ont obligé à prendre des mesures militaires, politiques et administratives pour renforcer les organismes de sécurité, d'information, et d'ordre public. Il a, d'autre part, attribué la responsabilité de la rébellion à « une minorité d'hommes ambitieux et assoiffés de pouvoir » et non pas à « cette province-ci ou cette province-là, ou aux Camerounais de cette religion-ci ou de celle-là ».

Un nouvel ultimatum du ministre des forces armées a été diffusé mardi soir par la radio nationale, invitant les derniers insurgés à se rendre avant ce mercredi à midi. La plupart d'entre-eux ont déposé leurs armes, mais plusieurs éléments de la garde républicaine et de la gendarmerie sont encore traqués par les forces gouvernementales, ce qui explique les tirs sporadiques qui ont encore été entendus lundi soir et mardi au milieu de journée. Le bilan des combats qui se sont déroulés à Yaoundé n'est pas encore officiellement connu, mais l'importance des dégâts (immeubles endommagés, véhicules et engins motorisés calcinés), indiquent que les affrontements entre les milices et les troupes loyalistes ont été très violents.

Les témoignages qui proviennent de la capitale font état de plusieurs dizaines de corps gisant encore sur les lieux des combats, alors qu'une vingtaine d'autres ont été dénombrés à la morgue. L'intervention d'hélicoptères Gazelle et d'avions Fouga Magister contre les insurgés, explique l'importance des destructions dans la ville, notamment au quartier général de l'armée, au camp Yeyap, siège de la délégation

Haute-Volta

AVERTISSEMENT DU GOUVERNEMENT AUX GRÉVISTES. Le gouvernement voltaïque a ordonné aux autorités provinciales d'empêcher les enseignants licenciés de se présenter à leur poste, à l'appel de leur syndicat, lors de la rentrée scolaire du troisième trimestre prévue pour lundi 16 avril. Le ministre de l'Intérieur a donné l'ordre aux autorités locales de « déployer la violence révolutionnaire propre à anéantir les renégats et les vandales » qui tenteraient de perturber, « de quelque manière que ce soit », la

reprise. Cet avertissement s'adresse aux enseignants licenciés pour avoir fait grève les 20 et 21 mars à l'appel du Syndicat national des enseignants de Haute-Volta (SNEAVH). - (AFP).

Tunisie

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA OPÉRÉ DE LA CATARACTE. Le président tunisien, qui est arrivé mardi 10 avril à Lyon, doit être opéré de la cataracte jeudi. Le chef d'Etat tunisien, devenu presque aveugle en raison d'une cataracte qui affecte les deux yeux, devait être hospitalisé dès ce mercredi.

URSS

DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI

M. Tchernenko a adressé une mise en garde aux cadres et demandé « une réduction de l'appareil administratif »

De notre correspondant

Le nouveau Soviet suprême élu en mars a ouvert sa première session, mercredi 11 avril au Kremlin, par une réunion séparée des deux Chambres. Le Soviet de l'Union a élu à sa présidence M. Lev Tolkomor, rédacteur en chef des Izvestia, en remplacement de M. Alexeï Chitnikov, âgé de soixante-deux ans, et qui occupait ce poste depuis dix ans. D'autre part, le Soviet des Nationalités a désigné pour président M. August Voss, premier secrétaire du parti en Lettonie. Il succède à M. Vitali Roubaev, âgé de soixante-dix ans, qui était chef du gouvernement de la même République.

Moscou. - M. Tchernenko n'a pas accompli pour rien la plus grande partie de sa carrière comme spécialiste de l'agit-prop, une discipline qui requiert une solide aptitude au maniement de la langue de bois. Le discours que le secrétaire général a prononcé mardi devant le comité central, à la veille de la séance d'ouverture, ce mercredi 11 avril, du Soviet suprême élu le 4 mars dernier, est un modèle du genre.

On avait un peu oublié sous Andropov ces interminables développements « idéologiques » mêlant l'éloge du « socialisme développé » officiellement en vigueur en URSS et les rappels à l'orthodoxie doctrinale. On épargnera au lecteur de trop amples citations de phrases telles que : « la théorie enrichie de nouvelles expériences et l'expérience interprétée de façon créative à la lumière de la théorie marxiste-léniniste ont toujours constitué la plus importante de la force de notre parti ». Il suffit de noter que, selon M. Tchernenko, « l'amélioration radicale de l'activité idéologique » reste prioritaire.

La session du Soviet suprême, prévue pour durer deux à trois jours, et au cours de laquelle M. Tchernenko doit être élu chef de l'Etat, pourrait apporter quelques indications plus concrètes sur les orientations de la nouvelle direction. Selon la fiction constitutionnelle, le gouvernement est tenu de remettre sa démission. Il est vraisemblable que le président du conseil, M. Mikhaïlov (soixante-dix-huit ans) sera renoué dans ses fonctions, ce qui laisse penser que la plupart des ministres. Des changements sont cependant prévisibles à

la tête de quelques départements qui ont fait récemment l'objet de critiques. Certains propos de M. Tchernenko, lundi devant le comité central, ont dû faire trembler ceux qui se savaient visés. « Je voudrais rappeler à nos ministres (...) que leurs responsabilités dans la réalisation des tâches d'économie nationale sont extrêmement grandes (...). Nous allons juger de l'activité de tel ou tel, non seulement par la réalisation totale des plans, mais aussi d'après les efforts effectués accomplis pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs », a déclaré, sibyllin, le secrétaire général.

M. Tchernenko a également évoqué un projet de « réduction de l'appareil administratif » qui affecterait « non seulement les échelons inférieurs et moyens, mais aussi les échelons supérieurs, que cela plaise ou non à d'aucuns ». Des directeurs d'usine, des chefs de bureau devraient donc monter dans le « charrette » qui se prépare. S'agit-il d'un mouvement de grande ampleur ou de simples sanctions individuelles isolées ? Notre objectif est d'obtenir l'équilibre optimal entre les travailleurs employés dans la production et ceux occupés à la gestion. Il ne suffira pas de transférer des employés d'un bureau à l'autre, il faut éliminer les causes du grossissement de l'appareil administratif », a affirmé M. Tchernenko. Les dirigeants du parti tiennent périodiquement de tels propos, sans conséquences pratiques. Ceux-ci seront-ils suivis d'effet comme cela avait été le cas dans les premiers mois du mandat d'Andropov ?

Une bonne parole pour chacun

En matière économique, M. Tchernenko s'est montré plutôt « andropovien », c'est-à-dire partisan du changement. « Nous avons entrepris actuellement de perfectionner le système de gestion de l'économie nationale. Nous recherchons de nouvelles formes et structures d'activité économique », a-t-il déclaré ; mais cette phrase, qui a dû faire plaisir à M. Gorbatchev, « numéro deux » du parti, et benjamin du bureau politique, comme pour son attachement aux « réformes », était aussitôt corrigée par une mise en garde : « La recherche nécessaire d'équilibre nouveau ne doit pas nous détourner d'une utilisation

plus efficace des institutions existantes, avant tout des Soviets ».

La force de la langue de bois consiste dans cette capacité à dire une chose et son contraire, donc à satisfaire tout le monde sans rien dévoiler de ses intentions. M. Tchernenko a réussi lundi à se faire l'écho de toutes les tendances du bureau politique, aussi bien des « modernistes » dont le chef de file serait M. Gorbatchev, que des partisans des vieilles recettes brejnevienne, la « famille spirituelle » à laquelle se rattache l'actuel secrétaire général lui-même. M. Tchernenko se situait donc, si l'on adopte une terminologie politique occidentale, au « centre ». En fait, il a eu une bonne parole pour chacun, ce qui est une manière de gouverner mais ne permet pas de discerner l'équilibre actuel des forces au sein du « noyau dirigeant ».

L'accent mis sur le rôle de la pyramide des soviets, depuis le conseil local jusqu'au Soviet suprême, en passant par les soviets des régions et des républiques, exprime-t-il de façon plus authentique la personnalité politique de M. Tchernenko ? 2 300 000 députés, des représentants des ouvriers, des paysans et des intellectuels, des travailleurs de toutes les nationalités, voilà par qui sont perçus chez nous les affaires de l'Etat. « Il existe une certaine contradiction entre les potentialités riches des soviets et leur utilisation pratique », et M. Tchernenko de déplorer qu'« au cours de ces dernières années, il y a eu, en moyenne, une requête par train depuis de tous les soviets. Un seul député sur trente a donc utilisé pendant la précédente législature de son droit d'interroger l'administration sur une question donnée ».

La même remarque sur l'ambiguïté que permet la langue de bois vaut à propos de la réforme scolaire qui va être adoptée par le Soviet suprême, et qui a été longuement « discutée » au sein du parti. Cette réforme abaisse à six ans l'âge de la scolarité obligatoire et tente de réduire le prestige, très bas en URSS, de l'enseignement technique et professionnel. D'un côté, M. Tchernenko insiste sur l'acquisition de « connaissances scientifiques

solides » et « l'amélioration de l'enseignement de toutes les matières générales », ce qui va dans le sens souhaité par les « modernistes » et reste conforme à la ligne fixée dans ce domaine par Andropov. Mais le secrétaire général affirme dans un même souffle que « tout le processus scolaire doit devenir dans une bien plus grande mesure le vecteur du contenu idéologique ». Une seule certitude pour les enseignants : leurs salaires vont augmenter de 30 à 35 %, ce qui cotera 3,5 milliards de roubles par an à l'Etat.

M. Tchernenko a fait allusion devant le comité central à la question des nationalités, sans qu'il soit davantage possible de percevoir ses intentions. « Nous ne considérons pas les relations entre les nationalités [qui composent l'URSS] comme quelque chose de figé, d'immuable (...). Il faut chercher constamment (...) de nouvelles formes et méthodes susceptibles de contribuer à leur épanouissement et à leur rapprochement », a-t-il déclaré.

M. Tchernenko n'a pas non plus omis, dans ce « fourre-tout idéologique », de faire l'éloge des cadres, « trésor en or du parti », tout en fustigeant « ceux d'entre eux qui ne justifient pas la confiance dont ils sont investis ». Et d'annoncer une nouvelle fois la réduction d'un nouveau programme du parti qui devrait être prêt pour le 27^e congrès, c'est-à-dire normalement en 1986. L'élément le plus important peut-être de cette « semaine politique » est le développement du culte de la personnalité de M. Tchernenko lui-même. L'Etoile rouge, organe de l'armée, a publié mardi un article biographique sur le secrétaire général, racontant par le menu ses exploits, jusqu'ici ignorés, en tant que garde-frontière au Kazakhstan, en Asie centrale soviétique, au début des années 30. On y apprend que M. Tchernenko était un excellent cavalier et « pouvait tirer avec précision aussi bien à la carabine qu'à la mitrailleuse » et que « ses grenades ne manquaient jamais leur but » quand il combattait les guérilleros qui, dans cette région lointaine, résistaient encore à l'instauration du pouvoir soviétique. Ces détails sont peut-être destinés à donner un peu plus de relief au portrait « militaire » d'un homme qui a vécu toute la guerre de 1941-1945 comme responsable du parti, à plusieurs milliers de kilomètres du front.

DOMINIQUE DHOMBRES.

PROCHE-ORIENT

Soudan

Le gouvernement est disposé à négocier « sans conditions préalables » avec les rebelles du Sud

Une réunion de personnalités politiques soudanaises originaires du nord et du sud du pays s'est tenue récemment à Khartoum, à l'initiative du président Némeyri, pour tenter de trouver une solution à la rébellion du Sud-Soudan, à savoir, mardi 10 avril, à Fada, une délégation gouvernementale soudanaise. Cette délégation, composée notamment de M^{me} Al Khatim et Khafra, ancien premier ministre, aujourd'hui conseiller du chef de l'Etat pour l'éducation ; Mohamed Osman Aboussou, conseiller pour l'information, Fayçal Mohamed Abdel Rahman, ministre d'Etat, et David Koik Guol, ministre régional des affaires administratives, entreprend une mission d'information aux Etats-Unis et en Europe, afin d'expliquer le point de vue du gouvernement de Khartoum face à la détérioration de la situation dans le sud du pays.

M. Khalifa n'a pas donné de détails sur l'initiative de paix en cours, mais il a affirmé à plusieurs reprises que le gouvernement soudanais était disposé à ouvrir des négociations à tout moment « sans conditions préalables » avec les représentants des rebelles de l'Anyanya II qui se trouvent hors du pays. « Tous ce que nous leur demandons, a-t-il dit, c'est qu'ils cessent de combattre et rentrent dans le pays. Tous les problèmes peuvent être résolus par la négociation ». Pour sa part, M. Abdoussou a affirmé que le gouvernement cherchait « une solution en famille », et non par l'intermédiaire d'organisations telles que l'OUA, la Ligue arabe ou l'ONU. Les membres sudistes de la délégation, dont M. David Koik Guol, ministre régional des affaires administratives, représentant la province du Haut-Nil, et M. Alyaba James Suraz, membre de l'assemblée régionale de la province d'Equatoria, ont pour leur part insisté sur le fait

Liban

Nouvelle flambée de violence à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. - Beyrouth vient de vivre une nuit de grande violence, suivant une journée du 10 avril marquée par un infernal bombardement des quartiers résidentiels des deux secteurs de la capitale. Le caractère dramatique de ce nouveau accès de fureur fait ressortir par le fait que l'URSS, de l'estime des missiles et des explosions d'obus se mêlant au tonnerre d'un orage de printemps. Beyrouth-Ouest a été - ce qui est rarement le cas dans la présente phase des hostilités - aussi copieusement arrosé de bombes que Beyrouth-Est.

Les bombardements de mardi avaient déjà fait un mort et treize et blessés des deux côtés de la ville lorsqu'une accalmie est intervenue entre 20 heures et minuit. Les artilleries des deux bords se sont alors de nouveau déchaînées : le bilan de la nuit n'était pas encore connu ce mercredi matin.

Comme à l'accoutumée, les canons se sont tus au lever du jour, mais tout le monde craint que, selon le même rituel, les bombardements reprennent en allant crescendo l'après-midi suivant.

En raison de cette nouvelle dégradation de la situation, le passage du Musée a été fermé ce mercredi pendant quelques heures.

Pis encore, l'incertitude autour de la visite que doit entreprendre le président Amine Gemayel en Syrie accroît l'angoisse d'une population totalement impuissante face aux événements qu'elle subit. On craint, maintenant que ce sommet a été annoncé, que rien ne puisse enrayer le cycle de la violence, avant sa

tenue. Officieusement prévu pour mardi ou mercredi, puis pour jeudi, et maintenant pour samedi, le sommet est manifestement retardé par Damas, le président Gemayel faisant de ce fait figure de solliciteur insistant.

Sur un autre plan, on relève que la communauté chiite donne l'impression de prendre en main les problèmes du sud du Liban, se substituant à l'Etat dans cette région. Ainsi, le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, a convoqué les chargés d'affaires des cinq grandes puissances auxquelles il a fait un exposé des exactions israéliennes au sud, dont la plus grave est, selon lui, la fermeture totale de toutes les voies d'accès entre la zone occupée et le reste du Liban.

En conséquence, il a réclamé des cinq grands, à l'occasion du renouvellement du mandat de la FINUL expirant le 19 avril, un renforcement des effectifs de cette force et l'extension de sa mission à tout le sud ainsi que son déploiement le long de la route côtière entre l'Awali et Beyrouth-Ouest.

L'Etat libanais, qui a demandé le renouvellement du mandat de la FINUL, souhaite que sa mission soit étendue aux territoires éventuellement évacués par l'armée israélienne, mais n'évoque pas le problème de la route côtière. Le secrétaire général de l'ONU a fait siennes les propositions officielles libanaises.

LUCIEN GEORGE.

Israël

La colonisation des territoires occupés. Un comité ministériel en Israël a approuvé, le mardi 10 avril, la création de cinq nouvelles colonies de peuplement juives dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie. Toutefois, M. Yuval Neeman, ministre de la science et de la technologie, qui préside le comité, a déclaré qu'une vingtaine de colonies, dont la création avait été approuvée par le gouvernement, « ne seront probablement pas créées cette année comme prévu, faute de fonds... » - (Reuters).

Le Monde

politique

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

La création d'une commission d'enquête parlementaire est remise en cause

L'Assemblée nationale va-t-elle créer une commission d'enquête sur les « avions renifleurs » ? Rien n'est moins sûr, bien au contraire, dans l'état actuel du dossier.

Pourtant, lorsque l'affaire avait éclaté en décembre dernier, à la suite d'une déclaration de M. Henri Emmanuelli lors d'une séance de questions d'actualité, les députés de la majorité avaient immédiatement souhaité lui donner une certaine ampleur et, pour ce faire, utiliser les pouvoirs d'investigation d'une commission d'enquête parlementaire. Les communistes avaient été les premiers à en demander la constitution.

Le 10 janvier, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, avait fait la même proposition, mais le règlement de l'Assemblée ne permet pas une telle création en dehors des sessions ordinaires. Aussi, en attendant le 2 avril, ouverture de la session de printemps, M. Joxe avait souhaité qu'une mission d'information fût constituée au sein de la commission des finances, ce qui avait été fait, sous la présidence de M. Christian Goux.

Pendant l'intersession, la création d'une commission d'enquête avait été préparée. Le 9 février, la commission des lois avait adopté, en la modifiant légèrement, la proposition socialiste, celle des communistes ne tenant pas compte de l'ouverture d'une enquête judiciaire. Il était alors prévu que la discussion de cette proposition aurait lieu en séance publique dès le début avril.

Mais, depuis, beaucoup d'eau a

coulé sous les ponts. La publication du rapport Giquel, les enquêtes des journaux ont permis de commencer à voir plus clair. De plus, la mission d'information et son président n'ont pas ménagé leur peine, abouissant à certains résultats. Pour l'heure, M. Goux se refuse à révéler le fruit de ses investigations, en dehors du reversément à l'ERAP de 150 millions de francs (le Monde du 29 mars). Il a souhaité, et obtenu, que sa mission puisse continuer à travailler tout au long du mois d'avril. C'était repousser la création de la commission d'enquête.

Les communistes ne l'entendent pas tout à fait ainsi. Ils ont souligné que la mission avait moins de pouvoir que la commission, parce que, notamment, elle ne peut obliger quelqu'un à venir déposer devant elle. Et, le 5 avril, M. Guy Ducloux, député communiste des Hauts-de-Seine, a écrit au président de la commission des lois pour lui rappeler la décision de principe de celle-ci et souhaiter que la prochaine conférence des présidents de l'Assemblée, qui établit l'ordre du jour, soit saisie du dossier. Or, lors de la conférence du 10 avril, il n'a pas été question de ce sujet. En fait, on attend que le groupe socialiste décide s'il maintient ou non sa demande.

M. Goux lui-même s'interroge sur la nécessité de créer une commission d'enquête dont il craint les lourdeurs de procédure et dont il n'est pas persuadé qu'elle permettra de découvrir plus de « secrets » que sa mission d'information.

THIERRY BRÉHER.

UN CONSEIL RÉGIONAL EN ÉQUILIBRE

La cocotte bourguignonne

Dijon. — Vingt-cinq élus de gauche, autant de droite : voilà pour le fond de sauce. La préparation avait été rigoureuse dans la polémique des canaux de mars 1982 et, à feu plus vif, aux municipales de l'année suivante, tant et si bien que, au conseil régional de Bourgogne, la gauche, majoritaire depuis 1979, ne pouvait plus continuer de donner au plat sa saveur dominante.

Au dernier moment, elle avait bien inventé un réassaisonnement susceptible d'être apprécié par ses adversaires : laisser la présidence, occupée par M. André Billardon (PS), député de Saône-et-Loire, à un sénateur radical de gauche du même département, M. France Lachénaut. Mais les invités voulaient des compensations. A force de sel et de poivre, le ragout est vite devenu inavable et par les uns et par les autres.

La droite a, alors, imposé une recette éprouvée : l'âge. Dans ses rangs se trouvaient les doyens. Dans ses rangs fut donc choisi le président. L'homme avait réussi dans l'industrie : n'était-il pas le promoteur de la cocotte-minute ? Ses ambitions politiques n'avaient pas, jusqu'alors, porté ombrage à ses pairs et ne semblaient pas devoir s'aggraver.

Installé dans le fauteuil présidentiel, M. Frédéric Lescure (UDF-CDS) allait-il être le président potiche que certains attendaient ? C'était compter sans les convictions et l'humour de la République. M. Lescure, conseiller municipal de Selongey. Qu'il ait cherché ou non, toujours est-il que le discours de remerciement qu'il a prononcé après avoir été confirmé dans ses fonctions, à la suite des élections sénatoriales de septembre, a dénoté le « effacement » de la cocotte régionale.

Histoire d'ouvrir l'appétit, M. Lescure rappelle qu'un engagement, cela se tient. À plus forte raison quand il émane du gouvernement, et qu'il n'est que temps d'être les conseillers régionaux au suffrage direct. Suit une vigoureuse défense des libertés, qu'elles soient de la presse ou de l'école. Digne, le représentant de la République, celui le sénateur, suivi par les élus de la majorité nationale, tandis que la majorité bourguignonne continue de siéger. Le quorum n'étant plus atteint, il advient ce qui doit advenir en ce cas : les décisions furent annulées.

Les deux Jean-Pierre

Quatre mois plus tard, l'attention des conseillers régionaux se porte sur le contrat de plan. Cet exercice nouveau dans l'histoire de la planification a nécessité du temps — ici un peu plus qu'ailleurs — mais, finalement, il devrait se solder, le 16 avril, par un vote assez largement unanime. La majorité régionale n'est pas en position de refuser les subventions attachées au contrat. Quant à la gauche, elle peut difficilement refuser ce que le gouvernement accepte.

L'unanimité « dans l'intérêt de la région » succédant à un coup d'éclat : le raccourci est par trop

schématique. Ici comme ailleurs, des « sensibilités » transgressent le traditionnel clivage gauche-droite.

Dans chaque camp, des élus se découvrent des convergences que leurs propres amis s'emploient à minimiser. Points d'accord limités, dit-on, quand est évoqué le fonctionnement de la cinquième commission du conseil régional — « éducation et formation », — présidée par M. Jean-Pierre Soisson (UDF-PR), député, maire d'Auxerre (Yonne), et dont le vice-président est un autre Jean-Pierre, M. Worms, député (PS) de Saône-et-Loire. Tous deux, nés en 1934, donnent une certaine image d'entente ; certains parleront de complaisance. Le premier dit qu'il parle tous les deux la même langue ; le second que le premier connaît son dossier (il a été secrétaire d'État aux universités et à la formation professionnelle).

Communauté d'objectifs — doter la région d'une véritable politique de formation — signifie-t-elle similitude de situations ? Croire que les initiatives de M. Soisson sont soutenues avec entrain par ses amis serait oublier que la droite pense aux élections régionales au suffrage direct, autrement dit qu'elle a, d'ores et déjà, suffisamment de chefs de file, du moins potentiels, pour ne pas favoriser l'élan d'éventuels outsiders. Quant à M. Worms, son appartenance au courant néo-républicain ne lui attire pas que des sympathies.

MM. Soisson et Worms peuvent se prévaloir du soutien de quelques élus dans leur approche pragmatique de la politique régionale. L'un et l'autre considèrent que « la tempéra-

La réforme du droit des faillites à l'Assemblée nationale

L'opposition fait adopter seize amendements de fond mais ne vote pas le projet

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 10 avril, le projet de loi relatif au règlement judiciaire, qui constitue le deuxième volet de la réforme du droit des faillites entreprise par M. Robert Badinter, ministre de la Justice.

Le garde des sceaux a, pour clore le débat, insisté sur le « souffle d'humanité » qui, au-delà de la technicité, marque, selon lui, le texte. Le ministre de la Justice a souligné que, sur cinq cent quatre-vingt-trois amendements mis en discussion, le gouvernement en a accepté cinquante et un en provenance de l'opposition, dont seize « de fond » et quatre « très significatifs ».

Compte tenu de la prise en considération de ces amendements et du déroulement des débats — dont le garde des sceaux a souligné le ton « remarquable » dans la conjoncture politique présente — l'opposition, qui hésitait entre le vote contre et l'abstention, a finalement choisi la seconde solution. Le projet a donc été adopté par 329 voix pour (PS et PC) et 40 voix contre, sur 488 votants.

Les créanciers des salariés : le projet simplifie, en profit des salariés, la procédure de vérification de leurs créances et étend l'intervention de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des

salariés (AGS). En revanche, le groupe communiste n'a pu obtenir que les sommes dues aux comités d'entreprise soient assimilées aux créances salariales.

Jusqu'à maintenant, l'AGS ne pouvait que les créances pées avant ou juste après le prononcé du règlement judiciaire, ce qui incitait les syndicats à prendre très rapidement des mesures de licenciement pour que les indemnités dues à ce titre soient payées par l'AGS. Pour éviter ces travers, il est précisé que les licenciements effectués pendant la période d'observation ou pendant la maintenance provisoire de l'activité seront convertis par l'AGS, ces nouvelles dispositions devant se mettre progressivement en place dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi. De même, les salariés protégés (par exemple les délégués du personnel) seront convertis par l'AGS, même si leur licenciement, du fait de la procédure particulière imposée dans ce cas, intervient hors délai. Enfin, les travailleurs étrangers en situation juridique irrégulière bénéficieront de la même garantie que les salariés titulaires d'un contrat de travail.

Toutefois les créances de l'AGS seront assimilées, dans tous les cas, à celles nées avant le règlement judiciaire, et elles ne bénéficieront donc pas d'un « super privilège ».

Procédure simplifiée : les entreprises de moins de cinquante salariés ayant un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de francs bénéficieront d'une procédure simplifiée, dans laquelle le chef d'entreprise conservera la quasi-totalité de ses pouvoirs. En compensation, les prérogatives du juge-commissaire seront plus importantes que dans la procédure normale, et les différences phases de la procédure seront raccourcies, une enquête de quinze jours pouvant être une fois prolongée d'autant et le plan de sauvegarde devant être élaboré en moins de trois mois. Toutefois, ces petites entreprises pourront, sur décision du tribunal, être soumises à la procédure ordinaire. Le tribunal pourra aussi désigner le chef d'entreprise de ses prérogatives au bénéfice d'un administrateur — mais pas forcément d'un administrateur judiciaire — et le chef d'entreprise pourra, comme le souhaitait la commission des lois, être assisté par un administrateur. M. Badinter est réticent devant cette dernière possibilité, dont il craint que, par la force des habitudes, elle ne devienne la règle commune ; alors qu'il souhaite que, en règle générale, le chef d'entreprise garde tous ses pouvoirs.

Plan de continuation ou de cessation de l'entreprise : le texte dispose que lorsque le tribunal a opté pour l'élaboration d'un plan, « le débiteur ou l'administrateur, s'il en est nommé, élabore un projet de plan de redressement. (...) Il peut obtenir la concours de l'expert qui a assisté le juge-commissaire dans son enquête. (...) Le juge-commissaire fait rapport au tribunal et lui soumet le projet de plan en demandant son avis. (...) A la demande de la commission des lois, les représentants du personnel seront informés des travaux accomplis en vue du redressement.

La liquidation : au terme du projet initial, le gouvernement prévoyait que le tribunal qui prononce

la liquidation nomme, d'une manière générale, le représentant des créanciers comme liquidateur, afin, a expliqué M. Badinter, d'assurer la naissance d'une « profession de mandataires-liquidateurs indépendants des administrateurs », ce qui suppose « un champ d'activité suffisant », et, donc, la possibilité d'être représentant des créanciers. Alors que l'opposition suivait le gouvernement, la majorité a préféré emboliser le pas à la commission des lois, qui, au contraire, souhaite que le tribunal nomme « un liquidateur sur la liste des mandataires-liquidateurs », étant entendu que « le représentant des créanciers peut être désigné en qualité de liquidateur ».

Saisie immobilière : aux termes du projet de M. Badinter, les ventes d'immeubles résultant de la décision de liquidation avaient lieu « selon les formes prescrites pour les ventes de biens de mineurs en tutelle », alors que le texte en vigueur (celui de 1967) prévoit que « les ventes (...) ont lieu suivant les formes prescrites en matière de saisie immobilière (1) ».

Cette disposition a provoqué un accès de mauvaise humeur de la part des membres socialistes de la commission des lois, qui souhaitent, depuis longtemps, compte tenu des abus auxquels elle donne lieu, une réforme des saisies immobilières. Ils ont voulu — de manière « très solennelle », a précisé M. Raymond Forni (PS), président de la commission des lois, — rappeler cette exigence au ministre, en se prononçant dans l'immédiat pour la suppression de l'article en cause.

L'Assemblée a suivi, bien que M. Badinter ait rappelé qu'il ne fallait pas espérer qu'il puisse déposer sur le bureau de l'Assemblée, dans les mois qui viennent, un projet de réforme de la saisie immobilière. Pour le ministre, l'important est de ne pas « rester en l'état », d'autant que le coût de la procédure choisie est nettement plus faible que celui des saisies immobilières. M. Goux, estimant que le gouvernement « remplace le mal par un autre mal », a proposé, sans qu'il soit finalement soumis au vote, un amendement maintenant en l'état, la procédure de saisie immobilière.

La présomption de responsabilité : les « dispositions particulières aux personnes morales et à leurs dirigeants » contiennent, avec l'article 181, l'un des points les plus symboliques du projet, puisque cet article institue la disparition de la « présomption systématique de responsabilité », selon l'expression de M. Serge Charles (RPR, Nord), à l'encontre de l'entrepreneur en difficulté.

Le texte précise que, lorsque le règlement judiciaire d'une personne morale fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, « en cas de faute de gestion », seulement, décider que « les dettes de la personne morale seront supportées, en tout ou en partie, avec ou sans solidarité, par l'un ou plusieurs des dirigeants (...) ou par certains d'entre eux ».

avec l'article 99 de la loi de 1967, « pour décharger leur responsabilité (...) faire la preuve qu'ils ont apporté à la gestion des affaires sociales toute l'activité et la diligence nécessaires ».

L'article 181 sera le point d'orgue de l'entente cordiale réalisée entre le gouvernement, la majorité et l'opposition. M. Goux cite un texte de Jean Jaurès vantant les mérites des entrepreneurs et de l'esprit d'entreprise. M. Charles se félicite de l'initiative du gouvernement, auquel M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) rend volontiers hommage. Pourtant, l'opposition ne pourra se résoudre à voter cet article, qui sera adopté par 327 voix (PC et PS), l'UDF et le RPR ne participant pas au scrutin.

Pour les actions en comblement de passif, comme pour le règlement judiciaire des dirigeants d'entreprise fanatisés, le projet donne la possibilité au tribunal de charger le juge-commissaire « d'obtenir, sous toutes dispositions législatives, toutes communications de tout document ou information sur la situation patrimoniale [des dirigeants d'entreprise faisant l'objet d'une procédure de règlement judiciaire] de la part des administrations et organismes publics, des organismes de sécurité et de prévoyance sociale et des établissements de crédit », toutes dispositions que l'opposition jugera « inquiétantes ».

Banqueroute : le projet supprime l'ancienne distinction entre banqueroute (pour les commerçants) et débite assimilés aux banqueroutiers, dans les autres cas. Le texte distingue quatre cas de banqueroute (au lieu des quinze répertoriés dans la loi de 1967) et supprime la distinction entre banqueroute simple et banqueroute frauduleuse. Mais les représentants des salariés pourront comme les autres parties de la liquidation saisir la justice.

D'autre part, M. Michel Coffin (PS, Val-d'Oise), pour la commission des affaires sociales, a présenté quelques amendements « sociaux », qui ont été votés par l'Assemblée et par les députés communistes, mais pas par les parlementaires PS.

Enfin, le texte précise que les dispositions de la loi entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1985.

J.-L. A et Th. B.

(1) La vente des biens des mineurs sous tutelle a notamment pour caractéristique de faire intervenir les notaires et les avocats, alors que les saisies immobilières n'interviennent que les seuls avocats.

PRÉCISION. — Le titre de notre compte rendu des débats, dans le Monde du 11 avril, pouvait laisser croire que le Triplex public cesse, dans tous les cas, d'être un créancier privilégié. Comme l'article lui-même l'indique clairement, le Triplex n'est mis sur le même pied que les autres créanciers que dans le cas de la mise en œuvre d'un plan de redressement, non en cas de liquidation de l'entreprise.

ROYAL
Direction et Réservations:
Luxembourg 2449
Tél. 416 16



Opening Spring 1985

Un Palace. ★★★★★
entièrement climatisé,
avec 180 chambres et
suites au cœur de
Luxembourg.

Bénie soit la prodigalité des Saints irlandais.

Quand on compare, on s'aperçoit vite que le bateau est le moyen le plus économique pour se rendre en Irlande. Et c'est bien agréable.

Quand on réfléchit, c'est le seul moyen de transport qui vous permette de partir avec votre voiture. Et c'est bien pratique.

Quand on calcule, on s'aperçoit que Saint Patrick et Saint Killian ont la malice de vous proposer une foule de réductions dont il suffit de savoir profiter : dix mois par an, votre voiture voyage gratuitement si vous êtes 4 passagers adultes. En été, si vous êtes 2 adultes minimum et que vous partez un mercredi, les deux Saints vous font encore une réduction de 670 F. Alléluia !

Quand on sait que Saint Patrick et Saint Killian assurent toute l'année un service entre la France et l'Irlande, que les deux Saints sont du genre bons vivants : bars, restaurants, boutiques bien garnies, on vous souhaite d'être aussi bien tombé pour votre Saint Patron.

Irish Continental Line
Agent Général - Transports et Voyages 8, rue Auber - 75441 Paris cedex 09 - Tél. 266.90.90.

صكنا من الأمل

Les députés socialistes expriment leur solidarité avec le gouvernement

Les députés socialistes ont entendu le président de la République. Ils ont compris le message de sa conférence de presse : oui, il faut tenir un langage de vérité aux Français ; oui, la crise n'est pas une courte parenthèse ; oui, il faut continuer à avancer sur le chemin de la rigueur ; oui, il faut servir les rangs derrière le gouvernement dans cette dure épreuve.

Au cours de leur réunion du mardi 10 avril, consacrée à un examen de la situation économique, ils ont été unanimes, a souligné M^{me} Véronique Nieertz, leur porte-parole, à souhaiter que le groupe socialiste manifeste clairement son soutien à l'équipe ministérielle. Pourtant, dans son exposé introductif, M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée, proche de M. Pierre Joxe, n'avait pas tenté de peindre en rose le tableau : en 1984, la croissance sera faible, et le pouvoir d'achat ne sera maintenu que grâce aux prestations sociales ; le redressement des importations, du fait de la relance des investissements productifs, rendra la balance des paiements plus difficile à tenir que prévu ; le chômage augmentera et l'inflation tournera autour de 7 % l'an.

En 1985, il ne faut pas s'attendre à une amélioration sensible, pense M. Goux, d'abord à cause des contraintes propres à la France (limitation du déficit budgétaire, baisse des prélèvements obligatoires, réajustement du commerce extérieur, lutte contre l'inflation), ensuite du fait de la conjoncture internationale (croissance des économies étrangères moins forte en 1985 qu'en 1984, évolution de la parité dollar-franc). Pour limiter les importations, on sera tenté, selon M. Goux, de réduire la consommation, tandis que les exportations seront plus fragiles : donc le chômage continuera à progresser lentement.

« Le paysage économique devant correspondre à une réalité politique », pour reprendre l'expression de M^{me} Nieertz, M. Goux a fixé trois objectifs : la lutte contre l'inflation, le maintien de la croissance des prestations sociales à son niveau actuel ; le traitement du chômage par de nouvelles méthodes.

S'il y a eu, a affirmé M^{me} Nieertz, « un consensus sur le diagnostic et les perspectives », cela n'a pas empêché les porte-parole du

CERES de dire, une fois encore, leur désaccord avec la politique suivie, ce qui n'a pas toujours été bien accepté par leurs collègues. Ainsi, les propos de M. Michel Coffineau, député du Val-d'Oise, ont-ils été accueillis par des « mouvements divers », ce qui l'a amené à répliquer : « Vous critiquez l'action gouvernementale dès qu'elle a des conséquences néfastes dans vos circonscriptions. Alors, acceptez que l'on puisse en critiquer les orientations générales. »

A l'inverse, le discours de M. Gérard Collomb, député du Rhône, approuvant sans réserve les choix gouvernementaux, a été fortement applaudi. Et M^{me} Marie-France Lecuir, elle aussi élue du Val-d'Oise, mais proche de M. Michel Rocard, a demandé que le groupe tienne une séance ouverte à la presse, « pour montrer que nous sommes beaucoup plus nombreux qu'on ne le dit à soutenir le gouvernement ».

Comment manifester clairement ce soutien, cette solidarité à un gouvernement que les dirigeants du groupe avaient souvent et durement critiqué à la fin de 1983 ? Aucune décision n'a été prise. Mais le fait est là : le groupe socialiste, quels que soient les regrets de certains et les échos d'années d'absence, n'entend pas traîner la jambe sur le chemin qu'a indiqué le président de la République.

Th. B.

La nouvelle République de M. Giscard d'Estaing

III. — L'extension-limitation de la souveraineté populaire

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Après avoir examiné les propositions de M. Giscard d'Estaing sur la durée du mandat présidentiel, la coordination entre les différents scrutins nationaux et les pouvoirs du Sénat (le Monde du 11 avril), Olivier Duhamel discute les idées de l'ancien président de la République sur le système électoral et sur l'usage du référendum.

La meilleure façon de limiter les variations politiques du pays est encore de freiner les effets des changements électoraux par un système électoral stabilisateur. Le scrutin majoritaire amplifie la majorité ; une certaine dose de proportionnelle la limite.

Passionné du consensus, après l'inalébrable du pluralisme, M. Valéry Giscard d'Estaing n'aime décidément pas notre système majoritaire. Il présente, selon lui, l'inconvénient « de cumuler les effets de deux scrutins massifs, celui du président de la République et celui des députés, tous deux effectués selon la règle majoritaire (...). Lorsque leurs effets s'additionnent, ils entraînent une suraccumulation de pouvoirs, qui bloque le jeu du pluralisme » (page 122).

L'ancien président souhaite donc freiner les changements électoraux et, finalement, limiter l'alternance à l'Elysée en évitant l'avènement

d'une vraie majorité au Palais-Bourbon. « En face d'un président élu par une vague populaire, même si elle n'est que faiblement majoritaire, il n'est pas souhaitable que le pouvoir législatif apparaisse dominé par une majorité massive : si les deux coexistent, le débat politique est trop fermé et le jeu du pluralisme réduit à l'excès. Si ces deux majorités s'opposent, l'affrontement est inévitable et durcit le débat démocratique. Ainsi, le Parlement, au lieu d'être le décalque de la majorité présidentielle, doit-il constituer la représentation du pluralisme politique » (p. 123).

M. François Mitterrand n'adopte pas le raisonnement, mais recueille avec plaisir la conclusion qui suit : « Il faut donc un scrutin où intervient un certain degré de règle proportionnelle », dans le cadre départemental, en conservant des élus au scrutin actuel d'arrondissement dans la proportion d'environ deux tiers du total. Bref, tout à fait les projets socialistes.

Certes, les modalités techniques de la réforme qui s'annonce pour 1985 diffèrent, mais seulement dans les détails. Faut-il soutenir qu'un dirigeant politique de l'opposition commet une bavure en légitimant par avance la réforme que concourent ses adversaires ? Faut-il louer un homme politique responsable de transcrire les divisions partiales et de ne pas traverser son opinion sous prétexte que son adversaire la partage ? Chacun choisira.

Les adeptes de la démocratie majoritaire, instaurée par la V^e République, regretteront, quant à eux, que l'on prenne ainsi le risque de détruire un élément central du système. M. Giscard d'Estaing souligne que l'Assemblée possède une « représentation suffisamment fidèle pour que le président de la République et le gouvernement soient amenés à ajuster avec elle leur action. » Mais ces ajustements existent déjà, et le pouvoir gouvernemental ne peut faire à l'impair quoi sans convaincre le parti majoritaire de l'Assemblée (l'ancien président lui-même a rappelé son impuissance à diriger la télévision). Il faut,

alors, supposer qu'il s'agit d'autre chose, d'une destruction de la majorité parlementaire, grâce à laquelle tout est remis en question, ce qu'Edgar Faure appelle les « majorités à géométrie variable » (1) — une V^e République, associant la délicieuse souplesse du parlementarisme d'antan au monarchisme présidentiel. Tel semble notre destin, à moins que les électeurs, le jour venu, ne pérennisent par leurs choix la bipolarité majoritaire.

La démocratie référendaire

Ces électeurs, M. Giscard d'Estaing s'accorde avec MM. François Mitterrand, Jacques Chirac et quelques autres pour souhaiter leur donner plus souvent la parole par la voie référendaire. L'ancien président propose une triple extension du référendum. Il serait obligatoire pour toute modification des « dispositions concernant la représentation démocratique des Français ». Il serait possible « sur des sujets de société ». Il se développerait « en donnant aux citoyens, avec les garanties nécessaires, l'initiative du référendum législatif », en ce dernier cas pour demander l'abrogation d'une loi (p. 143-145).

La première suggestion ne soulève guère de difficultés et paraît légitime. La seconde, à peine émise, est sérieusement tempérée par référence à notre célèbre « impuissance légitime ». Les référendums sociaux n'interviendraient qu'à l'initiative du président, sur proposition du gouvernement, après adoption d'une loi par les deux assemblées, ou alors sur proposition conjointe desdites assemblées. A ces conditions, le risque n'est pas dans l'excès de référendums, mais que, à peine instaurés, ils tombent en désuétude.

Reste la troisième hypothèse et, avec elle, le vrai problème. Au premier réflexe, les démocrates applaudissent. A la réflexion, ils se méfient. La démocratie, est-ce vraiment, est-ce seulement le pouvoir du peuple ? Toute décision populaire

est-elle *ipso facto* démocratique ? Même si elle ratifie le nazisme, comme jadis en Allemagne ? Même si elle interdit aux femmes de voter, comme jusqu'en 1971, en Suisse ? Même si elle rétablit le droit, pour l'Etat, de condamner un homme à mort, comme demandait en France ? La démocratie reste-t-elle elle-même si elle s'arroge tous les droits, y compris celui de bafouer les droits de l'homme ? (2).

Mais comment étendre le référendum sans altérer la démocratie ? M. Giscard d'Estaing entrevoit une solution : « Le référendum serait organisé à l'initiative du Conseil constitutionnel, qui prononcerait, le cas échéant, l'abrogation du texte incriminé. » Précisons et osons condenser l'idée jusqu'à son terme. Une fois que le peuple se sera prononcé, qui s'aventurera à annuler sa décision ? C'est en amont que le Conseil constitutionnel doit clairement être habilité à accepter ou à refuser un référendum, pas seulement en vérifiant si les conditions procédurales sont réunies, mais en évaluant, au fond, si l'objet du référendum est compatible avec le respect des droits de l'homme.

Certes, les fanatiques de la souveraineté populaire ne sont pas prêts d'admettre cette ultime remise en cause de leur vision élémentaire de la démocratie. Certes, nous lisons ici *Deux Français sur trois* au-delà des intentions de son auteur. Mais il n'est pas interdit de penser que, quelles que soient les nostalgies orléanaises, sénatoriales ou semi-proportionnalistes qui l'inspirent, l'ancien président de la République ouvre ainsi la voie d'un vrai progrès institutionnel : l'extension du référendum, limitée par le contrôle du Conseil constitutionnel ; l'extension-limitation du pouvoir du peuple, autrement dit la souveraineté du peuple à la fois plus étendue et mieux limitée. Au cœur même du paradoxe démocratique.

FM

(1) Voir « L'alternance ou la nuit croisée » de P. F. 1, PUF (nouvelle édition), avril 1984.

(2) Sur cette problématique, voir Luc Ferry, *Philosophie politique I et 2*, PUF, 1984.

Les obsèques d'André Wurmser

Les obsèques d'André Wurmser — écrivain, éditorialiste à l'*Humanité*, mort le 6 avril (le Monde daté 8-9 avril) — ont été célébrées mardi 10 avril, en présence des dirigeants du Parti communiste (M. Georges Marchais était absent de Paris), de ceux de l'*Humanité* et de trois des quatre ministres communistes, M^{me} Charles Fiterman, Marcel Rigout et Anicet Le Pors.

Au cours de la cérémonie, devant l'immeuble du quotidien du PCF, M. Roland Leroy, son directeur, a déclaré notamment : « Dans la dureté des combats, s'il en est un, c'est qu'il n'a jamais éprouvé, c'est lui-même, il a été capable de subir le déchirement tragique, quand il l'a cru conforme à sa fidélité. »

M. Leroy a évoqué le combat qui fut celui d'André Wurmser, « un combat qui ne connaît pas de répit, toute une vie d'homme mûr contre l'argent, contre le pouvoir maudit du mouton d'argent, ainsi qu'il le disait selon une formule bien à lui ».

M. Hervé Bazin, président de l'Académie Goncourt, a rendu hommage à l'écrivain, « un homme de parti, mais non de parti pris ; un homme de conviction, mais d'une égale compréhension ; un homme de jugement, libre envers ses amis — si besoin était —, comme envers ses ennemis (que j'aimerais mieux appeler ses adversaires car il n'avait que ceux de ses idées. »

7H00-8H30. EUROPE 1 REVEILLE L'INFORMATION

7H00-8H30 : tous les matins EUROPE 1 réveille l'information. Pendant 90 minutes, journalistes et chroniqueurs se relaient pour vous faire vivre en direct, sur le vif, le grand match de l'actualité. De bon matin, une information totale pour satisfaire votre curiosité, haute en couleurs pour reviver vos opinions, musclée et pleine de rythme pour garder vos idées en forme.

Chaque jour, des grands rendez-vous : 7H00 : le journal de Jérôme GODEFROY 7H15 : le dossier de Guy THOMAS 7H30 : le Grand Journal dirigé par Stéphane PAOLI et Jean-François RABILLAUD 7H50 : la chronique de Frédéric GRENDÉL 7H55 : la chronique de Jean BOISSONNIAT

et à 8H00, l'autre journal avec Philippe GILDAS et l'invité du jour.

Alors, pour bien comprendre, pour mieux juger, réveillez-vous tous les matins en EUROPE 1, la radio qui réveille l'information.

Living in EUROPE 1

Le Monde

société

FAUTE DE MOYENS

Des écoles publiques sont contraintes de renoncer à leurs innovations

Les professeurs de l'enseignement public enragent deux fois. D'abord, lorsqu'ils entendent citer l'école privée comme le seul havre pédagogique où les enfants seraient suivis dans leurs différences pour que l'acquisition des connaissances et le développement de leur personnalité aillent de pair. Ils piquent une autre colère, en ce printemps 1984, en s'apercevant que la pénurie de maîtres empêche peu à peu de relever ce défi et de préserver leurs originalités. Deux exemples illustrent cette banalisation : celui d'un collège du département des Hauts-de-Seine et celui de l'enseignement musical au niveau national.

Le collège d'Etat de Sèvres (Hauts-de-Seine) méritait, il y a

peu encore, le qualificatif d'expérimental. L'histoire de l'établissement lui avait valu de mener à bien beaucoup d'innovations : les professeurs y recevaient systématiquement les parents deux fois par an ; les cours étaient organisés en ateliers ; les élèves de 15 heures pour que les enfants puissent, de 15 heures à 17 heures, se consacrer à des ateliers sur les arts, l'environnement ou la biologie ; de 15 heures à 17 heures, des « professeurs-ressources » se tenaient, dans la salle d'études, à la disposition des élèves en difficulté dans une matière afin de les aider à reprendre pied ; une section « inter-

nationale » accueillait les étrangers, quelle que soit leur connaissance de la langue française, ainsi que les jeunes bilingues dont les parents désiraient maintenir l'acquis linguistique. S'il était un collège où l'on cultivait une spécificité pédagogique pour lutter contre l'échec scolaire, c'était bien celui-là.

Il faut, désormais, parler au passé de certaines de ces initiatives et de ces originalités, car elles ont fondu comme neige au soleil. M^{me} Catherine Goguel, professeur d'histoire et de géographie, élue au conseil d'établissement, décrit, au nom de ses collègues, les dégâts provoqués par cette « normalisation » : « Au nom de l'autonomie, on nous a octroyé un contingent global selon un rapport nombre d'heures sur nombre d'élèves, à charge pour le conseil d'établissement de faire ses choix. L'an dernier, nous avons enregistré une chute de 20 % du nombre de nos heures. Les conséquences ont été les suivantes : tous les ateliers ont été supprimés ; les « professeurs-ressources » ne fonctionnent plus qu'en mathématiques ; la seconde langue a été supprimée en classe de 3^e et renvoyée à la classe de 4^e, comme cela se pratique ailleurs ; en 4^e, il n'existe plus de langue 1 renforcée ; ont disparu l'italien et l'option de techniques économiques. Les petits ordinateurs dont disposaient les élèves de cette option ne serviront plus à rien. »

Et cela risque de continuer puisque l'augmentation prévisible des effectifs à la rentrée 1984 ne s'accompagnera d'aucun renfort. Il va donc falloir alourdir les effectifs des classes de 4^e et de 3^e jusqu'à vingt-neuf élèves. La section internationale perdra une heure de français, en 4^e et en 3^e, et une heure d'anglais, en 6^e et en 5^e, pour les non-anglophones. « De plus en plus, on nous aligne sur la norme nationale, conclut M^{me} Goguel. Nous ne trouvons personne pour entendre nos demandes. De haut en bas de l'administration, ce sont les statistiques qui commandent. »

Le bénévolat de la musique

Même son de cloche après d'un responsable de l'éducation musicale que l'obligation de réserve contraint à garder l'anonymat pour démentir la satisfaction officielle (voir encadré). La musique n'a certes jamais eu dans l'éducation nationale une situation privilégiée. Tant s'en fait. Les candidats au concours ne sont bousculés pas, et l'heure de cours hebdomadaire musicale n'est pas la priorité dans les collèges. « Les compressions budgétaires ont ouvert des brèches à partir de 1981, explique ce responsable. En 1982-1983, on a payé à la fois des maîtres auxiliaires et le poste avait été supprimé. Avec le contingent d'heures alloué en 1984 à chaque établissement, la situation empire. »

En effet, en raison de la pénurie d'heures d'enseignement, les responsables des collèges parent au plus pressé. Ce ne sont donc pas les fran-

çais ou les mathématiques qui subissent des coupes sombres, mais les matières considérées comme « secondaires », au premier rang desquelles figure la musique.

« Je suis contraint de dire aux professeurs de musique : je peux plaider votre cause auprès des chefs d'établissement, mais, pour cela, vous devez avoir du rayonnement, c'est-à-dire une chorale de qualité ou bien des contacts suivis avec les parents, remarque notre interlocuteur. Je dois reconnaître l'extrême dévouement des professeurs dont certains ne seront pas, en région parisienne, rémunérés pour les chorales qu'ils animent et les concerts qu'ils mettent sur pied avec leurs élèves. Oui, l'enseignement musical tend à devenir bénévole. »

Si le gouvernement ne prend pas conscience de ces difficultés qui sont extensibles, à quelques variantes près, à la France entière, la rentrée scolaire prochaine promet d'être tendue. Il est question de l'examen d'un collectif budgétaire en faveur de l'éducation nationale au cours de l'année 1984. Ce serait bien le moins pour éviter une explosion de mécontentement chez les professeurs. En tout cas, cet effort financier représenterait une défense de l'école publique autrement efficace que le meilleur projet de statut de l'école privée. Car, lorsque le collège d'Etat de Sèvres a arrêté d'enseigner l'italien, une institution privée voisine s'est empressée de recruter un professeur d'italien. La banalisation du public a conforté l'originalité du privé. La preuve par l'absurde.

ALAIN FAUJAS.

LIÉS AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Les suicides se multiplient au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — En dépit, ou à cause, d'un quart de siècle de progrès économique exceptionnel, les suicides battent aujourd'hui de tristes records au Japon. Selon la police nationale, plus de 25 000 personnes se sont donné la mort en 1983. Ce chiffre — certainement inférieur à la réalité — est en augmentation de 19 % par rapport à 1982. Il est aussi le plus élevé depuis vingt-cinq ans (un taux de 21,1 pour 100 000 habitants, contre 18 en 1962).

Les statistiques font apparaître que les hommes se suicident deux fois plus que les femmes : que les plus touchés sont les quadragénaires et quinquagénaires (41 % du total et 40 % d'augmentation) ainsi que les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans avec 22 % du total.

L'endettement

Parmi les principaux motifs de suicide on trouve d'abord la maladie (41 %), surtout chez les personnes âgées, aux moyens financiers limités, puis les troubles mentaux, les raisons économiques et les problèmes familiaux. Alors que le Japon donne l'image d'un succès économique et social prolongé, souvent envié par l'Occident en crise, on constate la très forte augmentation (plus de 50 %) des gens qui se sont donné la mort pour des raisons économiques (licenciements, faillites, mutations, etc.).

Cette très forte progression des suicides pour raisons économiques et de ceux des quinquagénaires sont sans doute à rapprocher, entre autres causes, de

certaines « phénomènes de société » de plus en plus répandus. Le principal est l'extraordinaire développement de l'endettement des particuliers auprès des milliers d'officiers de prêt (sarakin) qui sont légalement autorisés à pratiquer un taux usuraire de 73 % et prospèrent au rythme de l'endettement vertigineux des salariés nippons.

Selon des chiffres officiels, ici encore loin de refléter toute l'étendue du drame, plus de huit cent personnes se sont ainsi donné la mort en 1983 à cause de leur endettement auprès de sarakins, et environ huit mille autres ont disparu sans laisser d'adresse — pour leur échapper, — abandonnant parfois toute leur famille.

Enfin, la pratique du dégrèvement (mutations, départs forcés) à la retraite ou rétrogradation de certains cadres ayant atteint la cinquantaine est de plus en plus répandue dans les entreprises. Elle affecte gravement, du point de vue psychologique, social et financier, des hommes dont la loyauté professionnelle devrait attendre son couronnement hiérarchique et salariale — ou moins dans le cadre de l'emploi à vie et de la promotion à l'ancienneté qui restent les piliers du système japonais — à partir de cinquante ans. D'autant plus que ceux-là ont souvent sacrifié vie de famille, loisirs et activités sociales au profit de la compagnie et qu'ils se sont endettés en comptant sur les revenus d'une fin de carrière désormais écourtée.

R.-P. PARINGAUX.

Le « massacre » des arts

Longtemps exclus des grandes controverses de l'éducation, les enseignants, artistes ou techniciens, constituent aujourd'hui un véritable enjeu politique. M. Jacques Chirac, président du RPR, parle à leur sujet de « massacre » et croit pouvoir dénoncer leur « quasi-suppression » (1). De son côté, le Comité national pour l'éducation artistique (CNEA) appelle au président de la République pour « sauver et développer l'éducation artistique » (le Monde du 14 février 1984).

Les parents d'élèves, eux, ne considèrent plus systématiquement ces matières comme secondaires. Ils ne sont, pour autant, pas encore prêts à se mobiliser pour elles, comme ils le font pour les mathématiques par exemple.

Le ministère de l'éducation nationale, soumis aux pressions conjuguées des professeurs, des parents et des politiques, ne pouvait plus rester silencieux. Il vient de rétorquer aux attaques dont il est l'objet en diffusant des chiffres : au collège, où les enseignements artistiques sont obligatoires (une heure d'éducation musicale et une heure d'arts plastiques), 206 000 heures devaient être assurées. Le déficit maximum avait atteint 22 000 heures à la rentrée 1982, soit un peu plus de 10 % (environ 13 % en musique contre 6 % en dessin). Un an plus tard, la tendance était renversée (21 000 heures de déficit), et l'on promet, Rue de Grenelle, la poursuite de cet effort. M. Pierre Baqué, professeur d'arts plastiques à l'université Paris-1 et responsable de la mission des enseignements artistiques, créée en avril 1982, ne nie pas les difficultés que rencontre le ministère pour parvenir à la réduction du déficit en heures, dans les collèges en particulier.

Au rythme actuel de recrutement, le déficit en heures d'éducation musicale dans le secondaire ne pourrait être comblé avant plusieurs décennies. La formule actuelle de CAPES et la perspective d'enseigner dans un collège ou dans un lycée rebute

bien des musiciens. Tous les postes offerts au recrutement sont loin d'être attribués. Ainsi, à la session 1983 du CAPES d'éducation musicale et chant choral, deux cent cinquante-cinq postes étaient mis au concours, deux cent quarante candidats se sont présentés aux épreuves et cent vingt-deux ont été finalement reçus. Une réforme de ce concours est actuellement étudiée, qui devrait permettre, en 1985, de l'ouvrir aux instrumentistes et aux élèves du Conservatoire, même non titulaires d'une licence, et d'accroître ainsi le recrutement.

Au niveau élémentaire, l'effort a déjà porté sur l'introduction d'épreuves d'arts plastiques et de musique au concours d'entrée à l'école normale d'instituteurs. Les orientations arrêtées par le conseil des ministres du 9 mars 1983 et dont un premier bilan a été tiré au cours de celui du 11 juin 1983 ont également conduit à associer des intervenants extérieurs (musiciens et peintres professionnels, par exemple) à l'enseignement, en liaison avec le ministère de la culture (le Monde du 12 janvier 1984).

Parallèlement, M. Pierre Baqué souhaite renforcer l'attrait des disciplines artistiques en élargissant leur champ au théâtre, au cinéma, à l'audiovisuel, et en proposant des « situations pédagogiques nouvelles ». Ainsi, dans dix collèges, ont été ouverts des ateliers de cinéma et d'audiovisuel à la rentrée 1983. Seize lycées volontaires ont été dotés d'une option « théâtre-expression dramatique », qui associe à l'enseignement des comédiens professionnels, avec le soutien du ministère de la culture. Une quinzaine de lycées supplémentaires devraient bénéficier de la même initiative à la rentrée prochaine.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Déclaration faite à l'émission radiodiffusée « Face au public » du 19 mars.

SCIENCES

LAURÉAT DU PRIX NOBEL DE PHYSIQUE 1978

Piotr Kapitsa est mort

Le physicien soviétique Piotr Kapitsa, prix Nobel de physique 1978 pour ses travaux sur le magnétisme, les basses températures et la fusion thermonucléaire, est mort dimanche 8 avril en Union soviétique. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Un prisonnier couvert d'honneurs

L'histoire de ce brillant physicien, né à Kronstadt (Crimée) le 26 juin 1894, est peu connue. Après avoir suivi les cours de l'institut polytechnique de Petrograd, où il fut assistant de 1918 à 1921, il quitta l'Union soviétique pour la Grande-Bretagne où il séjournera treize ans. Là, il brule les étapes et devient l'élève de Rutherford, dont il sera bien vite considéré comme le fils spirituel. Ses travaux dans le domaine du magnétisme et de la liquéfaction des gaz lui valent bientôt les honneurs de son pays d'accueil, en 1929, en fait l'un des rares étrangers reçus à la Royal Society britannique. Parallèlement, la Grande-Bretagne lui offre à Cambridge un laboratoire spécialement créé pour lui, le Mond Laboratory, que l'Union soviétique rachètera par la suite.

Le tournant de sa vie aura lieu en 1934. Invité cette année-là à participer à une série de conférences scientifiques à Moscou, il se rend en Union soviétique, non sans avoir auparavant demandé des garanties quant à son retour en Grande-Bretagne. Mais, sur ordre de Staline, peu soucieux de voir repartir un si brillant cerveau, Piotr Kapitsa sera retenu en Union soviétique, où il restera pendant un an de travail. Il finit par reprendre ses recherches et devient directeur de l'institut des problèmes physiques de l'Académie des sciences soviétiques.

En 1938, il fait une découverte extrêmement importante en montrant que, en dessous d'une certaine température, l'hélium liquide devient superfluide et, de ce fait, une viscosité nulle lui permettant de passer dans les tubes capillaires les plus fins. Les conséquences de cette découverte sont considérables, car, de ces travaux, découleront une grande partie des recherches menées sur ce que l'on appelle la supraconductivité, qui permet de réaliser des aimants d'un type particulier utilisés notamment dans la fusion thermonucléaire.

Kapitsa, qui sera par la suite couvert d'honneurs et cité plusieurs fois à l'ordre de Lénine, connaîtra aussi les prisons soviétiques sous le prétexte que, au moment où les Américains développent la bombe atomique.

● Lancement d'un satellite chinois. — La Chine a lancé, le 8 avril, un satellite de télécommunication « expérimental ». Aucune information n'a été donnée sur les caractéristiques de cet engin, ni sur son orbite. L'Agence Chine nouvelle se bornant à indiquer que le satellite « fonctionne normalement ». Il est difficile de savoir s'il s'agit du fameux satellite géostationnaire de télécommunications dont la Chine annonce le lancement depuis plus de trois ans. — (Corresp.)

Les futurs ingénieurs du cosmos

(Suite de la première page.)

Mais, au-delà de l'exploit, cette maîtrise ouvre à la NASA des possibilités autrement concrètes comme la récupération en orbite d'autres charges utiles. L'agence spatiale américaine envisage en effet la récupération, lors de prochains vols, de deux satellites de télécommunication — Palapa-82 et Westar-6 — dont elle avait raté le lancement en février dernier, et celle du satellite d'observation de la Terre, Landsat-4, en panne depuis plusieurs mois dans l'espace.

Reste que toutes ces opérations sont pour l'instant limitées à des orbites basses et que la NASA aurait grand intérêt à s'équiper, demain, d'un système lui permettant d'atteindre l'orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude), où la place est comptée et où croissent la majeure partie des antennes de télécommunication, de télévision directe et de météorologie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Publié)

LE COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE LE COMMISSARIAT DE LA MARINE LE COMMISSARIAT DE L'AIR

RECRUTERONT EN 1984

31 ÉLÈVES COMMISSAIRES

Parmi les juristes et économistes titulaires d'un diplôme permettant de se présenter au concours externe d'entrée à l'ENA.

Limite d'âge : 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1984
Clôture des inscriptions : 1^{er} juin 1984

INFORMEZ-VOUS

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE

Casernes Louvois - 37, bd de Port-Royal - 75008 PARIS-ARMÉES

Tél. : 555-95-20 poste 43.270

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE LA MARINE

2, rue Royale - 75008 PARIS-NAVAL

Tél. : 260-33-30 postes 21.398 et 21.221

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'AIR

26, bd Vieux - 75006 PARIS-ARMÉES

Tél. : 552-24-54 et 552-24-51.

Sirtès organise un Séminaire de 3 jours

Maîtrise totale de la Qualité

Stratégie-Méthodologie Outils

PARIS
17-19 AVRIL

Sirtès

204, Rond-Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE-BILLANCOURT
Tél. 203 788 F

RENAULT

Automation

Renseignements, inscriptions (1) 808.91.56 - 608.90.88

Un dispositif antisexiste

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE SOUS SURVEILLANCE

Chaque direction régionale de l'inspection du travail reçoit le renfort d'une personne « chargée de veiller à l'application de la loi sur les droits professionnels des femmes ». Ainsi en a décidé M^{me} Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des droits de la femme, qui s'est félicitée, le 10 avril, de l'efficacité du dispositif antisexiste qu'elle met en place.

D'autre part, M^{me} Roudy a confirmé que des unités de recherche sur le féminisme seraient créées dans quatre universités, et notamment à l'université de Haute-Bretagne, à Rennes, où vient de commencer le premier cours portant sur la loi d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

● Enquête à la suite du décès d'une enfant à l'hôpital de Nevers. — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a annoncé, le 10 avril, l'ouverture, sur sa demande, d'une enquête à la suite du décès d'une fillette opérée, l'hôpital de Nevers (Nièvre). Christelle Leinot, neuf ans, demeurant à Lormes (Nièvre), avait subi une appendicectomie, le 31 mars, au centre hospitalier de Nevers. L'enfant ne s'était pas réveillée après l'anesthésie et était restée dans le coma. Transportée par avion, le 31 mars, à l'hôpital parisien du Kremlin-Bicêtre, elle en est revenue le 3 avril, en ambulance, et a trouvé la mort pendant ce voyage.

L'enquête en cours est menée par l'inspection générale des affaires sociales.

مكتبة الأمل

MÉDECINE

Progrès français dans les recherches sur le SIDA

Quatre mille cas de SIDA ont été recensés jusqu'à présent aux États-Unis, et trois cent cinquante en Europe. La France (125 cas) joue un rôle important dans les recherches sur l'origine de cette nouvelle et mystérieuse maladie, comme le montrent plusieurs événements récents.

Les pays européens viennent de choisir la France pour la mise en place d'un centre de référence OMS (Organisation mondiale de la santé) sur le SIDA. Ce centre, qui sera situé à l'hôpital Claude-Bernard de Paris (professeur Jean-Pierre Conlaud), aura pour mission de recenser les cas de SIDA diagnostiqués en Europe et de coordonner la circulation des informations sur cette maladie : une décision qui témoigne de l'effort accompli en deux ans par le groupe de travail français sur le SIDA.

D'autre part, sur l'initiative de l'OMS et de l'Union internationale des sociétés d'immunologie, un groupe de travail, placé sous la présidence du professeur Maxime Segismund (laboratoire d'immunopathologie, hôpital Saint-Louis, Paris), a réuni à Paris une dizaine de spécialistes internationaux traitant de l'immunologie (1).

Parallèlement, une série de conférences viennent d'être données à l'Institut Pasteur par les meilleurs spécialistes américains sur le SIDA. Une équipe française (2) vient enfin de publier, dans l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*, d'importants résultats concernant les liens pouvant exister entre un virus humain et le SIDA (*le Monde* du 11 avril).

Est-ce sur le point de découvrir l'origine de la maladie ? L'affirmer serait sans doute imprudent. Pourtant, un faisceau d'arguments et de résultats, publiés ou à paraître, laisse supposer que l'on pourrait prochainement conclure.

Après de nombreux titonnements et quelques polémiques, l'hypothèse d'une maladie due à un agent transmissible semble être acceptée par la presque totalité de la communauté scientifique. Ce sont les données épidémiologiques américaines qui confortent cette hypothèse.

Cela étant, on assiste depuis plusieurs mois à une véritable lutte scientifique entre deux équipes, l'une française (professeurs Luc Montagnier et Jean-Claude Chermann, Institut Pasteur de Paris), l'autre américaine (professeurs Robert C. Gallo, National Cancer Institute Bethesda), chacune ayant identifié un ou des virus, qui semblent pouvoir jouer un rôle important dans l'apparition de la maladie.

Chronologiquement, c'est l'équipe américaine qui, la première, a établi une corrélation, la souche virale ayant à l'origine été découverte chez un singe, puis, en 1975, mise en évidence au Japon, où elle est liée à une forme grave de leucémie. Ce rétrovirus (virus à ARN) a été retrouvé aux Caraïbes par l'équipe du professeur Gallo, qui l'a alors dénommé « human T-cell leukemia virus » (HTLV). C'est ce même virus qui a été associé au SIDA par l'équipe américaine après le début de l'épidémie. Par la suite, un second virus, peu différent semble-t-il du premier, était isolé et associé lui aussi au SIDA : HTLV 2.

En août dernier, l'équipe de l'Institut Pasteur de Paris annonçait l'isolement d'un autre rétrovirus, par un ganglion d'un malade. Il était baptisé LAV (« lymphadenopathy associated virus »). Dès lors, on ne pouvait plus faire l'économie du combat scientifique.

La dernière publication de l'équipe française concernant l'isolement du LAV chez deux enfants hémodiques, dont l'un est atteint du SIDA, apporte à cet égard des arguments importants. Le professeur Gallo devrait prochainement publier de nouveaux résultats ayant trait à la découverte d'un nouveau rétrovirus ou HTLV 3. Ne s'agit-il pas d'une nouvelle dénomination du LAV ? La question n'est pas sans fondement. On assiste, en effet, depuis quelques mois, à certaines démarches tendant à inclure le LAV dans la famille des HTLV, rebaptisés depuis peu « human T-lymphotropic virus ». En fait, seule la description fine des caractéristiques structurales de ces agents viraux, pourvue des arguments immunologiques (présence d'anticorps dans les sérums), permettra de trancher.

Le don du sang

Reste, au-delà de cette compétition, les questions essentielles de la prévention et du traitement de la maladie. Établir de manière formelle un lien entre le virus et SIDA, c'est notamment permettre le dépistage des sujets à risques susceptibles de transmettre l'agent infectieux. La question est particulièrement importante pour les dons de sang et les transfusions sanguines.

Selon les données officielles américaines, dix-huit cas de SIDA ont

pour l'heure pu être diagnostiqués après des transfusions sanguines (3). Il s'agit le plus souvent de malades âgés ayant reçu une grande quantité de sang. Pour sept malades, l'enquête a permis de retrouver à chaque fois parmi les donneurs un sujet à risques pour le SIDA (homosexuels, toxicomanes, etc.).

En France, aucun cas de ce type n'a été mis en évidence, et seul un hémophile a été victime d'une telle transmission. Mais la période d'incubation du SIDA est en moyenne de plus de deux ans.

Faut-il dès lors envisager la mise en place d'un dépistage à partir des données virologiques dont on dispose ? Ou, au contraire, s'en tenir pour l'heure à l'initiative prise par le secrétariat d'État à la santé en 1983, tendant à écarter du don du sang des sujets à risques ? Compte tenu de la place croissante prise par le SIDA en termes de santé publique, ces deux questions se posent aujourd'hui en filigrane derrière l'accumulation des données médicales et scientifiques.

JEAN-YVES NAU.

(1) Au terme de cette réunion, un rapport a été rédigé qui fait le point de la question vue sous l'angle immunologique. Ce rapport sera prochainement publié par la presse scientifique d'audience internationale.

(2) Cette équipe groupe des médecins et des scientifiques français de l'hôpital des Enfants malades, de l'hôpital Claude-Bernard et du département de virologie de l'Institut Pasteur de Paris.

(3) Communication du docteur Bahman Habibi (Société nationale de transfusion sanguine) à la récente journée consacrée à Paris au rapport entre sang et SIDA.

SPORTS

L'ASSEMBLÉE NATIONALE EXAMINE LE PROJET DE LOI SUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS SPORTIVES

Les dirigeants du football professionnel restent attachés à la loi de 1901

L'Assemblée nationale doit examiner, mercredi 11 et jeudi 12 avril, le projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives qui a été adopté, après avoir été amendé, le mercredi 11 mai 1983 en première lecture par le Sénat. Le texte a pour objet de clarifier les relations entre l'État et le mouvement sportif auquel il donne une mission de service public. Il remet notamment en cause l'application aux clubs professionnels de la loi de 1901 concernant les associations à but non lucratif sur laquelle repose le sport français.

« Le football professionnel et le football de masse ont besoin de vivre en étroite symbiose pour prospérer harmonieusement. La loi de 1901 a le mérite d'avoir permis le développement prodigieux de celui-ci en évitant les risques d'une coupure entre la masse composée de 1 700 000 licenciés et l'élite qui pourrait être tentée par le sport-spectacle et la commercialisation. » Hostile au projet de loi qui veut imposer aux clubs professionnels un nouveau régime juridique, M. Jean Sadooul, président de la Ligue nationale de football (L.N.F.), a son franc-parler (1). Représentant les clubs à section professionnelle, il est

hostile au projet. M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football (FFF), est plus rond. Il multiplie les contacts, souligne les points de convergence entre les idées de Mme Edwige Avico, ministre déléguée au temps libre, à la jeunesse et aux sports, et les siennes.

De fait, la loi de 1901 n'est plus adaptée au sport professionnel. Les récents scandales, la gestion déficiente de certains clubs par trop dépendants des subventions des municipalités, ont amené les pouvoirs publics à prendre des dispositions pour sortir le football de l'impasse. Le ministre propose à la FFF deux formes de structure juridique : la société d'économie mixte (SEM) qui ne pourra pas être imposée aux municipalités ou la société à objet sportif (SOS) qui, créée à partir des bases de la société anonyme, autorisera un meilleur contrôle grâce à des dispositions juridiques particulières.

Société anonyme : le mot effraie le monde du football qui préférerait conserver les structures de la loi de 1901, assorties de contraintes légales. Mais le football français a la mémoire courte. En 1972, à la suite d'une crise grave, un rapport sur le professionnalisme avait été demandé par le gouvernement à M. Philippe Séguin, depuis 1978 député RPR des Vosges. Des mesures de contrôle de gestion par la fédération, par

l'administration fiscale, par les organismes supérieurs de contrôle de l'utilisation des fonds publics, etc., avaient été préconisées. Des études très poussées avaient même été menées à... Saint-Etienne. Mme Avico a beau jeu, dès lors, de déclarer : « Je ne peux tout de même pas faire comme si le scandale des Verts n'avait jamais existé. »

Le ministre, en tout cas, négocie et se dit prêt à accepter plusieurs mesures qui vont dans le sens d'une modification du régime fiscal et social des clubs professionnels : l'exonération de la taxe sur les spectacles ; la modification des seuils d'imposition de la taxe additionnelle sur les spectacles qui prendrait en compte le prix des billets ; la recherche avec les services des finances d'un système particulier d'imposition des bénéfices étalé sur cinq années.

Associations de jeunesse et tourisme social

Ces concessions n'apaiseront pas pour autant les craintes des dirigeants fédéraux qui ne voient leur salut que dans les amendements déposés par l'opposition.

Le projet de loi, à tort ou à raison, s'attaque pas seulement les professionnels du football ou même ceux du basket-ball qui seront également

concernés par les nouvelles règles du jeu. Il trouble de la même manière le Comité national du plein air (CNPA) qui regroupe une quarantaine d'associations, l'Union nationale des associations de tourisme, l'association Jeunesse au plein air, la Fédération française des sociétés protectrices de la nature etc., qui entendent « garder leur autonomie » et qui voient dans le texte gouvernemental une volonté de « faire entrer dans le monde du sport toutes les activités physiques (...) en donnant aux seuls mouvements sportifs tous les pouvoirs et tous les moyens ».

Mme Avico répond que « la loi ne s'appliquera pas aux associations de jeunesse, de tourisme social ou de pleine nature, qui n'ont pas la même vocation que les sportifs de compétition ».

« Il serait très grave, rétorque le CNPA, qu'un texte de loi donne tous pouvoirs au Comité national olympique et sportif français et aux fédérations sportives, alors que nous gérons aussi les activités physiques de millions de personnes. Peut-on espérer que l'Assemblée nationale exclure effectivement et explicitement les associations du champ d'application de cette loi ? »

GILLES MARTINEAU.

(1) *L'Équipe* du 30 mars.

POUR UN HOMME DE CARON.

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Un raid dans la jungle amazonienne

Faire un raid de deux mois à travers la forêt amazonienne qui couvre la Guyane française n'est pas donné à tout le monde, et encore moins aux quinze-dix-huit ans. Tel est le « prix » d'un concours « Raid Amazonie 84 » qui apportera une note originale parmi les compétitions publiques organisées par les cafés X et les confitures Y, dont les heureux gagnants sont, le plus souvent, dirigés vers Disney World (Etats-Unis) ou Agadir (Maroc).

Non que l'intérêt commercial soit absent de l'affaire. Le groupe bancaire Crédit Industriel et Commercial (CIC) a décidé d'offrir à quatorze jeunes de quinze à dix-huit ans deux mois de randonnée dans la jungle guyanaise pour renforcer son image de marque « jeunes » auprès des adolescents.

Le programme enthousiasme tous les lecteurs de *Tintin* chez les Pécariers : trois jours pour apprendre à construire un carbet paillote indienne, à reconnaître les serpents et à confondre les plantes ; visite d'un lieu de port de tortues Luth ; dix-sept jours de pirogue pour remonter les quatre-vingt-dix-neuf rapides de la rivière Mana ; rencontre avec des orpailleurs, des chercheurs de quartz aurifères ; descente du fleuve Approuague ; chasse et pêche à Saül ; arrêt de quatre jours dans une ferme hémion, Cacao ; embarquement pour les vestiges du bagne des des du Salut ; ouverture d'une piste dans la jungle. A vos machettes !

L'organisateur de cette équipée est Jacques Bock, jeune gardien de la paix parisien de trente-quatre ans, qui nourrit une véritable passion pour l'Amazonie. Il y a même séjourné plusieurs mois en état de survie ; il en a rapporté un livre, *Voyage dans la nuit verte* (Flammarion), et le désir d'y retourner le plus souvent possible (le Monde du 4 juin 1983).

Pour être sûr d'affronter l'enfer vert dans les meilleures conditions, Jacques Bock s'est assuré le soutien logistique de

l'armée française, qui pourra dépêcher un hélicoptère en cas d'accident ; il a recruté des monteurs pour installer les jeunes aux rudiments de la vie en forêt, un médecin qui accompagnera l'expédition, un opérateur radio et un spécialiste de l'avacoustion aéronautique. Soixante adultes, au total, accompagneront le groupe.

Toutes les filles et tous les garçons de nationalité française, nés entre le 1^{er} septembre 1966 et le 30 juin 1969 peuvent, se porter candidats. S'il n'est pas du tout demandé d'être titulaire d'un compte auprès du CIC, il est indispensable de remplir les conditions suivantes : avoir une bonne condition physique, être bon nageur ; il faut aussi une motivation forte pour affronter l'inconfort, et une autorisation parentale.

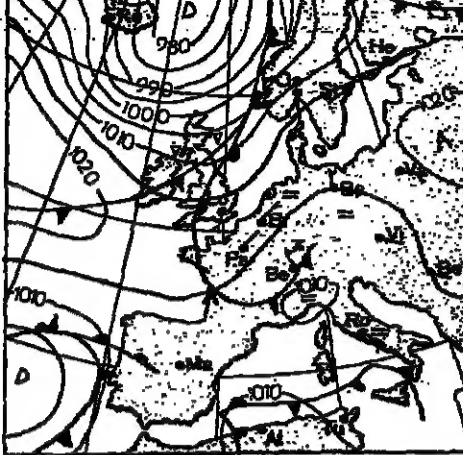
Les candidats doivent remplir un bulletin de participation disponible dans les agences du groupe bancaire et rédiger une lettre manuscrite d'une page environ expliquant les raisons de leur demande. Ils adresseront le tout à une agence ou au siège social du CIC, avant le 30 avril 1984 à minuit. Un jury présidé par Jacques Bock choisira soixante-dix jeunes qui se rendront à Paris à la fin du mois de mai pour une ultime sélection. La liste des quatorze participants sera arrêtée le 2 juin. La prise en charge financière par le groupe bancaire couvrira le voyage, le séjour et l'équipement.

Chacun des « aventuriers » en herbe tiendra un carnet de bord et photographiera faune et flore de manière à rapporter à tous les adolescents de France une moisson de reportages sur leur expédition. On mûrira au CIC que la condition essentielle pour être sélectionné est une réelle capacité à communiquer par écrit, oralement, ou par des moyens audiovisuels. Histoire de ne pas réduire cette aventure à un voyage touristique à forfait...

ALAIN FAUJAS.
Raid Amazonie 1984.
CIC BP 207, 75452 Paris Cedex 08.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.4.84 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 avril à 0 heure et le jeudi 12 avril à 24 heures.

Avec l'écoulement vers l'Adriatique de l'air froid instable d'altitude, une perturbation d'ouest parviendra à traverser le pays. Mais elle ne le concernera que par son front froid peu actif.

Jusqu'à cette limite ouest, et faiblement pluvieuse s'étendra le matin des Ardennes au Bassin parisien et aux pays de Loire pour s'aggraver dans l'après-midi l'est du Massif Central et le nord des Alpes, où un peu de neige tombera au-dessus de 1 200 m environ.

Sur les régions méditerranéennes, le beau temps persistera toute la journée. Du Massif Central au Nord-Est, le matin, avant l'arrivée du temps faiblement perturbé, on observera des brumes et brouillards, en particulier dans le Lyonnais.

Aléatoires et à l'extrême de la limite perturbée, le ciel sera passagèrement nuageux avec quelques averses près des frontières du Nord.

De Massif Central au Nord-Est se produiront de faibles gelées (0 à -2 degrés), ailleurs les minima seront de 3 à 7 degrés. Les maxima, de 16 à 18 degrés en régions méditerranéennes, atteindront 10 degrés environ dans le Nord, 11 à 13 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer 1014,4 millibars, soit 763,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 avril ; le second le minimum de la nuit du 10 au 11 avril) : Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 7 ; Bordeaux, 18 et 6 ; Bourges, 11 et 1 ; Brest, 13 et 2 ; Caen, 10 et 1 ; Cher-

PRÉVISIONS POUR LE 12.4.84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 avril à 0 heure et le jeudi 12 avril à 24 heures.

Avec l'écoulement vers l'Adriatique de l'air froid instable d'altitude, une perturbation d'ouest parviendra à traverser le pays. Mais elle ne le concernera que par son front froid peu actif.

Jusqu'à cette limite ouest, et faiblement pluvieuse s'étendra le matin des Ardennes au Bassin parisien et aux pays de Loire pour s'aggraver dans l'après-midi l'est du Massif Central et le nord des Alpes, où un peu de neige tombera au-dessus de 1 200 m environ.

Sur les régions méditerranéennes, le beau temps persistera toute la journée. Du Massif Central au Nord-Est, le matin, avant l'arrivée du temps faiblement perturbé, on observera des brumes et brouillards, en particulier dans le Lyonnais.

Aléatoires et à l'extrême de la limite perturbée, le ciel sera passagèrement nuageux avec quelques averses près des frontières du Nord.

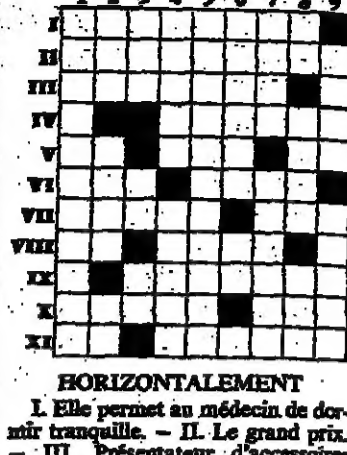
De Massif Central au Nord-Est se produiront de faibles gelées (0 à -2 degrés), ailleurs les minima seront de 3 à 7 degrés. Les maxima, de 16 à 18 degrés en régions méditerranéennes, atteindront 10 degrés environ dans le Nord, 11 à 13 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer 1014,4 millibars, soit 763,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 avril ; le second le minimum de la nuit du 10 au 11 avril) : Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 7 ; Bordeaux, 18 et 6 ; Bourges, 11 et 1 ; Brest, 13 et 2 ; Caen, 10 et 1 ; Cher-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3687



HORIZONTALEMENT
1. Elle permet un médecin de dormir tranquille. - II. Le grand pré. - III. Présentateur d'accidents dont la qualité est souvent sujette à caution. - IV. Vocabulaire susceptible de choquer une langue délicate. - V. Sigle inspirant du respect ou de l'horreur. Est d'une nature molle et enroulée. Contracté. - VI. On l'embarque du regard de la côte vendéenne. Emploi supprimé en Russie. - VII. Mât une vedette à la mer on sur le sol. Sorte de four empilés. - VIII. Participe passé. Vieux grimoire. - IX. Lignes de démarcation. - X. Court jusqu'à ce qu'il tombe. Pense donc. - XI. Participe passé. Bien équilibré.

VERTICALEMENT
1. S'entend pour un out ou pour un son. - 2. Sigle d'une société à responsabilité limitée. Finché, mais quand il est hygiénique. Courant faible. - 3. Stop pour un conducteur londonien. Début de compte ou de note. Contracté. - 4. Paris le sauva. Il est parfois souhaitable que le diable l'emporte. - 5. Permet aux uns de se rendre chez les hôtes. - 6. Des poussins y apprennent à voler. Privatif. - 7. Contestée. Quand elles sont levées, beaucoup raquent de ne pas se relever. - 8. Copulative. Facteur d'équilibre ou de déséquilibre. Réserve de filasse après extraction des fils. - 9. Est, aux antipodes, un animal doucement comestible. Peut être éloquent tout en étant muet.

Solutions du problème n° 3686
Horizontalement
1. Epingle. - II. Leure. Le. - III. Ego. Paf. - IV. Cinoche. - V. Tar. Ta. - VI. Egrade. - VII. Il Béguin. - VIII. Cui. Oc. - IX. Argonne. - X. Excuses. - XI. Net. As.

Verticalement
1. Electrique. - 2. Pègre. Lu. Ne. - 3. Ivraie. Tact. - 4. Nu. Soire. - 5. Grille. CIA. - 6. Le. Lorgnon. - 7. Pl. Au. Nt. - 8. Elan. Dione. - 9. Références. - 10. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du mercredi 11 avril :
DES DÉCRETS
Fixant pour 1984 les modalités d'application de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1964 modifiée en vue de favoriser le développement de l'assurance contre les risques agricoles.
Pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 30 juillet 1982 modifiée par l'article 28 de la loi du 29 décembre 1983 et relatif au financement du schéma d'aménagement de la Corse.
Modifiant le décret du 26 février 1969 portant application de l'article 27 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole en ce qui concerne l'aide aux mutations professionnelles des agriculteurs et travailleurs agricoles.
Relatif aux enseignements organisés dans les écoles d'architecture.
UN ARRÊTÉ
Relatif aux conditions d'attribution et au montant de la prime de départ et d'installation prévue par le décret du 26 février 1969 modifié portant application de la loi du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole pour ce qui concerne l'aide aux mutations professionnelles des agriculteurs et travailleurs agricoles.

PARIS EN VISITES - VENDREDI 13 AVRIL
« La place des Victoires », 15 heures, centre de la place, M^{me} Colin.
« Exposition sur le vitrail », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Zaffar.
« Les pélerinages de Saint-Jacques de Compostelle », 15 heures, métro Esplanade-Marcus (Caisse nationale des monuments historiques).
« Les salons de l'hôtel de ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville (Approche de l'art).
« L'Opéra », 15 heures, dans le hall (Arènes).
« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Gilles H. COTTET-DUMOULIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Rossini, le 5 avril 1984 à Séoul (Corée du Sud).

Ambassade de France en Corée, 37, quai d'Orsay, 75700 Paris.

M. et M^{me} Gabriel GORRE sont très heureux de faire part, avec Anne et Catherine, de la naissance de

Jean-Baptiste, à Rennes, le 9 février 1984.

Mariages

M. et M^{me} Jean BERNHOLZ, M. et M^{me} Philippe LEFACE ont la joie de faire part du mariage, célébré à New-York, dans l'intimité, de leur fille

Françoise et de leur fils et beau-fils, Yves, le 22 mars 1984.

Décès

Simone Godignon et Hervé Godignon ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Marthe BOEGLIN.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le vendredi 6 avril, à Versailles (Seine-et-Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jacques de Lens, M. et M^{me} Philippe de Lens et leurs enfants, M. et M^{me} Albert Pellot, M. et M^{me} Patrick de la Charrie, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques de LENS,

piéusement survenu à Versailles, en son domicile, le 9 avril 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 12 avril, à 14 h 15, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, rue du Maréchal-Foch, 78000 Versailles.

M. et M^{me} Hélène Genet, M. et M^{me} Lucien Catala et leurs enfants Christine et Pierre, le docteur Lucette Gebuhrer, ses enfants Véronique, Bertrand et Anne,

Les familles Ferrier, Berthod, Dupasquier, Ducarre, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Fernand GENET, directeur honoraire des impôts,

survenu le 10 avril 1984, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 12 avril, à 9 heures, en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes), où l'on se réunira.

Après son incinération, une messe sera dite à son intention, à Virvieu-le-Grand (Ain), le vendredi 13 avril, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

M. et M^{me} Maurice Motte LASY, son épouse, M. et M^{me} Jacques LASY et leurs enfants, M. et M^{me} Marie LASY et leurs enfants, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice Motte LASY,

survenu le 9 avril 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 12 avril 1984, à 15 h 45, au cimetière de Montparnasse, dans le caveau de famille.

36, rue Erlanger, 75016 Paris.

(Publié)

CURE THERMALE 1984

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De FOCÉAN à la MEDITERRANÉE, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

Documentation gratuite (hébergement et cures) CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS, tel 742 67 91 +

Les sociétés du groupe ITT en France ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe LIZON, ancien directeur du groupe ITT en France,

ancien président de la société LMT, ingénieur arts et métiers, ESE, conseiller honoraire du commerce extérieur de la France, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, titulaire de la croix des services militaires volontaires, survenu à Garches, le 9 avril 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Selon le souhait de la famille, on se réunira à l'église Saint-Louis de Garches, le jeudi 12 avril, à 9 heures, où une bénédiction sera donnée.

Les funérailles religieuses seront célébrées en la basilique de Paray-le-Monial.

(Publié)

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Théodore-d'Aquin, Paris-7^e, sa paroisse, le vendredi 13 avril, à 8 h 30.

La cérémonie de crémation aura lieu le lundi 16 avril 1984.

On se réunira au columbarium du Père-Lachaise, à 10 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue Pasteur, 92160 Antony.

Communications diverses

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

Les Cahiers français (la Documentation française) ont consacré leur numéro d'octobre-décembre 1983 à « La faim dans le monde ». Ce numéro de quatre-vingt-deux pages (plus trente-deux pages de notes), réalisé sous la direction d'André Nivollet et de Marguerite Boucher est dédié à l'excellente loi du genre : des spécialistes de renom exposent de la manière la plus claire les principales facettes d'un sujet - mis à plat. Le lecteur dispose d'un solide noyau de connaissances agrémenté de dossiers et de tableaux qui facilitent la lecture.

CRÉDIT DE LA

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le sourire

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LA RÉÉDITION DE «LA NOTTE»

Le sourire froid d'Antonioni

UN film d'Antonioni — celui-ci, *La Nuit* (la *Notte*) — ne s'annonce pas comme une partie de plaisir mais comme une partie de conscience et de science du cinéma. La modernité du moment — on est en 1961 — est capturée comme signe, comme accessoire du récit, comme partenaire des corps : le déplacement dans le vide d'un ascenseur panoramique sera la toile de fond du générique ; un magnéphone sera l'enjeu d'une scène. On dirait que le film part d'un regard d'Antonioni dans la ville, d'une promenade dans Rome, dans les faubourgs si elle est encore flétrie, déjà abandonnée au centre par tout ce qui a remplacé la flétrissure, le béton et le plexiglas.



L'actrice — Jeanne Moreau — devra prendre en charge la sensation du promeneur, qui est celle d'un photographe (en puissance) qui n'avait pas pris son appareil, mais qui avait sa mémoire et qui recompose sans cesse sa sensation photographique première dans un mouvement de cinéma : elle joue d'abord la silhouette d'une photo ; un mur blanc au soleil ressemble à une toile de studio. Mais la photo n'est pas statique, ce n'est pas une photo de repérage reflétée, comme les plans de ville au crépuscule d'*Hiroshima mon amour*. C'est plutôt un point de vue de photographe — et alors ce serait Robert Frank ou William Klein : dans les années 60, eux aussi photographient les villes, New-York et Rome — qui par un effet magique se transmue en cinéma, devient le complot toujours fixe d'une séquence qui l'enrobe et la dissimule. C'est un point de vision vibrant, qui n'est pas forcément le départ ou l'arrivée de la séquence, mais qui en est la dynamique.

C'est parfois la photographie d'un bruit : quelle belle scène — un tout passager en elle — que celle de Jeanne Moreau égarée, soudain attaquée par les déchirures tournoyantes d'air et de pression d'avions : réaction : la Antonioni prend le bruit au fait de sa surprise — dans 1/200^e de seconde, — on le voit à sa table de mixage jouer au mur du son avec une manette qu'il tourne d'un seul coup. Il se comporte de même avec les prétextes de l'image, il redonne une durée aux impressions, il met en scène leurs chocs : si c'est la spirale de fumée qu'a inscrite dans le ciel un feu d'artifice, il va lancer l'actrice dans une fête foraine dénuée, où l'on ne s'amuse plus — sur un champ désert où seule subsiste une bovette — qu'à tirer des fusées. Cela fait passer du temps, cela fait tourner la caméra, cela fait tourner le récit comme la pellicule sur sa bobine — apparemment à perte — sur un reportage romanesque, densifié, épuré, sur ses chutes métaphysiques.

Dans toute cette première partie du film, après la visite à l'hôpital,

de quoi de solide, de respectable on récite tout visible est-il fait ? Un dérivé (Bernard Wicki) se meurt d'un cancer dans une clinique de luxe que lui offre son éditeur en avance de ses droits d'auteur posthumes. Un de ses amis, écrivain lui aussi (Marcello Mastroianni), fait une bricole rétrospective, avec sa femme (Jeanne Moreau), dans un cocktail mondain. Comment parler de son travail, comment se vendre, pourquoi se vendre ? Comment résister à la vulgarité du désir, comment faire bonne figure ? Il rencontre une seconde femme (Monica Vitti), qui lance son poudrier sur le sol point en damier ; les attractions n'ont pas d'issue les ouvertures reviennent après des boucles d'insouciance à leur case départ.

L'histoire est la même, à posteriori, que celle d'*Identificazione d'une femme* : un créateur et deux femmes ; des rencontres qui sont plutôt des évanescences, des décharges d'énergie ; des questions sans réponse ; des labyrinthes de narration orchestrales en numéros de maître qui défient le temps commun du cinéma ; de fausses pistes ; un trouble diffus qui confine à la névrose, ou à la peur ; un flirt avec le malaise. Le barbare est devenu sage, alangui, volé, incommode. L'histoire de la mort de l'ami occidant avec l'histoire du lit le plus inconscient. Une femme lui est restée à son homme, écrivain. Une lettre ancienne qui semble censurer les plus grands écrivains. L'homme est dérangé par la beauté et la faiblesse, par la profondeur énigmatique de la lettre. Qui a écrit cela ? demande l'écrivain. C'est toi, répond la femme.

NERVÉ GUMBERT.
A voir les grandes reprises.

ZOUZOU

Un divan et la mort



TRENTE ans, elle avait fini par les exorciser, ses démons de l'enfance. La cérémonie avait duré dix ans. Dix ans qu'elle leur redonnait vie à travers son ALBUM — puis son RALBOUM : la petite fille adorable qui écrasait la tourte en balade, le bébé vagissant, l'infirme faiblement attentive, la vieille dame impotente, l'étonnante Mme Von Almen. Des personnages qui l'avaient rendue prisonnière de sa jeunesse : « J'y ai mis le poids de tout ce que j'avais vécu, la peur de tout ce qui était autour. » Mais en dix ans, elle avait réussi à s'en libérer : « Je les ai tous fait à petit avec plus de distance... et plus de plaisir. D'une certaine façon, avec plus de générosité. »

Un dernier Bobino en novembre 80 - janvier 81 : une ultime tournée en province. « J'ai encore du plaisir. Mais plus grand-chose à faire passer avec ces personnages. J'ai d'autres choses à raconter. » D'autres choses à raconter, mais toujours le même message : « Pourquoi cette volonté de toujours ériger les gens ? J'ai voulu les montrer dans leur complexité... et leur richesse. Faire comprendre qu'on ne peut pas juger. Qu'il faut rester vigilant contre toute peur rapport aux autres, mais aussi par rapport à soi-même. Mes personnages (non, même si pour bien les jouer, il faut les aimer, je ne m'identifie pas : je n'ai pas envie de ressembler à la grande bourgeoisie, je me sens plus proche de la grand-mère), mes personnages sont là pour le démontrer : il y a les jamais-contents et les toujours-heureux. Et derrière, il y a les opprimés et les oppresseurs. Toujours. »

Trois ans plus tard, le royaume sur les planches. La chaise ou le reboutement devant le mur blanc ont cédé la place à un vrai divan — le divan de psychanalyse — dans un décor noir-noir.

Pour ses retrouvailles, Zouzo nous donne rendez-vous avec quelques-uns de ses anciens personnages, ces opprimés et ces oppresseurs dérisoires dans leur volonté de domination, impressions de dignité et de force jusqu'à leur déchéance : la jeune femme prisonnière d'un cauchemar, qui le fait se débattre pour sortir du lac (la mère ?) avant d'y retourner, pour ne pas rester enfermée dans l'épave de la forêt alentour (la vie ?), et la grand-mère « grésillante » (présentant de son invalidité et du silence de sa maison de retraite, et qui voudrait elle aussi pouvoir se jeter dans un lac...), « J'essaie toujours de montrer comment les gens n'arrivent pas, et à quel point ils sont liés au passé avec leurs parents. »

Le jeu est devenu sobre, sur des personnages presque épurés de leurs tics. Exit Zouzo le clown, bonjour Zouzo le comédien. Si le discours est toujours émaillé d'aphorismes du genre : « Si la vie n'avait pas le mérite d'être invivable par moments, elle ne vaudrait pas la peine d'être vécue », les éclats de rire ne viennent plus démentir le malaise que Zouzo continue de créer, avec davantage de distance, dans son ample robe noire, cette robe qui lui conserve un âge indéfinissable, une image corporelle alors qu'elle est devenue évanescente.

La distance, elle le porte à son comble dans la seconde partie de son spectacle : le jeu devient parfaitement dépouillé et libre. Zouzo raconte l'histoire de son amitié avec une femme dont elle a partagé toutes les souffrances et les oppressions. Une amie qui s'est vite transformée en dépendance... et en oppression. Il faut que la mort survienne pour qu'elle s'en libère. La mort, omniprésente, présente et étonnante dans ce récit. Par le théâtre. Par le jeu : une voix off, pesante, des silences lourds, une diction souvent monocorde. Par la mise en scène aussi : juste un halo de lumière, parfois crépusculaire, parfois écarlate, qui vient éclairer le divan. Ou Zouzo. Ou le vide. L'absence. La mort.

La mort, « l'histoire que je raconte là n'est réellement arrivée, cette fois. Et j'ai réellement cette réaction devant la mort : il faut que je voie les gens morts pour être sûrs que je suis libérée de ma dépendance à leur égard. »

Déconcertante — et pas vraiment convaincante — cette seconde partie. « Déconcertante ? C'est le but. Cette façon d'incarner de jouer, c'est pour permettre aux gens de s'investir. Et qu'ils s'inventent une histoire, une suite qu'ils pourront broder... »

ALAIN MACHEFER.

DEUX LITHOGRAPHES AU QUARTIER LATIN

Le luxe et la patience

MICHAEL WOOLWORTH a vingt-quatre ans et Frank Bordes en a vingt-cinq. Le premier a commencé le second en 1979, étudiant en géologie, il débarquait du Maine pour un petit séjour ; il n'est pas reparti. Mais le premier dans l'histoire, c'est Bordes qui, à l'époque, avait déjà ouvert un atelier de lithographie dans le Marais.



« Croco », lithographie par Gilles Alland.

Peut-être le patronyme Woolworth a-t-il quelque chose à voir avec la chaîne de grands magasins américains ? Nous n'avons pas posé la question. Bordes en tout cas appartient à la famille d'éditeurs du même nom, mais surtout il est le petit-fils de Fernand Mourlot, l'imprimeur.

L'endroit où ils travaillent, d'arrache-pied, et exposent, sans relâche, la Galerie du 7 — au n° 7 de la rue Princesse — est un lieu qui respire. Ils ont aménagé cet ancien dépôt de bouquinistes il y a près de trois ans. C'est en plein quartier Latin, et beaucoup de monde s'y arrête. Pas tout à fait le public coutumier des galeries d'art, plutôt les amis et connaissances des amis, un mélange spontané de gens de théâtre, d'écrivains, de musiciens.

Le noyau dur des peintres de la maison ne comporte pas moins d'une cinquantaine de signatures. Cela va de Babou à Camacho, en passant par Mabile, Cuoco, Fauti, Sorrell, Di Rosa ou Dubuffet... Des artistes qui ont pris goût à venir là, non pour accrocher des toiles fines, mais pour fabriquer autre chose sur du papier, ou plutôt sur de la pierre.

Il suffit de pousser la porte marquée « Atelier » au fond de la salle d'exposition. Vous en apercevrez toujours un ou deux à l'œuvre der-

rière les grosses presses à bras, dans l'odeur trépassée d'encre et de trépanement mûres, cette odeur irrémédiable des imprimeries, avec, en plus, le parfum du calcaire que l'on prépare à l'acide après l'avoir soigneusement grainé. « Une bonne pierre matrice peut servir toute une vie de lithographe », dit Michael Woolworth. Il montre des dizaines d'autres « plaques », épaisses de près de 10 centimètres, découpées dans la pierre de Bavière, et quelques rectangles exceptionnellement grands retrouvés dans les caves du musée des arts africains et océaniques à la porte Dorée. Il y reste encore quelques plans de la ville de Saigon en 1891... « On les effaçait. On peut effacer des centaines de fois, on ne ponce jamais qu'une très très fine pellicule de pierre », dit Woolworth ; et il explique les encrages successifs, la transparence des encres et leurs couvrances, le tirage des épreuves d'essai, le nombre de couleurs utilisées, etc.

Les formats ont chacun un nom, le format raisin, le format fémur, encore colombien, et celui du grand sigle... On s'arrête devant un format « en train » où Jean-Michel Maurice a tracé des feuillages, des bandes, posé la couleur d'une première étape. Il exposera à la rentrée, mais chez Artcurial. « Une sorte de coproduction », dit Frank Bordes. Nous ne fonctionnons pas comme des éditeurs normaux ni comme des fournisseurs de services seulement.

Les peintres ont l'habitude de travailler en solitaire dans leur atelier, et, pour la lithographie, ils ont besoin de nous, d'une équipe. Cela donne un boulot avec intensité continue. On devient un peu des journaliers. Comme disait Miro.

Un bloc sensible

Des jardiniers ou des artisans, Bordes et Woolworth ont la patience. Avec des inflexions de voix identiques, ils avouent même avoir pris « un peu de précipitation » : quatre expositions en cinq mois, deux livres sortis il y a quelques semaines, illustrés par Jean-Paul Chambaz. L'un écrit par le peintre lui-même : *Retour d'Égypte*, un carnet de voyages, l'autre *Winterreise* (Voyage d'hiver) où chaque estampe, un double de poèmes en prose d'après à Michel Deutsch, l'Autriche, en un mot, destinée à

être presque tremblante, dite au mot de silence fragile. Chambaz qui, déjà, a fabriqué dans l'atelier Bordes *Mon Opéra*, a travaillé ici au « noir ». Au « noir » aussi sont ses portraits actuellement exposés : les têtes de Debussy, Mozart, Ravel, Berlioz, Trakl, Hemingway et surtout Malcolm Lowry.

Imprimer. Impression. Empreindre... comment la pierre devient bloc sensible.

Ici pas de double numérotage ni de répétition à l'impression. Les deux compères militent pour l'estampe, même si le monde des bibliophiles

s'est essouffé, si les circuits se sont empoisonnés, ils s'efforcent de proposer au prix de 4 500 francs un coffret-bonheur en grand-père Fernand Mourlot : sublime rassemblement d'estampes signées, entre autres, par Picasso, Miro, Chagall, et accompagnées d'autant de lettres de ceux-ci à l'imprimeur qui font leur ami. Mourlot a ajouté ses petits commentaires. Drôle, ce Mourlot qui, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, apprécie visiblement l'entreprise de ses petits-fils jusqu'à faire partie des fidèles de l'atelier où il prépare un autre bel objet consacré à Bordes.

Sans chercher à excuser le côté « luxe d'un autre temps » de leur production, Bordes et Woolworth estiment qu'un public est à créer, font confiance au succès actuel des bibliothèques de prêt et aux bibliothèques régionales qui, pour la somme de 300 francs, prêtent pour deux mois une image encadrée... Enfin l'atelier propose quelque chose de plus abordable, une revue intitulée *Cargo*. Existait déjà trois de ses cahiers de seize pages en bon papier chiffré (vieux d'Arches). Revue, ce n'est pas le mot : il vaucit, moult d'un libellot, si joli et de tirage si limité qu'un numéro est déjà épuisé. Silbermann a copié son *Cargo* comme un livre ouvert : « Oh la mer entre... »

Celui de Gilles Alland ressemble au parcours d'un crocodile. Enfin Machefer, imaginant des ombres d'œil sur le plat ou saupoudrant ses rêves de paillettes bleues électriques, livre des coiffures jaunes-orangées aux similes grisonnés.

Ces peintres également écrivains, même s'ils vont souvent en bateau ou promettent seulement des notes avant le travail. Rien ne ressemble plus à une page d'écriture aux crayons de couleur qu'une litho amoncellement, amoncellement composé sur la pierre.

MATHELDE LA BARDONNIE.

En VO: OLYMPIC BALZAC - LOGOS - MOVIES HALLS

STREAMERS

UN NOUVEAU FILM DE

ROBERT ALTMAN

PRIX COLLECTIF D'INTERPRÉTATION MASCULINE VENISE 83

RENCONTRE AVEC DOMINIQUE DE MÉNIL

Dans les jardins de Houston

DOMINIQUE DE MÉNIL, une des héritières de la famille Schumacher, une dame à cheveux blancs, petite, fine, faiblement fragile, grande classe, cinq enfants, a tendance à minimiser cette œuvre de grand mécène dans la tradition humaniste qu'elle a entreprise avec son mari Jean de Ménil, et qu'elle poursuit depuis la mort de celui-ci en 1973.

Tout dans sa vie, dit-elle, s'est fait « peu à peu », a été dû à des rencontres, à des circonstances, presque à des accidents dont les conséquences ont été souvent heureuses.

Tout, c'est-à-dire beaucoup de choses : la collection d'art ancien et contemporain commencée en 1930, devenue une des plus grandes collections privées du monde, qui sera bientôt installée dans un musée construit par Renzo Piano à Houston, où les Ménil se sont fixés en 1941 ; la création d'un département d'art et d'histoire de l'art dans une petite université catholique, un autre à la Rice University assurant d'un musée, d'une bibliothèque, d'un media center ; la construction de la chapelle Rothko, ouverte à toutes les religions et aux non-croyants (inaugurée en 1971) ; un haut lieu de spiritualité, de méditation, où sont organisés chaque année des colloques confirmant la vocation ecclésiastique de la chapelle près de laquelle, sur un bassin, flotte l'obélisque tronqué de Barnett Newman dédié à Martin Luther King. Des dons nombreux, au Musée des beaux-arts de Houston, au Musée national d'art moderne, à Paris, des aides et des coups de pouce discrets pour des achats, notamment à la Bibliothèque nationale.

Nous avons rencontré Dominique de Ménil à Paris, chez sa sœur et son beau-frère, Sylvie et Eric Boissonnas, amateurs d'art, mécènes eux aussi - comme tous les membres de la famille, créateurs de l'histoire, la création de sports d'hiver construits par Marcel Breuer.

Comment est née la collection ?

DOMINIQUE DE MÉNIL - L'idée de départ, c'était vraiment d'avoir quelques peintures sur les murs, comme ma sœur et mon beau-frère. C'est peu à peu que j'ai été amenée à acheter davantage, un peu systématiquement. Ce sont les nécessités d'un enseignement de l'histoire de l'art auquel je me suis intéressée à Houston.

Vous avez reçu une formation d'historienne de l'art ?

D. de M. - Pas du tout.

Sylvie Boissonnas. - Tes études supérieures sont scientifiques.

D. de M. - Enfin vaguement, vaguement. Non, au départ, je n'ai aucune base d'histoire de l'art, si ce n'est ce qu'on grapple petit à petit quand on est un peu plus adulte. Si vous voulez, ce sont les circonstances qui m'ont toujours poussée. Vous savez, je n'ai pas tellement d'idées préconçues. Les gens me de-

mandent : qu'aviez-vous en tête quand vous avez fait ça, quand vous avez fait ça ? Non, on n'avait pas grand-chose en tête... C'est comme un jardinier. Je trouve dans le jardinage beaucoup de comparaisons pour tout ce que j'ai fait : il y a des choses qui poussent et des choses qui ne poussent pas. Voilà. La collection a poussé.

Evidemment il y avait un goût à la base, et puis cette personnalité de premier plan (tout dans ma vie est dû à des rencontres et à des personnes) : une femme que nous avons attirée à Houston pour prendre en main un tout petit musée d'art contemporain. Elle s'appelait (elle est morte) Jermayne MacAgay. Elle y a organisé des expositions prestigieuses. Prestigieuses non par le prix ou l'importance des objets qu'elle apportait, car c'était fait avec de petits moyens, mais par la science et le goût avec lesquels elle avait les présentés. Avec elle nous avons fondé un département d'histoire de l'art à l'université catholique de Saint-

Thomé. Et c'est ce petit département et son enseignement qui m'ont poussée à acheter un peu plus systématiquement. Elle m'a dit tout de suite : on ne peut pas imaginer vraiment l'art avec simplement des livres et des dispositifs. Il faut pouvoir toucher les objets, avoir de vrais tableaux devant les yeux.

Vous êtes la première génération à avoir entrepris une collection ? Y avait-il un héritage artistique dans la famille ?

D. de M. - Notre grand-mère avait beaucoup de goût ; elle s'intéressait déjà à l'art. Il y a toujours eu des livres d'art chez elle. Et notre mère avait un don certain, un œil, un véritable plaisir pour l'art. Mais ce goût avait toujours été refoulé, parce que, voyez-vous, mon père...

S. B. - C'était la position de la femme, Dominique, surtout pour notre grand-mère. Mais pour notre mère aussi. Notre grand-mère avait acheté des Gainsbourg si...

D. de M. - Ce n'est pas seulement la position de la femme. C'était celle des familles : bourgeoises très éduquées, et très... Non, on dépensait, on avait une belle argentière, on avait ce qu'il fallait, on vivait très très convenablement, mais on avait trop extravagant, frivole, trop somptueux, d'acheter de l'art.

S. B. - Mais notre grand-mère, elle, ça lui était complètement égal ce décor, cette argentière. Elle n'avait pas les préjugés bourgeois. Dans son cas, c'est parce qu'elle n'a pas osé passer outre à son mari. Et c'est la même chose pour notre mère, qui n'a pas osé, ou voulu, ou qui a été trop amoureuse, et n'aurait pas eu de réel plaisir du moment que notre père ne s'associait pas à cette idée.

Ce goût de l'art vient donc des femmes dans la famille ?

D. de M. - Oui, plutôt.

Notre mari était amateur d'art ?

D. de M. - Mon mari a toujours été passionné d'art. Cela faisait partie de son tempérament. Il aimait la vie, le bon vin, il aimait les tableaux, il aimait la musique. Jean aimait tout ce qui était beau, merveilleux. Il y avait chez lui une nature très généreuse. Alors moi, dès que j'ai été un peu libérée de mes complexes, par le Père Couturier (1), un dominicain... C'est lui qui m'a libérée de mes complexes et m'a fait presque un devoir d'acheter de la peinture.

S. B. - Tu inculquais notre mère, du reste, qui s'en était plainte à lui...

D. de M. - Elle disait : « Mais mon Père, ils n'auront plus que des croûtes de pain à manger ! ». Et très dignement le Père Couturier répon-

dait : « Madame, il vaut mieux ne manger que des croûtes de pain, mais avoir de la bonne peinture sur ses murs... » C'est absolument authentique. A cette école... et comme au fond je suis collectionneuse dans l'âme, bien que je m'en sois défendue pendant très longtemps... Enfin, je collectionnais les coquillages, les timbres-poste, les boîtes d'allumettes, les images, les bons points. J'aimais collectionner, plus que mes autres, encore plus.

S. B. - Moi, je ne suis pas collectionneuse.

Vous n'êtes pas collectionneuse ?

S. B. - Je ne crois pas. Enfin, c'est peut-être après l'influence de mon mari, qui a beaucoup de goût certain. Avec la gravure, ça va vite. J'ai eu la chance de vivre à une époque merveilleuse où on pouvait encore acheter pour rien une gravure sur la III^e Avenue à New-York. Pour 20 dollars on avait quelque chose, et pour 35 on pouvait trouver un Goya. Alors, évidemment, j'en ai profité. A ces prix-là, on achète facilement dix-douze gravures comme un rien.

Dans quelles directions avez-vous développé la collection ?

D. de M. - Elle s'est développée tout de suite. Que voulez-vous, quand on est un peu peintre... Nous avons été amis de Max Ernst, de Victor Brauner. Victor Brauner était un homme d'une grande intelligence, d'une grande sensibilité. J'aimais ses couleurs qui étaient des couleurs folles. On lui achetait chaque année un tableau. Ça l'aidait à vivre et c'était un plaisir. Beaucoup de fois des fortunes, que nous n'avions pas. On achetait ce qui était de son temps, et qui était là, qui ne demandait qu'à trouver preneur.

La collection comporte maintenant un fort noyau surréaliste.

D. de M. - Une des raisons pour lesquelles j'ai acheté beaucoup de surréalistes, c'est qu'à l'époque, en Amérique, ça ne valait presque rien. Personne n'achetait Max Ernst. Il était plus ou moins boudé par les musées, par les collectionneurs. Pour acheter par exemple de la peinture au sixième siècle, il aurait fallu des fortunes, que nous n'avions pas. On achetait ce qui était de son temps, et qui était là, qui ne demandait qu'à trouver preneur.

C'est un parti pris dans l'exposition ?

D. de M. - Non, il n'y a pas de parti pris. Deux ou trois fois je me suis laissée aller à faire des rapprochements de cet ordre, mais pas de façon systématique. En gros, pour ne pas créer de confusion, et parce que c'est intéressant de voir ce qui se faisait à telle époque, on a gardé le schéma chronologique, ce qui se faisait dans les années 40, 50, 60, à la fois en Amérique et en France. On a fait des confrontations d'Américains et de Français pour plusieurs époques.

Vous avez initié l'exposition « La rime et la raison » ?

D. de M. - Ça m'est venu comme ça. Je cherchais un titre. Il vient, bien sûr, de « sans rime ni raison » mais là, au contraire, c'est avec rime et avec raison. Rime, si vous voulez, c'est faire chanter les choses. La raison, c'est que l'exposition est malgré tout assez structurée. Il y a une raison pour que les choses se trouvent là où elles se trouvent. En même temps elles seront un peu décalées. Un peu comme un grand couturier présente sa collection. Tout est impeccable, et c'est à ce moment qu'un Charles James chiffonne ou décoiffe ses mannequins un petit peu. C'est ce dernier coup de pince qui fait que ce n'est pas raisonnable, que ça aura du charme. C'est ça la rime, ce qui n'obéit pas à la raison ; ce qui échappe. Il y a deux aspects : le raisonnable et l'aspect un peu fou-fou, le poétique.

Est-ce que cela peut illustrer toute l'histoire de votre collection ?

D. de M. - Non, je ne pense pas. Cela donne une indication. A la fois on a suivi des lignes très précises et en même temps on s'est laissé aller à la joie de mettre certaines choses, parce qu'on avait envie de les mettre, simplement parce que ça chantait. Il ne faut pas chercher au-delà d'un titre amusant, qui finalement correspond bien à deux tendances qui coexistent.

Avez-vous mis dans l'exposition toutes les pièces que vous souhaitez mettre ?

D. de M. - On n'a pas eu tout à fait assez de place. Max Ernst et Magritte sont très resserrés. Je n'ai pu montrer les Magritte comme je l'aurais voulu, j'ai dû en supprimer. Mais c'est déjà prodigieux d'avoir eu ces trois étages du Grand Palais.

C'est vous qui avez fait le choix définitif ?

D. de M. - Nous l'avons fait ensemble, avec Walter Hopps (3). Il y a certaines pièces qu'il a pensé à mettre et auxquelles, moi, je n'aurais pas pensé.

Par exemple ?

D. de M. - Par exemple un artiste texan, mort maintenant, qui était assez schizophrène et qui gagnait sa vie en pêchant la crevette. En même temps, il avait correspondu avec Meyer Schapiro. Le tableau exposé s'appelle *Bodies of two little dead children*. C'est très doux, petits bâtons courbés, mais il y a quelque chose de poétique, quelque chose de mystérieux. Je n'aurais pas eu l'audace de le mettre, et je suis heureuse qu'il y ait passé.

Le Treasure House

Y a-t-il une œuvre dans vos collections que vous ne puissiez jamais, à laquelle vous êtes attaché au point de ne pouvoir vous en séparer même momentanément ?

D. de M. - Non. Il n'y a rien que je ne puisse prêter. Du point de vue affectif, il y a des choses auxquelles je tiens énormément, et je prendrais toujours les plus grandes précautions pour être sûre qu'il ne leur arrive rien. Mais vous savez, on n'attend pas soixante-quinze ans sans penser qu'on va se désaisir de tout, sans prendre certaine distance. On est toujours attaché à ce que l'on aime, ne pense pas et qu'elle puisse continuer de vivre sa vie. Et puis, d'une certaine manière, j'ai de tels trésors que je ne peux pas vivre avec. En même temps, je suis comme ma sœur et mon beau-frère, j'aime que les choses soient montrées. J'aimais avoir des choses autour de moi, mais peu. Je serai très très heureuse quand le musée sera construit (4) de réarranger ma vie avec des objets pas très nets.

L'ensemble de la collection doit être regroupé dans le musée ?

D. de M. - Oui, tout, et ce qui doit encore venir, mais je compte bien tout de même de mon vivant garder quelques tableaux aux murs de ma maison. Le principe du musée, est très simple et, je crois, nouveau. Je trouve qu'on montre toujours trop de choses. Dans les musées, les gens se fatiguent et ne voient plus rien. Et puis, on ne laisse jamais assez de place aux œuvres. Pour qu'un tableau puisse être vu comme il doit être vu, il lui faut parfois beaucoup d'espace. Je crois qu'il faut faire l'effort de montrer très bien, mais peu à la fois.

Ce qu'on ne montre pas doit quand même rester visible pour les savants, les spécialistes, les étudiants. On le verra sur les murs, mais à un second étage que j'appelle le *Treasure House*, c'est-à-dire les réserves. C'est là que les objets sont comprimés, comme dans un épicerie où vous mettez tout serré, et que les tableaux seront accrochés comme dans les salons d'autrefois, ces salons de curiosités où les amateurs mettaient tout depuis le bas, jointifs. Cela prend très peu de place.

J'ai fait des essais en accrochant tous mes Max Ernst. Enorme avantage : si quelque un veut voir les Max Ernst, on n'aura jamais à chercher dans les réserves. Autre avantage, ou délice : vous regardez, et vous faites vos petites expositions ; vous jouez avec vos tableaux comme un peintre joue avec ses couleurs sur une palette. Quand à l'exposition, vous la changez tous les mois, tous les trois mois ou tous les six mois. On ne va pas se créer des règles à l'avance.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRETHERETTE.

(1) Le Père Marie-Alain Couturier (1897-1954), peintre et animateur de la revue *L'Art sacré*, a milité pour l'introduction de l'art contemporain dans les édifices religieux, à l'église du plateau d'Assy, à Audincourt, à Ronchamp. Un livre qui sort le 13 avril réunit ses notes et textes écrits pendant les quinze dernières années de sa vie.

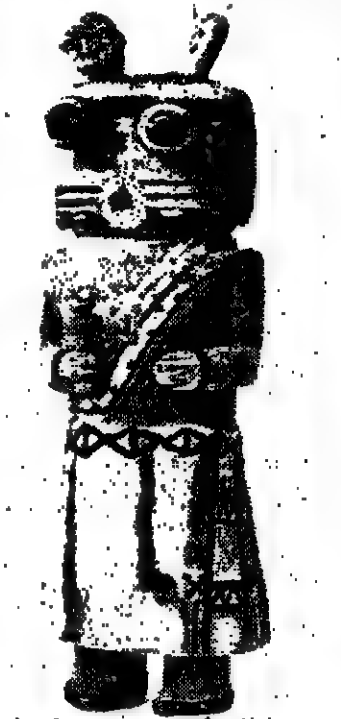
(2) *The Image of the Black in Western Art*, par William Morrow. Deux volumes parus aux éditions de la Ménil Foundation.

(3) Directeur de la Ménil Collection à Houston.

(4) Le musée construit à Houston par les architectes Renzo Piano et Fitzgerald sera inauguré en 1985.



« Séparation d'Éros » (1947) par Victor Brauner.



« People » par Charles James.

MARGHERITA PATRIZIA - GEORGE V - H.C. CRISTIANE - BENJITZ - GAIUMONT MICHÉLIN
U.G.C. OPÉRA - MAYEVELLE - LUMIÈRE - MONTMARTRE PATRIZIA - BERTAGNE
U.G.C. DANTON - FORUM HALLES - MISTRAL - GAIUMONT CONVENTION
H.C. ANNE DE LYON - 3 MURAT - LES BAGES - 3 SECRETAN
GAIUMONT GAIUMONTA - FAUVETTE

ANGELIER - Tricycle ASSIÈRES - Gaiumont OUEST BOULOGNE - Dany BOUSBY-ST-ANTOINE
Globe COLOMBES - Gaiumont EVRY - 4 Temps LA DÉFENSE - Rex PORRY
Régispière VITRY - 3 Vincennes VELIZY PARLY 2 - Calypso VRY-CHATELON
Rex SAVIGNY - Les BAGESUX - ARISTARQUE - BARCELLES - Carrefour PANITIN
Aval MARNE-LA-VALLÉE - AVAL VILLENEUVE-ST-GEORGES - Agel BOBBY
4 Parry SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS - Jacques Privat EPENAY

ALDO MACCIONE

avec PATRICK SCHULMANN et WOLINSKI

ALDO et Junior.

Un film de PATRICK SCHULMANN d'après WOLINSKI

Scénario, adaptation et dialogues de WOLINSKI et PATRICK SCHULMANN
avec ANDREA FERRELLA - LAURE BREGON - JACQUES BELLUCCI - JACQUES BELLUCCI - JACQUES BELLUCCI
avec la participation de PASCAL BASTIEN et avec la participation de PHILIPPE CASTELLU et CATHERINE LACHEN
Musique PATRICK SCHULMANN - Chœurs de l'OPERA DE PARIS - Chœurs de l'OPERA DE PARIS
Direction de Production PIERRE SAINT-GERMAIN
Sous-direction de Production ALAIN - 111 rue de Valenciennes

SELECTION

CINÉMA

«Streamers» de Robert Altman

Treize ans après *Mash*, c'est la même histoire mais elle n'est plus drôle du tout. Voici une chambre de jeunes soldats qui attendent d'être envoyés au Vietnam. Un huis clos où l'angoisse s'échappe.

ET AUSSI : *Le Juge*, de Philippe Lefebvre (la police, la justice et la drogue). *William Burroughs*, de Howard Brookner (portrait du poète en prophète). *Big Sur*, de Georges Rouquier (un séjour par l'avenue). *L'Indivisible*, de Peter Yates (la gloire du théâtre). *Peppermint Frisco*, de Mervyn S.W. Rosenbaum (Allemagne 45-50, une petite fille regardée). *Vent de sable*, de Mohamed Lakdar Hamina (épisode de la condition féminine).

THÉÂTRE

«A cinquante ans...» à Aubervilliers

A cinquante ans elle découvre la mer, de Denise Chalem. Une

filie se souvient de sa mère, de ce lien fait d'exaspérations, d'attente et d'amour. Gabriel Carran reprend à Aubervilliers cette histoire éternelle.

ET AUSSI : *Cinna et la Mort de Sénèque* à la Comédie-Française (l'art du baroque par Jean-Marie Villégier). *La Monnaie et le Héros* à Chaillot (le regard russe d'Antoine Vitez). *Cyrano de Bergerac* à Mogador (représentation de service). *Shakespeare au Théâtre du Soleil* (avant Los Angeles et Avignon). *Gertrude morte* (est après-midi aux Déchargeurs (est souvenir de la grande Steins).

MUSIQUE

Rencontres à Arc-et-Senans

Le pili est pris : dans les admirables salons de Ledoux à Arc-et-Senans (Jura), des instrumentistes de tous les pays se réunissent pendant dix jours (du 12 au 22 avril). Et les amateurs peuvent déchiffrer avec un maître «animateur», un musicien de profonde culture, François Michel.

Au rendez-vous de cette année : L. Arditi, S. Casseu, le Quatuor

Talich, F. Cambréling, C. Cantin, M. Bourque, A. Plans, le Trio «le Cercle». L'Orchestre de France-Comté, et «l'inventeur» de ces rencontres, le pianiste Cyril Hervé (Centre musical de France-Comté, BP 50, 39110 Salins-les-Bains; tél. (84) 73-21-24 ou FNAC-Voyages, (1) 274-36-72).

Quelques événements à ne pas manquer : les Tréteaux de Maître Pierre, un spectacle Cervantès-Falla, par l'Atelier lyrique de Tourcoing (Dancing du Frayssy, boulevard Dumas, à Tourcoing, du 13 au 24 avril; tél. (20) 26-66-03); à l'YCACM, Répertoire de Roulez (le 16, à 18 h 30); une soirée Poulenc-Coccart, avec le concert de la Société, le Stabat Mater et la Vierge (Pleyel, le 16); à la Pléiade-Opéra, *Flower* de Naudin dans les deux profondeurs de la musique française au 19^e siècle (au face du 188, quai de Jemmapes, Paris, du 17 au 29 avril; tél. 245-18-20).

ET AUSSI : Mahler par l'Orchestre de Paris : *Première et Dixième Symphonies* (adagio), dir. A. Fischer (Pleyel, les 11 et 12); et *Sinfonia*, dir. G. Bertini (Pleyel, les 18 et 19); Exposition acoustique Pierre Henry (Noroit, 6, rue des Capucins, Arras, les 13, 14, 27, 28); l'Ho-

lienne à Alger, mise en scène de Ken Russell avec Paolo Bonolis (Gare, les 17, 19, 21, 24, 26, 30 avril).

DANSE

Sankai Juku au Théâtre de la Ville

Dans son nouveau spectacle *Jonon shô*, Amaguchi, un des maîtres actuels du ballet, propose à ses danseurs de recréer et de traduire les images mentales associées par le thème de la chaleur, sur des sonorités du percussionniste Satô.

Le Ballet de l'Opéra au Théâtre des Champs-Élysées

Programme patchwork avec des œuvres classiques *Les Deux Femmes de Lancelotti* et *Le Nocturne*, *Divertimento* de 15 de Mozart (Balanchine) et des œuvres contemporaines d'Andy Degroot et Rudi van Dantzig.

ET AUSSI : Douglas Dunn à Pont-A-Mousson, *The Secret of*

the Waterfall, 4 avril). Karine Saporta à Beaubourg (la jeune danse au féminin), Mamiu au Théâtre de la Ville (Pérolus au music-hall). Festival Dance Connection à la Forge (Cie Anne Delicieux, 12-13 avril; Ika Doube, 14 et 15 avril; Pichaya et Vassandj, danse indoue, 16-17 avril).

EXPOSITIONS

Friedrich et Altdorfer au Centre du Marais

Au côté de Caspar David Friedrich, le Centre culturel du Marais présente Altdorfer et le réalisme fantastique dans l'art allemand, à travers plus de deux cents gravures et une cinquantaine de dessins prêts à paraître par la Bibliothèque nationale et par les musées allemands. Les tableaux d'Altdorfer qui ne quittent pas les musées d'outre-Rhin, sont évoqués par des reproductions photographiques grandeur nature.

Dessins florentins et romains à l'Institut néerlandais

Pour célébrer dignement le centenaire de la naissance du grand collectionneur Fris Luyt (1884-1970), l'Institut néerlandais (dont il est le fondateur) propose un choix de plus de cent soixante dessins de grands maîtres florentins et romains, mais aussi des écoles de Sienne et d'Umbrie, du XV^e au XVIII^e siècle. Parmi ces dessins, qui sont exposés dans des cadres anciens également acquis par le célèbre amateur d'art, citons des études de draperies de Léonard de Vinci et de Lorenzo di Credi, les têtes à la pierre noire d'Andrea del Sarto, une étude pour une descente de croix de Signorelli, des feuilles de Raphaël, Filippo Lippi, Fra Bartolomeo, de Federico Barroci, des frères Zuccaro.

ET AUSSI : Karl Hubbuch, Galerie Finkler, Lapicque, Galerie Trigano, Jean Dubuffet à Amiens. *Écritures dans la peinture* au nouveau Centre national d'art contemporain (ville Arson) de Nice. *L'Art espagnol actuel* au Palais des arts de Toulouse.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-12). Informations téléphoniques : 277-12-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sans, et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre la dimanche.

MINAM

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h; samedi, à 11 h, entrée au musée (projet de stage); lundi et mardi, 17 h, galerie contemporaine.

PIERRE BONNARD, Jusqu'au 21 mai

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1859-1959, Jusqu'au 21 mai.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE, De Bakst à Matisse, Jusqu'au 30 juillet

CCJ

IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE, Jusqu'au 22 mai.

TEXTILE DU NORD : Couleur et Industrie - CULTURE TECHNIQUE EN NORD-PAS-DE-CALAIS, Jusqu'au 31 avril

TEXTILE : Créer avec l'Industrie, Jusqu'au 31 mai

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION, Jusqu'au 23 avril

CPJ

CARNAVALS ET FÊTES D'HIVER, Jusqu'au 23 avril.

THÉÂTRES D'AFRIQUE NOIRE, Jusqu'au 31 mai

THÈME ILLUSTRÉ, Philippe Darvès, Bibliothèque des enfants, Place, Jusqu'au 16 avril

ILLES FLOTTANTES, Un parcours à travers les œuvres de Boris Tzou, Atelier des enfants, De 14 h à 18 h, Jusqu'au 30 mai

REPORTAGE DU NORD, L'actualité sur les images de la World Press Photo/Agence Sipa (Afghanistan, Iran, Liban, Nigeria), Jusqu'au 7 mai

Musées

UN NOUVEAU MONDE : Chefs-d'œuvre de la peinture néerlandaise, 1760-1910, Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10), Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F; le samedi : 12 F (gratuite le 30 avril). Jusqu'au 11 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-MARC, de Venise, Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F; le samedi : 12 F (gratuite le 30 avril). Jusqu'au 16 septembre.

HALLS ET MARCHÉS D'ILE-DE-FRANCE, Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F; le samedi : 12 F (gratuite le 30 avril). Jusqu'au 16 septembre.

JACQUES-HENRI LARTIGUE, Pages d'album, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (236-37-11), Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

PEINTURES RÉCENTES KIMURA, 10 avril - 12 mai 1984

ART YOMURI, 5, quai Conti, Paris (01) 326-15-35

GALERIE JEANNE CASTEL, Marie-José LEFORT

TOUBEAU, Dessins et Peintures, 8 Mars - 11 Mai

3, rue du Cirque 75008 Paris 359-71-24

LA GALERIE, 67, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris - Tél. : 633-34-14

Sculptures VIMENET Dessins, Du mardi au samedi, 15 h à 19 h

67, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris - Tél. : 633-34-14

Galerie YVINE-CINQUOT, 101, boulevard Saint-Henri 01 - 269-28-46

André VERGER, Gouaches, peintures, Jusqu'au 28 avril

LES TROIS NOLL, Galerie Muséale, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80), Jusqu'au 5 mai

COLLAGES 1940-1980, Œuvres de Cahn, Coppi, Duvall, Le Breton, Orlitz et Shuman, Galerie Jacques, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

9 ARTISTES ITALIENS DANS 9 ÉCRITS DE FRANCE LA STRADA OCULTA, Galerie Pierre Lescot, 153, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

PIERRE SECKEL, Le chapeau de pierre, Galerie G. Loubet, 2, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

VERONIQUE WIRBEL, Galerie des Femmes, 74, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

JOHN DEMOS, COSTES ANTONIADIS, Jean Jurek, photographes grecs, Galerie La Chambre claire, 14, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

VOLTI-BARON-RENOUARD, Un souvenir, un portrait, Hall Mercadier, 115, avenue de Champs-Élysées (242-24-04), Jusqu'au 6 juin

GEORG BASZILITZ, Œuvres 1944-1962, Galerie Gilles-Louis-Salomon, 24, rue de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

PIERRE METTENOURT, Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

ANDRÉ BORDE, Peintures, Galerie Soane de Paris, 17, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

VECTOR BURGIN, Galerie Lissone et Michel Durand-Dessert, 3, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

SAMUEL BURL, Galerie Jean Brinon, 23-25, rue de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

CAMEL, Vidéo - Vidéo, Galerie M. Gail, 22, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

LUCIANE CASTELLI, New Palace, Galerie Pierre Lescot, 153, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

MARIE CHAMANT, O pèti ! O grand ! Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

CHAMBRAS, Peintures, Galerie Krieff, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

HONORÉ DAUMIER, 1860-1879, Sculptures, des arts, photographes grecs, Galerie La Chambre claire, 14, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BORENT, Hansen, Peintures, L'Œil de Borent, 50, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BARRE HASTINGS, Peintures, Galerie Breteau, 70, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

FRANZ-GREGOR HILFNER, Archives, Galerie la Robinson, 54, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

OLEG HUBERICH, Peintures, sculptures, des arts, photographes grecs, Galerie Krieff, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BORENT, Hansen, Peintures, L'Œil de Borent, 50, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

KIMURA, Œuvres récentes, Art Yomuri, 5, quai Conti, Paris (01) 326-15-35

J.-F. LACALMONTIE, Galerie Gabrielle Mauduit, 1, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

LAPOQUE, Dessins, Galerie P. Tripp, 10, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

ACHILLE PEREL, Peintures, sculptures, des arts, photographes grecs, Galerie Krieff, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

L.-F. POTVIN, Galerie Charles Chevalier, 27, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

MAURICE ROCHER, Femmes et enfants, Galerie de la Ville

Centres culturels

JEAN COCTEAU et les arts plastiques, Pavillon des arts, 101, rue de Valenciennes (274-17-11), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 juin.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du VI^e au XVI^e siècle, Bibliothèque nationale, 55, rue de Valenciennes (261-54-10), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 juin.

JEAN-LUC TARTARIN, Galerie de photographie de la Ville de Paris (voir ci-dessus), 4, rue de Valenciennes, de 15 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

BAUHAUS ET PHOTOGRAPHIE, 1928-1938, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 17, rue de Valenciennes (274-17-11), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 mai.

RITZI ET PETER JACOB, Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus), 4, rue de Valenciennes, de 15 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 juin.

ATELIERS 84, ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus), 4, rue de Valenciennes, de 15 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 juin.

LE JARDIN MUSICAL, Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 17, rue de Valenciennes (274-17-11), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

LA LITTÉRATURE EN COULEURS, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 17, rue de Valenciennes (274-17-11), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM, CRISTEAUX ROMAINS, Jusqu'à fin octobre. - NOUVELLES ACQUISITIONS - CONTINGENTS - REGARDS SUR L'ART, Jusqu'au 29 avril. Palais de Tokyo, avenue de Président-Wilson (273-36-33), Sauf mardi, de 9 h à 19 h; mercredi, de 9 h à 19 h; jeudi, de 9 h à 19 h; vendredi, de 9 h à 19 h; samedi, de 9 h à 19 h; dimanche, de 9 h à 19 h. Jusqu'au 30 mai.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-1908, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Valenciennes (260-32-14), Sauf mardi, de 12 h à 18 h; mercredi, de 12 h à 18 h; jeudi, de 12 h à 18 h; vendredi, de 12 h à 18 h; samedi, de 12 h à 18 h; dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 juin.

CENDRE ET ALCOOLS, Combien publicitaires de la collection Rodière, Musée de la publicité (voir ci-dessus), Jusqu'au 30 avril.

BASTIEN DU MUSÉE CARNAVALE, Musée Carnavales, 23, rue de Valenciennes (272-21-13), Sauf mardi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 10 h à 18 h; jeudi, de 10 h à 18 h; vendredi, de 10 h à 18 h; samedi, de 10 h à 18 h; dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

CAMILLE CLAUDEL, 1864-1943, Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-10-34), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 8 F. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PALA, Prix Bourdelle 1983, Musée Bourdelle, 16, rue de Valenciennes (548-67-27), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 mai.

JEAN MESSAGIER, Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au fin décembre.

MONTMARTRE, Des origines à nos jours, Musée de Montmartre, 12, rue de Valenciennes (406-61-11), De 14 h 30 à 17 h 30; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au fin décembre.

TENDANCES A NEW-YORK, Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-95-00), Sauf mardi, de 11 h à 18 h; mercredi, de 11 h à 18 h; jeudi, de 11 h à 18 h; vendredi, de 11 h à 18 h; samedi, de 11 h à 18 h; dimanche, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 juin.

GALERIE YVINE-CINQUOT, 101, boulevard Saint-Henri 01 - 269-28-46

André VERGER, Gouaches, peintures, Jusqu'au 28 avril

LES TROIS NOLL, Galerie Muséale, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80), Jusqu'au 5 mai

COLLAGES 1940-1980, Œuvres de Cahn, Coppi, Duvall, Le Breton, Orlitz et Shuman, Galerie Jacques, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

9 ARTISTES ITALIENS DANS 9 ÉCRITS DE FRANCE LA STRADA OCULTA, Galerie Pierre Lescot, 153, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

PIERRE SECKEL, Le chapeau de pierre, Galerie G. Loubet, 2, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

VERONIQUE WIRBEL, Galerie des Femmes, 74, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

JOHN DEMOS, COSTES ANTONIADIS, Jean Jurek, photographes grecs, Galerie La Chambre claire, 14, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

VOLTI-BARON-RENOUARD, Un souvenir, un portrait, Hall Mercadier, 115, avenue de Champs-Élysées (242-24-04), Jusqu'au 6 juin

GEORG BASZILITZ, Œuvres 1944-1962, Galerie Gilles-Louis-Salomon, 24, rue de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

PIERRE METTENOURT, Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

ANDRÉ BORDE, Peintures, Galerie Soane de Paris, 17, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

VECTOR BURGIN, Galerie Lissone et Michel Durand-Dessert, 3, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

SAMUEL BURL, Galerie Jean Brinon, 23-25, rue de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

CAMEL, Vidéo - Vidéo, Galerie M. Gail, 22, rue de Valenciennes (271-20-30), Jusqu'au 25 avril

LUCIANE CASTELLI, New Palace, Galerie Pierre Lescot, 153, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

MARIE CHAMANT, O pèti ! O grand ! Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard de Valenciennes (274-17-11), Jusqu'au 25 avril

CHAMBRAS, Peintures, Galerie Krieff, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

HONORÉ DAUMIER, 1860-1879, Sculptures, des arts, photographes grecs, Galerie La Chambre claire, 14, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BORENT, Hansen, Peintures, L'Œil de Borent, 50, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BARRE HASTINGS, Peintures, Galerie Breteau, 70, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

FRANZ-GREGOR HILFNER, Archives, Galerie la Robinson, 54, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

OLEG HUBERICH, Peintures, sculptures, des arts, photographes grecs, Galerie Krieff, 35, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

BORENT, Hansen, Peintures, L'Œil de Borent, 50, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

KIMURA, Œuvres récentes, Art Yomuri, 5, quai Conti, Paris (01) 326-15-35

J.-F. LACALMONTIE, Galerie Gabrielle Mauduit, 1, rue de Valenciennes (206-51-25), Jusqu'au 21 avril

ET DES SPECTACLES

• LE MONDE - Jeudi 12 avril 1984 - Page 19

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 11 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série: Dantes**.
21 h 25 **L'histoire à la une**: 30^e anniversaire de la mort du général MacArthur.
Documentaire et témoignages relatifs au général MacArthur et la guerre du Pacifique. Cette émission sera suivie d'un débat animé par Michel Cardon, avec notre collaborateur Michel Tatu, R. Guillaud, P.-M. de la Gorce, A. Joux, S. Hoffmann, sur l'armement atomique.
22 h 55 **Balle de match**.
23 h 25 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Série: Dantes**.
21 h 25 **L'histoire à la une**: 30^e anniversaire de la mort du général MacArthur.
Documentaire et témoignages relatifs au général MacArthur et la guerre du Pacifique. Cette émission sera suivie d'un débat animé par Michel Cardon, avec notre collaborateur Michel Tatu, R. Guillaud, P.-M. de la Gorce, A. Joux, S. Hoffmann, sur l'armement atomique.
22 h 55 **Balle de match**.
23 h 25 **Journal**.

20 h 35 **Téléfilm**: Les cinq dernières minutes.
Dessin animé, réal. J.-L. Millaud.
A la suite d'un meurtre, le commissaire Cabrol découvre un milieu qu'il ne connaît pas (celui des truands) et des assassinats inattendus.

22 h 10 Magazine médical: la greffe, le greffon, les greffés.

Réal. D. Thibault. La greffe de moelle osseuse. Pour évoquer les problèmes posés par la greffe d'organes, deux exemples ont été choisis: la greffe de moelle et la transplantation rénale.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Ring-parade**, Cadences 3.
Autour de Mireille Mathieu, Roland Magdane, Richard Berry.
22 h **Journal**.
22 h 20 **Téléfilm**: Le Goutmardi.
De C.A. Arnaut, réal. J.-C. Charney, avec D. Laboriez. Dans la banlieue d'Orléans, une mère de famille tombe en panne devant une galerie de tableaux, gagne 20 000 francs à la loterie, recommence à vivre. La famille frétille de joie.
23 h **Prélude à la nuit**.
Série française en six épisodes de J.-L. Lully, interprétée par l'orchestre de Chambre Jean-François Paillard.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 **L'histoire de France en B.D.**.
17 h 11 **Dessin animé**: Soie et Sébastien.
17 h 40 **Huckleberry Finn** et Tom Sawyer.
18 h 5 **Faust**: La portance de pain.
18 h 30 **Vie régionale**.
18 h 55 **Atout Pic**.
19 h **Journal**.
19 h 35 **Faust**: Le trésor des Hollandais.
19 h 50 **Dessin animé**: Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h **Les enjeux internationaux**, par T. Garcin.
20 h 30 **La belle œuvre**: Tannhäuser, de Wagner (acte II): deux caractères masculins, Wolfram et Tannhäuser.
22 h 30 **Nuits magiques**: qui vous parle d'amour?

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées): « Cinq pièces en style populaire pour violoncelle et piano »; « Fantaisies pour violoncelle et piano »; « Sonate pour violon et piano »; « Tylo pour piano, violon et violoncelle », de Schumann, par M. Arguch, piano, G. Krumpholtz, violon, et M. Maizky, violoncelle.
23 h **Les sélections de France-Musique**.

Jeudi 12 avril

11 h 20 **TF 1 Vision plus**.
11 h 30 **Avant-première**.
12 h **Le rendez-vous d'Annie**.
12 h 30 **Appartez**.
12 h 45 **Journal**.
13 h 45 **Objectif succès**.
14 h 15 **Série: L'incroyable Hulk**.
14 h 45 **Les choses du jeudi** (à 15 h 55).
15 h 30 **Quarté en direct d'Australie**.
16 h 45 **Croquis-vacances**.
17 h 25 **Le village dans les nuages**.
17 h 45 **Série: Arnold et Willy**.
18 h 15 **Pressé-dépressé**.
18 h 25 **Clap-jockey**.
18 h 30 **Jour J**.
18 h 35 **Émissions régionales**.
19 h 40 **Les petits déjeunés**.
20 h 35 **Série: Marie Perle**.
De P. Andrieux, réal. C. Boissol, avec D. Brion. Knappling d'un bébé déposé dans une voiture. Qui sont les parents? L'auteur de cet événement serait un trafiquant de drogues. Marie Perle enquête.
21 h 30 **Bonjour**.
22 h 25 **Les jeunes loups du cinéma français**.
Avec Gérard Lamy (qui raconte Coluche), Bernard Giraudet, Richard Berry.
23 h 20 **Journal**.
23 h 35 **Avant-première**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 **Antipode**.
12 h **Journal** (à 12 h 45).
12 h 10 **Jour: L'Académie des neufs**.
13 h 35 **Faust**: La vie des autres.
13 h 50 **Aujourd'hui la vie**.
14 h 55 **Cinéma: Horizons en flammes**.
Film américain d'E. Bellamy (1977), avec E. Bergagne, V. Miles, Edouard Asta (Rediffusion).
Deux policiers cherchent à rétablir en mettant le feu à une exploitation forestière: l'incendie d'été, un petit village et des vies humaines. Suspense artificiel, réalisation médiocre.
16 h 30 **Magazine: Un temps pour tout**.
17 h 45 **Régis A2**.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 50 **Jour: Des chiffres et des lettres**.
19 h 10 **D'aujourd'hui, pas d'aujourd'hui (INC)**.
19 h 15 **Émissions régionales**.
19 h 40 **Le théâtre de Bourville**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Série: Le sang du Parrain**.
De P. Ford Coppola. Avec R. de Niro, M. Brando. *Troisième épisode: La carrière de Don Vito est à son apogée. Son fils se marie, ce qui donne l'occasion à celui-ci d'expliquer son rôle de "parrain" et de faire admettre sa puissance.*
21 h 35 **Magazine: Musique au cœur**.
Faustino Perrelli.
22 h 45 **Journal**.
23 h 35 **Spécial Coupes d'Europe de football**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h **Télévision régionale**.
17 h 35 **Dessin animé**: l'inspecteur Gadget.
20 h 5 **Les jadis**.
20 h 35 **Cinéma** après visa.

La Terre de nos ancêtres.
Film finlandais de R. Møllerberg (1973-1974), avec M. Väänänen, N. Jousi-Aho (v.o. sous-titré).
En 1948, la population d'un village de Laplande méridionale est réduite de moitié, une existence marquée par la violence, des mœurs brutales. La fille d'un bûcheron s'oppose à son père, qui a accepté la loi du plus fort, et se marie avec un jeune homme venu du sud.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 **L'histoire de France en B.D.**.
17 h 10 **A l'assaut de la Gascogne**.
17 h 20 **L'annuaire de Jules Roy**.
17 h 30 **A bout de souffle**.
18 h 10 **Faust**: Dynastie.
18 h 35 **Atout Pic**.
18 h 55 **Information**.
19 h 35 **Faust**: Le trésor des Hollandais.
19 h 50 **Dessin animé**: Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h **Les chemins de la connaissance**.
20 h 35 **Matinée de la littérature**.
18 h 30 **Le cri du homard** (André Rollin).
19 h 50 **La musique moderne dans l'Empire ottoman**.
12 h 5 **Agenda**.
12 h 45 **Panorama**.
13 h 30 **Son**.
13 h 45 **Peintures et sculptures**.
14 h 15 **Un livre, des voix: la Grande de Pierre Moussier**.
14 h 55 **Les maîtres de la musique de chambre**.
16 h 35 **Méridionale**.
18 h 30 **Faust**: Algérie.
19 h 25 **Jazz à l'ancienne**.
19 h 35 **Les progrès de la biologie et de la médecine**.
20 h **Les enjeux internationaux**, par T. Garcin.
20 h 30 **Portrait d'un jeune homme**, de J. Gabriel.
22 h 30 **Nuits magiques**: qui vous parle d'amour?

FRANCE-MUSIQUE

2 h **Les maîtres de France-Musique**: les autres Américains, œuvres de Gershwin, Charvet, Ravel, Villa-Lobos.
7 h 15 **Actualité du disque**.
9 h **S. L'œuvre en collaboration, émission pour les enfants**.
9 h 20 **L'atelier de musique**: Hans Hotter, où il est question de l'interprétation des Lieder de Strauss.
12 h 35 **Concert**: œuvres de Gounod, de Lassus, Byrd, Geminus, Volonté, Caldara, par les Chœurs Rimbaut.
13 h 45 **Opérette magazine**: œuvres de Rossini, Kalman.
14 h **Repères contemporains**: José Evangelista.
15 h **Musiciens à l'étranger**: les concerts de la « Sérénade » d'œuvre de Milland, Albin, Stravinski, Messiaen.
18 h 5 **L'opéra**.
19 h **Le sang du Parrain**.
20 h **Concert international de guitare**.
20 h 30 **Concert** (donné le 2 juin 1983 au Grand Théâtre de Genève): Jules César, opéra en trois actes de G.F. Händel, par l'Orchestre de la Suisse romande et les Chœurs du Grand Théâtre, dir. C. Mackerras.
23 h **Les sélections de France-Musique**.

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (H. sp.): Denfert, 14 (321-41-01).
GOLDFINGER (A. v.a.): Kialta, 19 (607-87-61).
HAUTE SOCIÉTÉ (A. v.a.): Panchon, 5 (354-15-04).
L'HOMME QUI VOULUT ÊTRE ROI (A. v.a.): Espace Cathé, 14 (227-95-94).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.a.): Gasson-Hall, 17 (297-49-70); Ambassade, 9 (359-19-08); Parmentier, 14 (325-83-11).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr. H. sp.): Boite à films, 17 (622-44-21); Kialta, 19 (607-87-61).
JÉSUS DE NAZARÈTH (Fr. v.a.): Grand Palais, 15 (354-46-65).
JE NE SUIS PAS UN ANGE (A. v.a.): Action Christine, 6 (325-47-46).
JEUNE ET INNOCENT (A. v.a.): Forum Orion Express, 17 (233-62-20); Germal Studio, 5 (633-62-20); George V, 9 (562-41-46); Parmentier, 14 (325-83-11); - (v.a.): Lumière, 9 (246-49-07).
LA LUNA (Fr. v.a.): Saint-Lambert, 15 (533-91-68).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.a.): Boite à films (H. sp.), 17 (622-44-21).
LA MALLE DE SINGAPOUR (A. v.a.): Hanoïville, 6 (633-79-38).
LE MAINTIEN (Fr. v.a.): Reflet Quatre-Latin, 5 (326-84-65).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.a.): Rex, 2 (236-83-93); UGC Odéon, 6 (325-71-08); UGC Montparnasse, 6 (344-14-27); UGC Bourse, 9 (325-51-71); UGC Boulevard, 9 (246-66-44); UGC Gobelins, 13 (326-66-44); Miroir, 14 (326-66-43); UGC Convention, 15 (326-20-60); Miroir, 14 (651-99-75); Napoléon, 17 (755-63-42); Palais Cléby, 18 (322-46-01).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.): Capri, 2 (359-11-09).
MONIKA (Suéd. v.a.): Reflet Quatre-Latin, 5 (326-84-65).
LA NUIT (Fr. v.a.): Reflet Quatre-Latin, 5 (326-84-65); 14 Juillet Parmentier, 14 (325-83-11); Olympia Balcon, 9 (561-10-60).
LE NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE (A. v.a.): Napoléon, 17 (755-63-42).
ONIRAMA (Jap.): Timpéria, 3 (272-84-56).
ORFÈVE NEGRO (Fr.): Grand Palais, 15 (354-46-65).
PAIN ET CHOCOLAT (Fr. v.a.): Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).
LA PASSION (Fr. v.a.): Jeanne d'Arc (Dess. v.a.): Timpéria, 3 (272-84-56).
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).
SHUNN (A. v.a.): - (v.a.): Opéra Night, 2 (296-62-36).
LA STRADA (Fr. v.a.): Champ, 5 (354-46-65).
SUKSES VOICES (A. v.a.): Forum, 17 (297-49-70); Ciné Boulevard, 5 (271-52-35); Saint-Michel, 5 (325-79-17); Parmentier Odéon, 6 (325-51-71); Miroir-Carol, 9 (359-19-08); Parmentier City, 9 (562-41-46); Action Lafayette, 9 (378-80-50); - (v.a.): Parmentier Opéra, 9 (742-56-31); Parmentier Bastille, 12 (222-78-17); Parmentier Cléby, 13 (326-66-43); - (v.a.): Parmentier Montparnasse, 14 (325-90-10); V.F. Convention Saint-Charles, 15 (379-23-00); Palais Cléby, 18 (322-46-01).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.a.): Ciné 13 Première, 18 (259-62-75).
TO BE OR NOT TO BE (Lubinski) (A. v.a.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-16).

UNE FEMME DISPARAIT (A. v.a.): Quintette, 5 (633-79-38); UGC Montparnasse, 6 (325-71-08); Parmentier, 14 (325-83-11).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (Fr. v.a.): Reflet Quatre-Latin, 5 (326-84-65).
Les festivals
FESTIVAL H. BOGART (v.a.): Action 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1^{er} mai, 2^e mai, 3^e mai, 4^e mai, 5^e mai, 6^e mai, 7^e mai, 8^e mai, 9^e mai, 10^e mai, 11^e mai, 12^e mai, 13^e mai, 14^e mai, 15^e mai, 16^e mai, 17^e mai, 18^e mai, 19^e mai, 20^e mai, 21^e mai, 22^e mai, 23^e mai, 24^e mai, 25^e mai, 26^e mai, 27^e mai, 28^e mai, 29^e mai, 30^e mai, 31^e mai, 1^{er} juin, 2^e juin, 3^e juin, 4^e juin, 5^e juin, 6^e juin, 7^e juin, 8^e juin, 9^e juin, 10^e juin, 11^e juin, 12^e juin, 13^e juin, 14^e juin, 15^e juin, 16^e juin, 17^e juin, 18^e juin, 19^e juin, 20^e juin, 21^e juin, 22^e juin, 23^e juin, 24^e juin, 25^e juin, 26^e juin, 27^e juin, 28^e juin, 29^e juin, 30^e juin, 1^{er} juillet, 2^e juillet, 3^e juillet, 4^e juillet, 5^e juillet, 6^e juillet, 7^e juillet, 8^e juillet, 9^e juillet, 10^e juillet, 11^e juillet, 12^e juillet, 13^e juillet, 14^e juillet, 15^e juillet, 16^e juillet, 17^e juillet, 18^e juillet, 19^e juillet, 20^e juillet, 21^e juillet, 22^e juillet, 23^e juillet, 24^e juillet, 25^e juillet, 26^e juillet, 27^e juillet, 28^e juillet, 29^e juillet, 30^e juillet, 31^e juillet, 1^{er} août, 2^e août, 3^e août, 4^e août, 5^e août, 6^e août, 7^e août, 8^e août, 9^e août, 10^e août, 11^e août, 12^e août, 13^e août, 14^e août, 15^e août, 16^e août, 17^e août, 18^e août, 19^e août, 20^e août, 21^e août, 22^e août, 23^e août, 24^e août, 25^e août, 26^e août, 27^e août, 28^e août, 29^e août, 30^e août, 31^e août, 1^{er} septembre, 2^e septembre, 3^e septembre, 4^e septembre, 5^e septembre, 6^e septembre, 7^e septembre, 8^e septembre, 9^e septembre, 10^e septembre, 11^e septembre, 12^e septembre, 13^e septembre, 14^e septembre, 15^e septembre, 16^e septembre, 17^e septembre, 18^e septembre, 19^e septembre, 20^e septembre, 21^e septembre, 22^e septembre, 23^e septembre, 24^e septembre, 25^e septembre, 26^e septembre, 27^e septembre, 28^e septembre, 29^e septembre, 30^e septembre, 1^{er} octobre, 2^e octobre, 3^e octobre, 4^e octobre, 5^e octobre, 6^e octobre, 7^e octobre, 8^e octobre, 9^e octobre, 10^e octobre, 11^e octobre, 12^e octobre, 13^e octobre, 14^e octobre, 15^e octobre, 16^e octobre, 17^e octobre, 18^e octobre, 19^e octobre, 20^e octobre, 21^e octobre, 22^e octobre, 23^e octobre, 24^e octobre, 25^e octobre, 26^e octobre, 27^e octobre, 28^e octobre, 29^e octobre, 30^e octobre, 31^e octobre, 1^{er} novembre, 2^e novembre, 3^e novembre, 4^e novembre, 5^e novembre, 6^e novembre, 7^e novembre, 8^e novembre, 9^e novembre, 10^e novembre, 11^e novembre, 12^e novembre, 13^e novembre, 14^e novembre, 15^e novembre, 16^e novembre, 17^e novembre, 18^e novembre, 19^e novembre, 20^e novembre, 21^e novembre, 22^e novembre, 23^e novembre, 24^e novembre, 25^e novembre, 26^e novembre, 27^e novembre, 28^e novembre, 29^e novembre, 30^e novembre, 1^{er} décembre, 2^e décembre, 3^e décembre, 4^e décembre, 5^e décembre, 6^e décembre, 7^e décembre, 8^e décembre, 9^e décembre, 10^e décembre, 11^e décembre, 12^e décembre, 13^e décembre, 14^e décembre, 15^e décembre, 16^e décembre, 17^e décembre, 18^e décembre, 19^e décembre, 20^e décembre, 21^e décembre, 22^e décembre, 23^e décembre, 24^e décembre, 25^e décembre, 26^e décembre, 27^e décembre, 28^e décembre, 29^e décembre, 30^e décembre, 31^e décembre, 1^{er} janvier, 2^e janvier, 3^e janvier, 4^e janvier, 5^e janvier, 6^e janvier, 7^e janvier, 8^e janvier, 9^e janvier, 10^e janvier, 11^e janvier, 12^e janvier, 13^e janvier, 14^e janvier, 15^e janvier, 16^e janvier, 17^e janvier, 18^e janvier, 19^e janvier, 20^e janvier, 21^e janvier, 22^e janvier, 23^e janvier, 24^e janvier, 25^e janvier, 26^e janvier, 27^e janvier, 28^e janvier, 29^e janvier, 30^e janvier, 31^e janvier, 1^{er} février, 2^e février, 3^e février, 4^e février, 5^e février, 6^e février, 7^e février, 8^e février, 9^e février, 10^e février, 11^e février, 12^e février, 13^e février, 14^e février, 15^e février, 16^e février, 17^e février, 18^e février, 19^e février, 20^e février, 21^e février, 22^e février, 23^e février, 24^e février, 25^e février, 26^e février, 27^e février, 28^e février, 1^{er} mars, 2^e mars, 3^e mars, 4^e mars, 5^e mars, 6^e mars, 7^e mars, 8^e mars, 9^e mars, 10^e mars, 11^e mars, 12^e mars, 13^e mars, 14^e mars, 15^e mars, 16^e mars, 17^e mars, 18^e mars, 19^e mars, 20^e mars, 21^e mars, 22^e mars, 23^e mars, 24^e mars, 25^e mars, 26^e mars, 27^e mars, 28^e mars, 29^e mars, 30^e mars, 31^e mars, 1^{er} avril, 2^e avril, 3^e avril, 4^e avril, 5^e avril, 6^e avril, 7^e avril, 8^e avril, 9^e avril, 10^e avril, 11^e avril, 12^e avril, 13^e avril, 14^e avril, 15^e avril, 16^e avril, 17^e avril, 18^e avril, 19^e avril, 20^e avril, 21^e avril, 22^e avril, 23^e avril, 24^e avril, 25^e avril, 26^e avril, 27^e avril, 28^e avril, 29^e avril, 30^e avril, 1^{er} mai, 2^e mai, 3^e mai, 4^e mai, 5^e mai, 6^e mai, 7^e mai, 8^e mai, 9^e mai, 10^e mai, 11^e mai, 12^e mai, 13^e mai, 14^e mai, 15^e mai, 16^e mai, 17^e mai, 18^e mai, 19^e mai, 20^e mai, 21^e mai, 22^e mai, 23^e mai, 24^e mai, 25^e mai, 26^e mai, 27^e mai, 28^e mai, 29^e mai, 30^e mai, 31^e mai, 1^{er} juin, 2^e juin, 3^e juin, 4^e juin, 5^e juin, 6^e juin, 7^e juin, 8^e juin, 9^e juin, 10^e juin, 11^e juin, 12^e juin, 13^e juin, 14^e juin, 15^e juin, 16^e juin, 17^e juin, 18^e juin, 19^e juin, 20^e juin, 21^e juin, 22^e juin, 23^e juin, 24^e juin, 25^e juin, 26^e juin, 27^e juin, 28^e juin, 29^e juin, 30^e juin, 1^{er} juillet, 2^e juillet, 3^e juillet, 4^e juillet, 5^e juillet, 6^e juillet, 7^e juillet, 8^e juillet, 9^e juillet, 10^e juillet, 11^e juillet, 12^e juillet, 13^e juillet, 14^e juillet, 15^e juillet, 16^e juillet, 17^e juillet, 18^e juillet, 19^e juillet, 20^e juillet, 21^e juillet, 22^e juillet, 23^e juillet, 24^e juillet, 25^e juillet, 26^e juillet, 27^e juillet, 28^e juillet, 29^e juillet, 30^e juillet, 31^e juillet, 1^{er} août, 2^e août, 3^e août, 4^e août, 5^e août, 6^e août, 7^e août, 8^e août, 9^e août, 10^e août, 11^e août, 12^e août, 13^e août, 14^e août, 15^e août, 16^e août, 17^e août, 18^e août, 19^e août, 20^e août, 21^e août, 22^e août, 23^e août, 24^e août, 25^e août, 26^e août, 27^e août, 28^e août, 29^e août, 30^e août, 31^e août, 1^{er} septembre, 2^e septembre, 3^e septembre, 4^e septembre, 5^e septembre, 6^e septembre, 7^e septembre, 8^e septembre, 9^e septembre, 10^e septembre, 11^e septembre, 12^e septembre, 13^e septembre, 14^e septembre, 15^e septembre, 16^e septembre, 17^e septembre, 18^e septembre, 19^e septembre, 20^e septembre, 21^e septembre, 22^e septembre, 23^e septembre, 24^e septembre, 25^e septembre, 26^e septembre, 27^e septembre, 28^e septembre, 29^e septembre, 30^e septembre, 1^{er} octobre, 2^e octobre, 3^e octobre, 4^e octobre, 5^e octobre, 6^e octobre, 7^e octobre, 8^e octobre, 9^e octobre, 10^e octobre, 11^e octobre, 12^e octobre, 13^e octobre, 14^e octobre, 15^e octobre, 16^e octobre, 17^e

COMMUNICATION

Le « feu vert » donné pour la publicité place les radios locales privées devant un choix délicat

Une semaine, jour pour jour, après les déclarations du président de la République, désormais favorable à l'introduction de la publicité sur les radios locales privées, voilà les principales organisations représentatives du mouvement repues, ce mercredi 11 avril, au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication pour lui faire part de leurs suggestions. Cette rencontre est la première d'une série de consultations

Une bombe. Oui, une bombe. Et, ce soir-là, c'était le 4 avril - sur la plupart des « radios libres » de France, le sacro-saint principe de hiérarchie de l'information connaît quelques entorses : cubistes, la Lorraine et sa crise, le redéploiement industriel et le ministre Fabius, le voyage à Moscou et l'Europe agricole.

Une information, une seule, lancée avec un naturel désarmant par le président de la République, comme s'il convenait d'une évidence, s'imposait décidément comme l'événement du jour et appelait commentaires, réactions et débats : la publicité allait être autorisée. Après tout, certaines radios n'avaient-elles pas luté ou attendu près de trois ans pour entendre enfin cette phrase-là ?

Sollicitations nombreuses

Alors, la fièvre monte, d'autant plus vite d'ailleurs que personne vraiment, - même les mieux préparés - n'avait prévu, si proche, ce revirement soudain... « Réunions au sommet » à l'intérieur des agences de publicité et des journaux régionaux, convocations extraordinaires des conseils d'administration de très nombreuses stations, changements inopinés d'ordre du jour pour diverses raisons... un ballet étonnant se mit en mouvement, servi par une multitude de chaises-croisés téléphoniques entre radios sans doute, mais aussi et surtout entre publicitaires, régies et annonceurs, sou-

haités par M. Filloux, qui vient de mettre en route une véritable machine visant à assainir - et « le plus vite possible » selon le vœu de M. Mitterrand - la situation des radios libres. Le sujet a donc été inscrit, précipitamment, à l'ordre du jour de la commission Galabert du jeudi 12 avril ; de même qu'il sera discuté, le même jour, lors de la séance plénière de la Fédération nationale de la presse française ; et étudié minutieusement à la fois par la Haute Autorité et par le CNCA (Conseil national de la communication audiovisuelle), auquel le gouvernement a demandé un rapport sur le sujet. Le texte de loi, c'est sûr, sera proposé aux députés lors de cette session de printemps. Un conseil interministériel sur ce point devrait avoir lieu aux alentours de 19 avril, le conseil des ministres du 25 avril pouvant être le bon...

« le jour d'après », de faire déjà des offres sélectionnées ou de conclure très vite des accords en suspens. « Notre téléphone fume depuis mercredi soir », plaisantait mardi le responsable de NRJ, l'une des stations parisiennes les plus courtisées par les publicitaires.

Sollicitations nombreuses également pour quelques parisiennes que d'anciens amis ont classés dans un quart à l'ordre incertain ; sollicitations, encore pour quelques provinciales (notamment à Bordeaux, Marseille, Nantes et Lyon), des petits commerçants brusquement enhardis, s'informant des « tarifs » aux grandes surfaces habituées déjà aux usages en cours.

Sans parler du remue-ménage de tous ceux qui, intéressés à un titre ou à un autre, suivent jour après jour l'évolution du dossier : fédérations de radios et syndicats professionnels, agences de programmation ou bien commanditaires, instituteurs de sondages, maisons de disques et SACEM, Radio France, inquisite, qui saisi l'occasion pour rappeler à la tutelle ses trop faibles moyens... et les périphériques, apparemment serotins.

Où, une vague d'optimisme a semblé déferler, et les réactions, dans l'ensemble, ont été favorables, chacun considérant l'ouverture à la publicité comme un acte « raisonnable », au pire un mal « nécessaire ». Le seul moyen en tout cas susceptible d'assainir la situation, en faisant regagner au droit le terrain perdu par les faits ; le seul capable de dégager des ressources suffisantes pour créer prochainement plusieurs milliers

d'emplois : dans les radios, devenues entreprises, et dans tout le secteur de la « péri-radiophonie », le seul enfin qui, ouvrant la bande FM aux annonceurs locaux qui manquaient de supports, puisse impulser une dynamique réelle au sein des régions. « Car il va bel et bien y avoir une extension du marché publicitaire », estime Henri de Bodinat, directeur de l'agence Dupuy-Compton. « Le gisement va s'agrandir comme ce fut le cas lors de l'apparition de la publicité télévisée. Les radios FM offrent enfin à de petits annonceurs un champ d'action privilégié, de même qu'elles permettent à d'autres d'atteindre des cibles précises, mais corrélatives jusqu'alors par les autres médias : les quinze-vingt-cinq ans, par exemple, ou les personnes âgées... »

Même écho chez Philippe Michel, de l'agence CLM, qui souligne le retard important de la France en matière d'investissements publicitaires, par rapport aux autres pays. « En Italie, dit-il, le volume de la publicité augmente de plus de 25 % par an, depuis l'explosion des télévisions privées. L'ouverture annoncée par M. Mitterrand pourrait provoquer une formidable stimulation économique... »

Un énorme marché potentiel

Sans doute. Une étude confidentielle, réalisée par des annonceurs, ne mise-t-elle pas en effet sur l'apparition d'un important marché publicitaire pour les radios locales privées, estimé entre 400 et

500 millions de francs par an, soit presque l'équivalent de la moitié des investissements publicitaires actuels sur la radio ?

La presse écrite et les stations périphériques ne peuvent prendre ces chiffres à la légère, même si l'on compte davantage sur une extension du marché que sur un transfert des investissements d'un type de support à un autre. Restent les « radios libres » qui, si l'on en croit la même étude, ne seraient bientôt plus qu'une centaine (cent trente maximum) à se partager le total de cette somme. Un bémol pessimiste à la réforme en cours, qui laisse présager faillites, défections, et explique le désarroi de nombreux responsables de radios, placés devant le choix du statut de leur station.

Comment trancher d'ailleurs, sans connaître les nouvelles dispositions de la loi ? Sans avoir une idée des contraintes imposées concernant la nature, le volume, la collocation de la publicité ? En ignorant tout des pratiques des régies et des contraintes d'achat ? Comment choisir, si l'on opte pour la voie PME, entre la SARL, la SA, la SCOP, le GIE, ou autres formes ? Comment répartir son capital ? Et quel des mariages de raison, possiblement conclus entre une radio prêtant aujourd'hui la voie associative et une ou plusieurs autres radios, choisissant le statut PME ? Si l'on en juge par la dysharmonie des regroupements parisiens, que de raptures fumeuses se préparent en coulisse !

Qui dit PME implique aussi salaires, charges sociales, devoirs...

et pesanteurs. Qui dit publicité exige aussi sondages, et indices d'écoute. Une demande impérieuse des annonceurs qui pressent le Centre d'études des supports de publicité (CESP) de mettre au point un système de mesures fiables et contrôlables, et d'accepter les adhésions des radios locales qui le solliciteraient.

« En fait, raconte-t-il y a quelques jours M. Bernard Miyet, président de la SOFRAD, si l'on veut un conseil à donner aux radios, ce serait : restez donc associatives... » Quel étrange propos, qui revient à nier aux « radios libres » la possibilité de se constituer en véritables entreprises de communication ! Sans doute sera-t-il difficile pour chacune d'entre elles de sauvegarder sa complète indépendance, comme il sera difficile aux annonceurs de se passer des intermédiaires de type indépendance FM ou réseaux divers capables de les mettre en contact avec les radios. Mais ne peut-on compter sur la loi ? Entre ceux qui s'effraient d'une « dérégulation » et exigent une très stricte réglementation et ceux qui ont une confiance aveugle en la loi du marché, il existe, à n'en pas douter, une autre possibilité. Pour être appliquée, la loi doit être légère et réaliste. Elle ne doit pas pour autant négliger des principes souverains : transparence absolue (statut, capital, tarifs...), et reconnaissance juridique, à l'intérieur de chaque station, de la notion d'« équipe rédactionnelle » ou d'« animation », garantie essentielle à l'autonomie des radios.

ANNICK COJEAN

Devant la commission spéciale du Sénat sur la presse

M. LEROY (PCF) ESTIME QUE LE PROJET GOUVERNEMENTAL N'ASSURE PAS LE DÉVELOPPEMENT DU PLURALISME

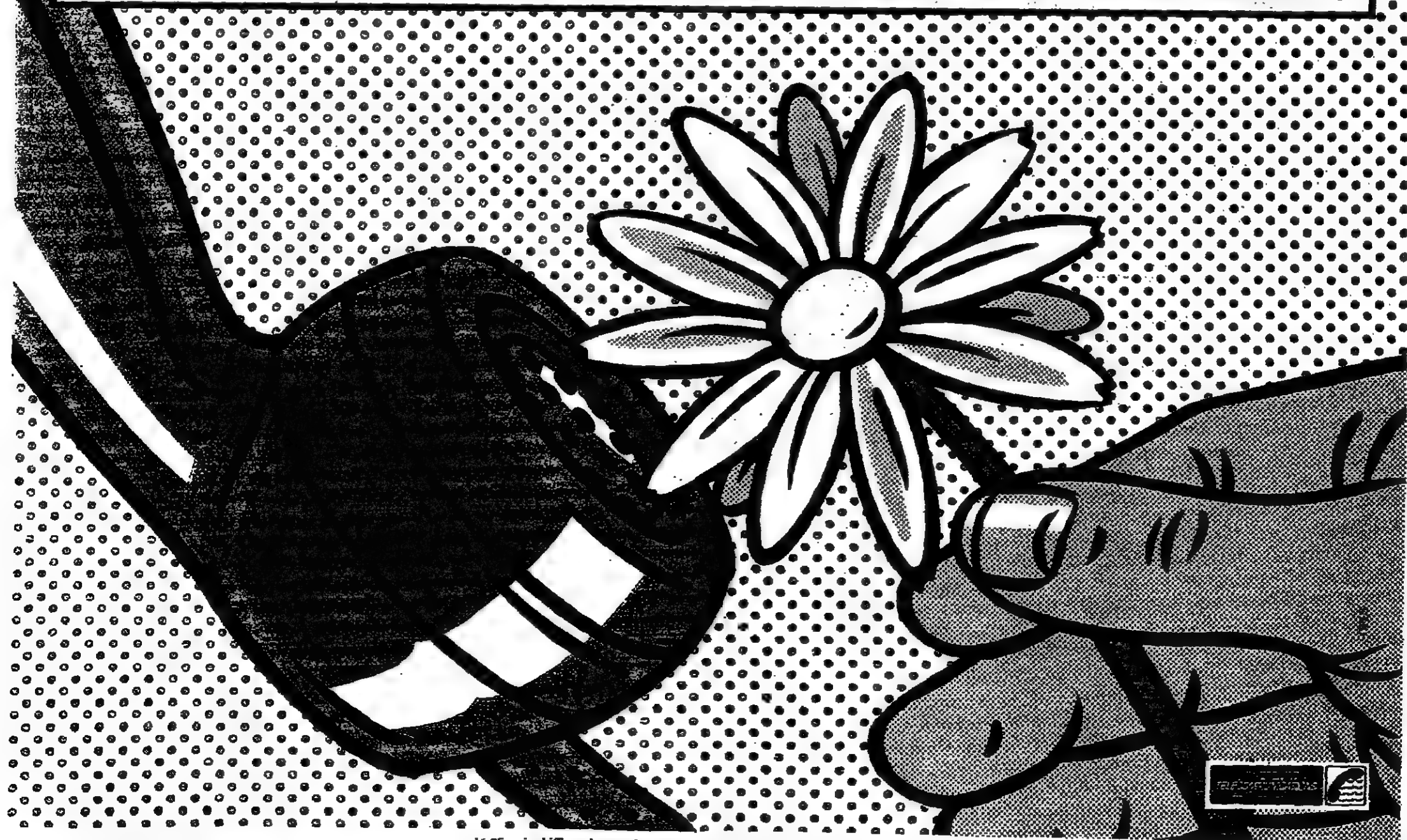
La commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet de loi sur la presse, que préside M. Charles Pasqua (RPR), et dont le rapporteur est M. Jean Cuvelier (Ga. cent.), a continué, mardi 10 avril, ses auditions. Entendu en sa qualité de président de l'UDF, M. Jean Locamet a souhaité la poursuite de l'application des principes définis dans les ordonnances de 1944, sous réserve de quelques aménagements. Après avoir critiqué le texte gouvernemental, qu'il juge inconstitutionnel, le sénateur de Seine-Maritime a assuré qu'un renforcement de la législation antitrust aurait suffi à assurer le pluralisme, et il s'est prononcé pour la pérennisation des aides financières aux entreprises de presse.

M. Roland Leroy, directeur de l'« Humanité », approuve les objectifs et les principales dispositions du projet - il juge toutefois anormal le pouvoir juridictionnel de la commission pour la transparence et le pluralisme - qui donne un coup d'arrêt aux concentrations, mais n'assure pas les moyens économiques du développement du pluralisme. Pour M. Leroy, un véritable engagement financier de l'Etat serait nécessaire, notamment en faveur de la presse à petit tirage et à faibles recettes publicitaires.

De son côté, M. Claude Puhl, président du syndicat de la presse quotidienne régionale, a déclaré que ce texte pourrait aboutir, d'ici à dix ou quinze ans, à la déposition des propriétaires de presse écrite et au transfert des entreprises à la collectivité publique. Directeur général de Sud-Ouest, M. Jean-François Lemoine a affirmé que le projet institue une discrimination non dénuée de motifs politiques. Enfin, M. François-Régis Huet, directeur général de Ouest-France, a vivement critiqué le caractère flou du projet quant aux critères définissant un journal « national ».

A. CH.

NUMÉRO VERT: LES ENTREPRISES VOUS FONT UNE FLEUR.



NUMÉRO VERT: VOUS NE PAYEZ PAS LA COMMUNICATION.

16.05 et six chiffres, c'est un Numéro Vert ! Et quand c'est un Numéro Vert, où que vous soyez en France, vous ne payez pas la communication téléphonique. L'entreprise que vous appelez vous fait une fleur et paie pour vous, quelles que soient la distance et la durée de l'appel !

Le Numéro Vert, c'est le numéro-cadeau, le numéro-dialogue, le numéro-privilege des entreprises qui ont envie de se rapprocher de vous, de faire plus pour vous. Alors, préférez les Numéros Verts ! Et où que vous soyez composez

toujours le 16.05. Vous êtes une entreprise ? Et vous n'avez pas encore de Numéro Vert ? Pour vous renseigner, appelez le 16.05.00.00.01, l'appel est gratuit, puisque c'est un Numéro Vert, celui des Télécommunications.

NUMÉRO VERT
APPEL GRATUIT

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune Ingénieur

... pour la recherche et développement...

CEGOS

... services scientifiques et techniques...

FRANÇOIS LEBEVRE

... juriste...

INGENIEURS LOGICIEL

... agence de presse...

MONTEUR/CARTEUR ELECTRONIQUE

... établissement public du parc de La Villette...

DES DESIGNERS

... des assistants designers...

مكتبة الأمل

Le Monde

économie

LES CONSÉQUENCES DES RESTRUCTURATIONS

Elus et syndicalistes de Lorraine se déclarent déçus après leurs entretiens avec M. Fabius

Le pouvoir paraît peu disposé à accorder une nouvelle aide au groupe Creusot-Loire

Exonération de cotisations sociales pour les entreprises qui créent des emplois

Metz. — La rencontre entre les élus, les syndicalistes lorrains et M. Laurent Fabius, le 10 avril, à Metz, était finalement celle du « fol » espoir et se devait d'aboutir, avec le recul, à d'indivisibles déceptions. En effet, les Lorrains espéraient sans trop y croire l'annonce d'une partie de la révision du plan sidérurgique alors que le ministre du redéploiement industriel n'avait, pour toutes propositions, que des mesures d'accompagnement de ce plan. Il les a annoncées, d'ailleurs, après toutes les discussions qu'il eut au cours de cette journée-marathon : les sidérurgistes concernés par les baisses d'effectifs du plan bénéficieront tous de la convention générale de protection sociale, soit des congés de conversion.

La direction générale de SACLOR, la direction nationale des services techniques des Charbonnages de France, les services de direction de l'IRSID (Institut de la recherche sidérurgique), vont d'installer en Lorraine d'ici à un an et le développement de l'INRS (Institut national de la recherche en sécurité) se fera effectivement dans la région lorraine. En outre, les deux pôles sidérurgiques de conversion lorrains bénéficieront d'une prise en charge à cent pour cent, durant trois ans des cotisations sociales par le Fonds d'industrialisation pour toute création nouvelle d'emplois, « une mesure qui sera effective dans les deux mois », a précisé le ministre.

Pourtant, avant même le début des discussions, le ton de la journée avait été donné par M. Jean-Marie Robert, secrétaire régional de FO, qui confiait en aparté, à son arrivée : « Vu le nombre de CRS que j'ai croisés, je ne pense pas que M. Fabius vienne avec des offres concrètes ». Des CRS qui bloquaient, à l'évidence, l'ensemble des issues et des points menant à la préfecture et au conseil général de Moselle où se dérouleront les entretiens. Mais les actions et réactions sont venues de l'intérieur où, dès le début de la matinée, les innombrables observateurs présents à Metz

ont pu recueillir, au fur et à mesure, les commentaires.

Avant même la fin de la réunion du matin, les élus RPR prenaient un peu d'avance : « Nous avons décidé de quitter la salle un quart d'heure avant nos collègues, car nous savons l'essentiel : le ministre nous a confirmé que le plan sidérurgique du gouvernement était irrévocable. Les décisions intéressant la Lorraine ne seront pas révisées, il ne nous reste plus qu'à en tirer les conséquences », a déclaré M. Pierre Messmer, député et maire de Sarrebourg, avant que M. Julien Schwartz, président du conseil général de Moselle, n'ajoute : « Cette réunion n'a servi à rien, si ce n'est à essayer de faire passer la pilule aux Lorrains ».

Quittant à son tour la réunion, M. André Rossinot, député UDF et maire de Nancy, plus avancé, introduisait la notion de calendrier en précisant en premier lieu que M. Fabius avait d'ores et déjà donné rendez-vous aux élus lorrains dans les quinze jours, sans toutefois fixer de date précise. « Nous sommes actuellement engagés dans la révision de la restructuration industrielle de la Lorraine et de sa conversion. Notre combat est de faire évoluer et d'adapter le plan sidérurgique sur lequel le gouvernement campe et s'arc-boute. Je reviendrai dans quinze jours pour voir les propositions ».

Même déconvenue mesurée pour le président du comité économique et social de Lorraine, M. François Guillemin, qui prenait acte également du rendez-vous en espérant que le gouvernement permettrait d'ici là aux sidérurgistes lorrains de faire notamment la preuve de la rentabilité d'une scierie à Gondrange et d'une filière toute à base de minerai lorrain : « Il nous reste une chance avec la manifestation du 13 avril ». Ce fameux vendredi 13, qui sera ensuite évoqué en permanence par les élus de gauche, les syndicalistes et même par le président du conseil

régional de Lorraine, M. Jean-Marie Rauch (UDF), qui va faire voter une aide de la région aux syndicalistes organisant la marche sur Paris.

Absent de la réunion du matin, M. Rauch a été reçu en tête-à-tête par M. Fabius au début de l'après-midi. Le président du conseil régional a posé en préalable à toute discussion avec le gouvernement le réexamen du plan acier : « Il dessert les intérêts de la France et ne prend pas en compte les atouts de la Lorraine ».

Une position qui aurait pu être celle des élus communistes lorrains. « Cette réunion n'est qu'une étape dans la concertation et le dialogue, car le PC n'accepte pas le plan », a déclaré Mme Colette Goeuriot, députée PC de Meurthe-et-Moselle, en ajoutant que si la Lorraine était déjà déterminée le 4 avril, elle le serait encore davantage le 13.

Courage

St's ont approuvé le principe de la marche sur Paris, les élus socialistes lorrains ont reconnu le « courage » de M. Fabius, venu s'expliquer sur place. Sans aller jusqu'à se réinscrire au groupe socialiste, M. René Drouin, député de Moselle, estimait toutefois que s'il n'y avait pas eu de mesures précises annoncées, « des pistes évidentes étaient et seraient méritées d'être exploitées ».

Alors que la valve incessante des micros et des caméras allait d'un syndicaliste bédry à un autre, quelques centaines de sidérurgistes venus par car de SACLOR Gondrange se portaient, vers 16 heures, casques CGT et CFDT contre casques de CRS, sur un pont surplombant un bras de la Moselle. A quelques mètres des forces de l'ordre, des militants commençaient alors à vendre, dans le calme, des boules de soutien pour la marche sur Paris : « Pour un car de cinquante places, il faut 4 000 francs ; pour un train spécial, il faut 40 000 francs ».

Avant même d'être terminée, la journée du 10 servait de tremplin à celle du 13. Les syndicalistes confirmèrent le fait à mesure de la sortie de leurs entretiens avec M. Fabius : « La négociation ne s'est pas engagée », estimait M. Jean-Pierre Ochelet, secrétaire régional CFDT. Nous avons toutefois constaté que l'incertitude demeure sur les choix industriels, ce qui justifie le 13 avril, action à laquelle nous voulons garder un caractère syndical et lorrain ».

Poursuivre la lutte pour faire modifier le plan, continuer le combat dans l'unité syndicale et renforcer la préparation de la journée du 13, telles étaient les conclusions de M. Denis Bonaval, l'homme de la CGT, qui ajoutait : « Il faudra bien qu'on nous entende ! ».

Vers 19 heures, dans ses déclarations lapidaires, M. Fabius confirmait qu'il n'était pas venu en Lorraine pour faire des promesses. « Il y a eu trop auparavant qui ont été faites sans être tenues », mais pour dialoguer : « Nous avons échangé nos arguments. Le plan du gouvernement est un plan de modernisation, pas de liquidation de la sidérurgie. Dans cette région, des investissements considérables vont être faits en ce sens ». Après avoir annoncé les mesures sociales d'accompagnement du plan, M. Fabius quittait la préfecture de Metz après treize heures de discussions non-stop. Peu après, l'intersyndicale CFDT, CGT, FO et CGC confirmerait l'appel unanime à la manifestation du 13 avril « qui doit faire comprendre au gouvernement que l'on ne peut délibérément continuer à tromper les Lorrains ».

Après, après une discussion rapide mais animée, les membres de l'intersyndicale avaient décidé de rayer, dans leur communiqué final, ces mots : « Le ministre n'est pas venu les mains vides ». « Ne cherchons pas à faire de commentaires à l'égard », recommandaient-ils aux journalistes avant de distribuer leur document.

JEAN-LOUIS BENEI

Or le groupe est sorti, semble-t-il, de l'épure du plan de sauvetage. Le dérapage s'explique pour partie par la conjoncture de 1983, qui est restée mauvaise et pour partie également par le fait que la sortie des activités « exotiques » a été plus rapide que prévue, et ont donc nécessité des dépenses importantes, puisque le groupe les cède en payant les acquéreurs. Creusot-Loire a cédé Creusot-Loire entreprise (CLE) à Technip, et négocié pour Ercom avec l'américain Standard Heavens, et pour la maintenance de Delatour-Dovivier avec l'allemand PWT. Les fonderies Montchanin devaient, elles, être fermées. L'autre source de « dérapage », est la sidérurgie qui laisse un déficit de 50 millions environ.

Au total, Creusot-Loire enregistrera un déficit de 1,4 milliard de francs en 1983, soit quelques 300 millions de plus que prévu dans le plan. Et ce « trou » se prolongerait, voire se creuserait, les années suivantes. Le groupe pourra-t-il, dans ces conditions, effectuer l'amélioration prévue de son capital ? Et sinon, tout ne serait-il pas remis en cause ?

M. Pinea-Valencienne a donc de nouveau tiré la sonnette de l'Etat. Il lui aurait proposé un nouvel accord sur trois points :

— La reprise de la sidérurgie restante par les groupes nationalisés et Framatome qui en est le client principal.

— La renégociation du partage de Framatome avec le CEA, Creusot-Loire estimant que la structure 50/50 est difficilement gérable pour une entreprise en son collectif. On sait que Framatome a toujours fait preuve d'indépendance à l'égard de ses propriétaires.

— La transformation des prêts accordés en fonds propres.

Les pouvoirs publics n'ont pas la tâche facile. Irrités que Creusot-Loire ait « négocié sur des hypothèses mal bâties et donc les réviser quatre mois après », ils accepteraient de ne renvoyer « dans certaines conditions » que le cas de Framatome. Quant aux banques parties prenantes, elles avaient déjà peu apprécié le plan précédent. Reste que M. Pinea-Valencienne doit boucler son bilan dans de bonnes conditions pour ses actionnaires, avant la fin avril. Un nouveau compte à rebours a commencé.

ERIC LE BOUCHER

L'immobilier

appartements ventes		appartements achats		locations non meublées offres		locations ventes		Immobilier d'entreprise et commercial	
4^e arrdt HOTEL DE VILLE 327-82-40 Revisé 2 F duplex de l'ancien hôtel part. entièrement rénové. 650 000 F. Tél. 525-72-71.	16^e arrdt AUTEUIL Dans imm. pierre de taille, terrasse vend 2, 3, 4 PIÈCES et possibilité duplex, occupée. R.G.I. - 758-12-21.	JE RECHERCHE A LA DEMANDE DE CLIENTS SÉRIEUX ET SOLIDAIRES appartements et maisons bien placés dans Paris. Chaque semaine ESTIMATION GRATUITE PRIABLE A TOUTE VENUE SERGE KAYSER - 325-60-60.	Paris STUDIO A LOUER PARIS-20 ^e - Métro Gambetta de prêt à un fonctionnaire Tél. 322-59-78 (11 h à 19 h) 003-19-28 (11 h à 20 h).	Paris locations non meublées demandes Pour Cédex et mem. personnel IMP. ST AVIATION rich. APPT. MOYENS ET STAND. 2 à 8 PIÈCES, MAISON Paris et environs Tél. 504-48-21.	ÉVRY 20 ÉVRY, Quartier Résidentiel Maisons Individuelles non standing « Location, vente » Bail de 3 ans assuré d'une promesse de vente. Villes Grégoire. Maison décorée sur place. Rue du Grégoire à Evry. Serm., clim. de 11 à 13 h et de 14 h à 18 h. Lundi de 14 h à 18 h. En semaine Boutique OCL 023-32-33.	Paris STUDIO A LOUER PARIS-20 ^e - Métro Gambetta de prêt à un fonctionnaire Tél. 322-59-78 (11 h à 19 h) 003-19-28 (11 h à 20 h).	Paris locations non meublées demandes Pour Cédex et mem. personnel IMP. ST AVIATION rich. APPT. MOYENS ET STAND. 2 à 8 PIÈCES, MAISON Paris et environs Tél. 504-48-21.	Paris locations non meublées demandes Pour Cédex et mem. personnel IMP. ST AVIATION rich. APPT. MOYENS ET STAND. 2 à 8 PIÈCES, MAISON Paris et environs Tél. 504-48-21.	Paris locations non meublées demandes Pour Cédex et mem. personnel IMP. ST AVIATION rich. APPT. MOYENS ET STAND. 2 à 8 PIÈCES, MAISON Paris et environs Tél. 504-48-21.

INDUSTRIELLES

A MARSEILLE

PROJET crée un « comité »

LA PRODU

AUGMENT

PREMIER

Réussite

LA FORME LA CAUSE

LA CAUSE LA FORME

ELECTIONS EUROPEENNES

PLACE AUX JEUNES ENTREPRENEURS !



**"Ni à gauche,
ni à droite,
EN AVANT!"**

Interview exclusive
au journal «Créez!» d'avril 1984
de Gérard TOUATI
tête de liste
d'"INITIATIVE 84",
porte-parole des jeunes entrepreneurs
formant la liste
de l'espoir
et de l'anti-crise.

**UN NUMERO
A NE PAS MANQUER**

Si vous souhaitez recevoir
ce numéro, envoyez
un chèque de 30 francs
(frais de port inclus)
à «Créez!»
le magazine mensuel
du nouvel entrepreneur.
Tout sur la création,
l'innovation
et le développement des entreprises,
paraît le 10 de chaque mois.
En vente dans les kiosques
et maisons de presse ou sur abonnement.
(160 F pour 10 N°)
«Créez!» 13, rue Marcel-Sembat
13001 Marseille - Tél. (91) 08.42.84.
«Créez!» offre aussi le «Guide pratique
de la création d'entreprise 1984»
à commander par correspondance pour 40 F
(frais de port et d'emballage inclus).

Face à un monde qui s'écroule, il y a en France des hommes et des femmes qui ont choisi de donner un sens à leur destin. Ils refusent la fatalité de la crise et n'hésitent pas à prendre des risques pour bâtir l'économie de l'an 2000. Issus de tous les milieux, appartenant à toutes les régions, ils créent des richesses et de l'emploi dans tous les domaines. Ils ont besoin d'une Europe forte, unie et soudée pour construire et animer les équipes de demain. Nés après la guerre, ils représentent la première génération qui bâtira l'Europe.

Ils sont les fruits d'une société en pleine mutation et ont choisi de prendre eux-mêmes en charge notre devenir. Ils ont le courage de dire tout haut ce que nous pensons tous tout bas. Ils affirment qu'il faut remplacer l'Europe des discours et des technocrates par l'Europe de l'action et de la création. Ils soutiennent que les idéologues et les politiciens doivent céder la place aux forces vives et créatrices de la nation qui, dans leur

quotidien, trouvent les solutions aux problèmes d'aujourd'hui. Ils interviennent dans tous les secteurs culturels, économiques ou sociaux. Leur seul combat militant est celui de l'esprit d'initiative et de la liberté d'entreprendre. Ils sont jeunes et respirent l'optimisme et l'espoir. «Créez!» leur a donné la parole, donnez-leur votre voix.

Eveline MABILEAU
Présidente du Comité électoral

N'hésitez pas à soutenir leur initiative en envoyant votre carte de visite à :
"INITIATIVE 84" - L'EUROPE POUR ENTREPRENDRE
Comité électoral tête de liste - 1, bd. Dugommier 13001 Marseille - Tél. (91) 90.92.22.
Comité électoral national - 66 A, Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. (1) 562.66.00.

Un demi-échec

Les élections européennes ont été un demi-échec pour la gauche. Elle n'a pas obtenu la majorité absolue, mais elle a obtenu la majorité relative. Elle a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

La gauche a obtenu 25 sièges sur 434, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante. Elle a obtenu le soutien de 100 députés de droite, ce qui lui permet de bloquer toute décision importante.

مركزنا من الامم

ÉTRANGER

DEUXIÈME JOURNÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE EN BELGIQUE

Un demi-échec

De notre correspondant

Bruxelles. — Après la grève « semi-générale » d'il y a huit jours, ce mouvement du 10 avril a été un demi-échec. Même les sympathisants de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), qui s'était lancée seule dans cette action, admettent plus ou moins ouvertement que l'organisation ouvrière de gauche se trouve aujourd'hui assez isolée.

La semaine dernière, bon nombre de syndicalistes chrétiens s'étaient encore joints au mouvement de protestation contre le plan d'austérité du gouvernement Martens. Cette fois, au cours des manifestations de rue, on a vu très peu de drapeaux verts de la confédération chrétienne se mêler aux bannières rouges de la FGTB.

A première vue, le bilan ressemble à celui d'il y a huit jours. La vie du pays, en Wallonie beaucoup plus qu'en Flandre, a été une fois de plus perturbée de façon sérieuse. Toutefois les cheminots, qui sont toujours à la tête du combat, n'ont arrêté le travail que pendant deux heures, à l'exception de Liège et de Charleroi, où la grève a duré vingt-quatre heures.

Au cœur des bassins industriels de la Wallonie, la discipline syndicale a continué, comme toujours, de jouer. Mais dans l'ensemble du pays le mouvement de révolte a, d'une semaine à l'autre, perdu de son élan. Certes, un peu partout, des autoroutes et des gares ont été bloquées. Des cortèges ont défilé dans les rues de Liège, de Charleroi et de Namur.

A Bruxelles, les tramways et les

autobus ne sont guère sortis ; mais le métro a fonctionné de façon normale, et les autres services publics n'ont été affectés qu'assez partiellement par les arrêts de travail. Et, si la plupart des grands magasins ont dû fermer leurs portes, tous les autres commerces sont restés ouverts. A l'aéroport de la capitale, le trafic n'a souffert d'aucune perturbation.

Selon la Fédération des entreprises belges, la consommation d'électricité n'a baissé, ce 10 avril, que de 7 %, alors que la semaine dernière, encore la chute avait atteint 10 %. Autre phénomène remarquable : en cette journée d'agitation sociale, la Bourse de Bruxelles a vu une affluence exceptionnelle, et les valeurs belges ont enregistré une hausse sensible. C'est là une réaction qui, selon les spécialistes, exprime la confiance des opérateurs quant à l'avenir économique du pays.

La fermeté dont le premier ministre Martens avait fait preuve, le 9 avril, lors de sa rencontre avec les dirigeants syndicaux, a sans doute impressionné les milieux de la finance et de l'économie. De façon inattendue peut-être, ce sentiment de confiance a encore été renforcé lorsqu'on a appris que, sans rien changer à un programme établi de longue date, M. Martens s'était envolé, mardi matin, pour une visite au Japon et en Corée du Sud.

Avec beaucoup de retard, la FGTB s'était apparemment rendu compte que son opposition totale au plan d'austérité ne suffisait pas à mobiliser la classe ouvrière. Travaillant à l'arraché, ses dirigeants ont donc mis au point ce qu'ils appellent « un plan alternatif », qui reconnaît la nécessité d'assainir les finances publiques. Rejetant toujours la « modération salariale », ce programme vise essentiellement à faire payer les entreprises et les « possédants ». Encore ces propositions n'ont-elles pas été assez convaincantes pour que les syndicats chrétiens acceptent de reconstruire un front commun avec les socialistes.

Aussi les deux fédérations ouvrières, lorsqu'elles ont rencontré le premier ministre, ne se trouvaient-elles pas sur la même longueur d'onde. Cela facilitait la tâche de M. Martens, qui, tout en faisant preuve de souplesse et de bonne volonté, a renvoyé une nouvelle confrontation au 25 avril. Comme toujours, en effet, le premier ministre belge a déployé la plus grande habileté en exploitant les divergences entre les deux fédérations syndicales.

La Belgique est peut-être le pays où la classe ouvrière est la plus organisée, puisque 70 % des travailleurs appartiennent à un syndicat. Mais le fossé reste profond aujourd'hui entre les organisations chrétiennes, résolues à « négocier » avec le gouvernement, alors que les syndicats socialistes veulent « agir ». De plus, la FGTB, très militante en Wallonie, est minoritaire en Flandre, où deux tiers des travailleurs appartiennent aux syndicats chrétiens.

JEAN WETZ.

En RFA

LE SYNDICAT DE LA MÉTALLURGIE DÉCIDE DE RENCONTRER À NOUVEAU LE PATRONAT

Le syndicat ouest-allemand de la métallurgie, IG Metall, a, le 10 avril à Francfort, demandé de rencontrer à nouveau, le 17 avril, le patronat, afin de trouver une solution au conflit sur le salaire de travail de trente-cinq heures. Après l'échec de la rencontre du 6 avril, le conseil de direction du syndicat avait le choix entre deux positions en l'attente d'une grève ou faire preuve de souplesse et continuer les négociations.

Il a fallu plus de sept heures de travail, lundi et mardi, pour que le conseil directeur de l'IG Metall prenne sa décision. Les modérés l'ont finalement emporté, contre les radicaux : les adhérents de l'IG Metall — au nombre de 2,5 millions — font preuve de discipline syndicale, mais le principe d'une grève pour obtenir la semaine de trente-cinq heures sans baisse de salaire est impopulaire en RFA.

Cependant, le syndicat des services publics et des transports (OERTU) a apporté son soutien à l'IG Metall, au cours du congrès, le 10 avril à Wiesbaden, en se prononçant en faveur de la semaine de travail de trente-cinq heures.

L'OERTU est le deuxième syndicat ouest-allemand membre de la fédération syndicale DGB, avec 1,2 million d'adhérents.

Enfin, l'organisation syndicale des 350 000 employés de banque, la DAG, a, le 10 avril à Düsseldorf, accepté une hausse des salaires de 3,4 % au titre de 1984 à partir du 1^{er} mars, ainsi que la possibilité d'avancer l'âge de la retraite. Cette disposition touchera 21 500 personnes, qui pourront partir un ou deux ans avant l'âge légal (soixante-trois ans), en fonction de leur ancienneté. (AFP.)

Pour le stockage de données informatiques

PHILIPS ET CONTROL DATA CRÉENT UNE SOCIÉTÉ COMMUNE

Philips et la firme américaine Control Data viennent de signer un accord de coopération (joint-venture), pour faire et vendre des systèmes de stockage de données informatiques de haute capacité sur disques optiques. Philips espère fabriquer annuellement 250 000 disques pour ce nouveau système dans son usine de Blackburn en Grande-Bretagne.

La société commune créée par les deux sociétés, Optical Storage International (OSI), détenue à 51 % par Philips et à 49 % par Control Data, CC11041028 a déjà dépensé 40 millions de dollars pour développer cette technologie de stockage sur disques optiques et envisage d'en dépenser 200 millions de plus dans les deux ans à venir.

Concertation à Washington

(Suite de la première page.)

Le fait nouveau est que, depuis le virage de la politique française, et plus singulièrement encore depuis les dernières déclarations de M. Mitterrand sur les dures réalités de la « mutation industrielle », l'accent est désormais mis, des deux côtés de l'Atlantique, sur les mêmes thèmes. Le salut doit passer, et passe déjà, par la confiance retrouvée, ou près d'être retrouvée, par les chefs d'entreprise dont les gouvernements attendent désormais d'encourager les efforts d'économie, de restructuration, de modernisation. Le triomphe de l'économie de l'offre à la Reagan, en quelque sorte.

En d'autres termes, on se serait, au contraire, plu et complu à attribuer au considérable déficit budgétaire américain un effet stimulant, une « contribution » positive à la conjoncture internationale. On jette aujourd'hui (ce qui est tout de même un progrès, au moins en pensée) l'anathème sur cette théorie. Une dégradation de haute fonctionnaires des plus grands pays européens s'est rendue au début de l'année à Washington pour exprimer à l'administration américaine ses plus vives préoccupations sur le « drainage » de l'épargne du Vieux Continent.

Selon un rapport du FMI, l'économie mondiale, qui a enregistré un taux de croissance de 2,1 % en 1983 (après 0 % l'année précédente), devrait croître au rythme de 3,7 % en 1984, et continuer sur la même lancée en 1985. Les pays pauvres, dont le déficit extérieur a diminué de plus de moitié depuis 1981, devraient, selon les experts du FMI, connaître un taux d'expansion du même ordre. En ce qui concerne la dette extérieure, on se félicitera d'avoir été capable d'éviter le pire : le système des paiements aura « tenu ». Il est possible qu'on se vante, en voyant une manifestation de « solidarité », d'une construction aussi artificielle que l'accord conclu récemment en faveur de l'Argentine, où l'on a vu l'avenue venir en aide au Paraguay, le Mexique, le Brésil, le Venezuela et la Colombie accordant des crédits à Buenos Aires (le même argent que ces divers pays empruntent pour répondre à des besoins de financement tout juste un peu moins urgents que ceux de l'Argentine).

Mais, dans sa grande sagesse, le comité intermédiaire se préoccupe des années à venir, les trois prochaines — 1985, 1986 et 1987 — étant particulièrement inquiétantes en matière de remboursement. C'est en se prévalant de ce fait, qui lui est incontestable que M. Jacques Delors, bénéficiant de l'appui du groupe des pays en voie de développement, du Canada, et d'un certain nombre de pays européens, soumettra notamment, va présenter des propositions, dont l'une, la première et la plus spectaculaire, a selon lui des chances d'aboutir d'ici à septembre, malgré l'opposition déclarée des Américains (mais ceux-ci ont donné maintes exemples de changement de position), des Allemands, des Anglais. Il s'agit pour l'essentiel des deux suggestions suivantes :

1. La France estime que le moment est venu de procéder à une

nouvelle allocation triennale de droits de tirage spéciaux (DTS). La précédente avait eu lieu en 1979, 1980 et 1981 et portait sur la création (à partir de rien) de quelque 12 milliards de DTS (équivalant environ à 12,5 milliards de dollars), soit 4 milliards par an. La nouvelle allocation proposée serait de 15 milliards, un chiffre proche de celui avancé par les pays en voie de développement (16 milliards) et par le FMI lui-même. Les liquidités en question sont statutairement allouées au prorata de la quote-part au Fonds de chaque pays membre, ce qui revient à faire des plus riches les plus gros bénéficiaires. Paris, s'appuyant sur l'article 19, paragraphe 3, des nouveaux statuts du FMI, estime juridiquement possible et financièrement opportune que les grands pays créanciers (la France est elle-même en train de retrouver cette position) mettent à la disposition des pays les plus endettés une partie importante de leurs propres allocations.

2. La Banque mondiale, qui consacre l'essentiel de ses activités à financer des projets précis (construction de barrages, par exemple) devrait être encouragée à accorder davantage de « prêts d'ajustement structurels » créés récemment et destinés pour appuyer des programmes à moyen terme de redressement de la balance des paiements. Il s'agirait de porter la proportion de ces prêts de 7 à 8 % de l'ensemble à 10 %, voire 15 %, de l'ensemble des prêts accordés par la Banque, dont la France voudrait voir le capital (80 milliards de dollars) augmenté substantiellement plus tôt que prévu (dès 1986 ou 1987).

L'affaire se complique d'un différend américain-japonais. A la fin de décembre, un accord de principe avait été conclu pour procéder à ce qu'on appelle une « augmentation sélective » (et limitée) des contributions nationales au capital de la Banque mondiale. Le but de cette augmentation, portant sur 8,4 milliards de dollars, était de permettre au Japon d'accéder au rang de deuxième souscripteur (après les Etats-Unis) de la Banque mondiale, une chose que Tokyo demandait depuis longtemps pour des raisons de prestige et d'équité (ils sont déjà, par leurs prêts, les plus gros pourvoyeurs de fonds).

Les Américains remettent en cause aujourd'hui cet accord, en se prévalant contre le refus des Japonais d'ouvrir davantage leur marché du capital. Ce à quoi Tokyo a répliqué en s'abstenant derrière la Diète. Les parlementaires japonais doivent simultanément se prononcer et sur l'augmentation « sélective » et sur la participation à l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'aide proprement dite (prêts sans intérêt et de très longue durée, cinquante ans) aux pays pauvres. Le budget de l'AID pour les trois prochaines années est limité à 9 milliards, mais une fois la querelle Tokyo-Washington résolue, plusieurs pays, dont la France, ne désespèrent pas de porter ce chiffre à 12 milliards, comme initialement prévu.

PAUL FABRA.

LE SERVICE DE LA DETTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT A DIMINUÉ EN 1983

Pour la première fois depuis le début de la crise, le service de la dette des pays en voie de développement (capital et intérêts) a diminué, selon une étude de l'OCDE. En 1983, le service est revenu de 108 milliards de dollars à 96 milliards de dollars : les intérêts ont fléchi de 4 %, à 49 milliards de dollars, et les remboursements de 16 %, également à 48 milliards de dollars.

Ce fléchissement est dû à la « forte » diminution des taux d'intérêt internationaux à partir de 1982 et, surtout, aux opérations « massives » de rééchelonnement de la dette des pays en voie de développement (PVD). Le total de la dette à long et moyen terme des PVD n'en a pas moins augmenté de 9,8 % en 1983, atteignant 606 milliards de dollars (4 900 milliards de francs).

Quatre pays représentent 43 % de ce total, le Brésil avec 97 milliards de dollars, le Mexique avec 83 milliards, l'Argentine avec 42 milliards et la Corée du Sud avec 41 milliards.

Pour 1984, l'OCDE prévoit une reprise de l'augmentation du service de la dette, en raison de la hausse des taux américains et du paiement, total ou partiel, des importants arriérés accumulés par certains pays débiteurs en 1983 (Brésil, Argentine, Nigéria, etc.).

MONNAIES

REPLI DU DOLLAR : 8,05 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar a, mercredi 11 avril, reperdu ses gains de la veille, revenant de 8,09 F à 8,05 F environ sur le place de Paris et de 2,6278 DM à 2,62 DM sur celle de Francfort.

Le repli est attribué à la baisse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis et à la possibilité d'un ralentissement de l'activité économique dans ce pays.

Le Monde
documents et documents
AVRIL 1984
**BRÉSIL :
TOUT EST
POSSIBLE**
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX - 5,50 F

Lisez
le Monde
avec
PHILATÉLISTES
BUREAU DE LA PHILATÉLIE

Un mois de grève des mineurs en Grande-Bretagne

M^{re} THATCHER FAIT L'ÉLOGE DE LA POLICE...

(De notre correspondant.)

Londres. — Alors que la grève des mineurs continue depuis un mois et que de nouveaux affrontements viennent d'avoir lieu avec les forces de l'ordre, une centaine de personnes ont été interpellées, M^{re} Thatcher, dans un entretien diffusé à la télévision, lundi soir 9 avril, a vivement défendu l'intervention massive de la police contre les piquets de grève et soutenu le plan draconien de suppression d'emplois annoncé par la direction des charbonnages.

Moins de vingt-quatre heures avant un débat extraordinaire au Parlement, réclamé par l'opposition travailliste pour critiquer l'attitude de la police, le premier ministre s'est livré à un vibrant éloge de l'action des policiers. M^{re} Thatcher a qualifié de « merveilleuse » leur conduite, soulignant que celle-ci représentait « un très, très grand succès » dans la mesure où elle avait permis, autant que possible, d'assurer la « liberté du travail » dans un certain nombre de bassins où les mineurs s'opposent au mot d'ordre de leurs dirigeants — près d'une cinquantaine de puits, sur cent soixante-quatorze, fonctionnent toujours. Le premier ministre a écarté avec mépris les allégations faisant état de l'utilisation éventuelle d'« agents provocateurs » ou d'écoutes téléphoniques pour prévoir l'action des piquets de grève qui se déplacent d'une région à l'autre.

Tout en déclarant que le gouvernement n'avait pas à intervenir directement dans ce conflit, M^{re} Thatcher a défendu avec fermeté le « bien-fondé » des projets de M. Ian MacGregor, président des charbonnages, qui envisage la fermeture de nombreux puits et surtout la suppression de vingt mille emplois au cours des douze prochains mois. Elle affirme que ces mesures étaient inévitables pour assurer l'avenir d'une « industrie prospère et efficace », avant de souligner que les gouvernements travaillistes n'avaient guère eu une attitude différente en décidant eux aussi la fermeture de dizaines de puits qui n'étaient plus rentables.

F. C.

PAQUES AU BALCON, LA FÊTE À LONDON.



50% Ferry le Magnifique : 50% de réduction pour vous et votre voiture
si vous restez moins de 2 jours ½ en Grande-Bretagne, Calais-Douvres en 75 minutes, jusqu'à 58 traversées par jour sur 5 routes différentes. Londres est tout à côté et la campagne est déjà là.
Ferry le Magnifique : laissez-vous embarquer pour un long week-end à l'anglaise et profitez d'un grand moment d'évasion dans un ailleurs tout proche.

TOWNSEND THORESEN
Le Ferry à l'Anglaise
Pour tout savoir sur les tarifs « minitours » et nos horaires de traversées, consultez votre agent de voyages ou écrivez à Townsend Thoresen, 41, boulevard des Capucines - 75002 Paris. Tél. (1) 261.51.75.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

...the fact that the *in vitro* and *in vivo* results are in good agreement.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- DES IMMIGRÉS PARLENT... : « Nos vaisseaux ont brûlé », par Ibrahim Lahcen : « Pour un mouvement de masse », par Mohamed Didi.
- LU : « Le drapeau peut se nourrir », de René Lenoir.

ÉTRANGER

- AMÉRIQUES : Un nouveau gouvernement au Pérou et en Bolivie.
- ASIE : violences ethniques.
- AFRIQUE : « Le Zimbabwé en mal de parti unique », par Jacques de Barrin.
- EUROPE
- PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

- Les travaux du Parlement.
- La nouvelle République de M. Giscard d'Estaing (III), par Olivier Duhamel.

SOCIÉTÉ

- Les innovations de l'école publique menacées.
- Les suicides se multiplient au Japon.
- SPÉCIES : Pour Kapieta est mort.
- MÉDECINE : progrès français dans les recherches sur le sida.
- SPORTS : L'Assemblée nationale examine le projet de loi sur la promotion des activités sportives.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- La réédition de la Nostre, de Michelangelo Antonioni.
- Deux lithographies au quartier Latin.
- Zou, un diva et la mort.
- Les Muses et les autres, de Mica.
- Rencontre avec Dominique de Méné.
- Sélection.
- Programme des expositions.
- COMMUNICATION : « Le feu vert » donné pour la publicité place les radios locales privées devant un choix décent.

ÉCONOMIE

- 22-23. Les conséquences des restrictions industrielles.
- ÉTRANGER.
- SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (10)

- Jeunes : Journal officiel ; Météorologie ; Météo croisée.
- Amorces classées (21-22) ; Camus (10) ; Programmes des spectacles (18 à 19) ; Marchés financiers (27).

● **Demande de saisis du film le Juge.** - M. André Fraticelli, ancien avocat au barreau de Marseille, souhaite la saisie du film de Philippe Lefebvre le Juge ou la suppression des passages le concernant.

Le numéro de « Monde » daté 11 avril 1984 a été tiré à 438 938 exemplaires

L'ACTUALITÉ ET L'AVANT-GARDE
TISSUS
MODE 1984
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS

Communiqué par Brit Air
Enfin des liaisons aériennes
Lyon / Caen
et Lyon / Le Havre
Malgré la densité du tissu aérien national, certaines liaisons pour lesquelles il existe une clientèle en particulier d'hommes d'affaires, restent inexploitées. Brit Air a ouvert depuis le mois de mars des lignes directes Lyon - Caen et Lyon - Le Havre. Des vols quotidiens permettent en outre de faire un aller-retour dans la journée.
Compagnie régionale Brit Air assure de nombreuses liaisons au départ de Rennes, Quimper, Morlaix, Caen, Le Havre, principalement vers Londres, Jersey, Lyon et Gênes. A noter qu'en tant que complément du tissu aérien national, elle offre les mêmes avantages qu'aux autres compagnies : tarifs à l'abonnement, vols hebdomadaires, etc.
Pour toute information, consultez votre agence de voyages ou Brit Air au 01 67 62 02 22.

A B C D E F G

LORS DE LA CÉRÉMONIE D'HOMMAGE A TOULOUSE

Le frère d'un soldat tué au Tchad provoque un grave incident

Le geste de désespoir de Lionel Réhal

Toulouse. - Un coup de folie, un moment d'égarement... sur la place d'armes de la base opérationnelle mobile aéroportée (BOMAP) de Toulouse-Francazal, l'émotion des familles est à son comble, mardi matin 10 avril, devant les neuf cercueils recouverts du drapeau tricolore. La solennité de la cérémonie d'hommage (Marseillaise, Sonnerie aux morts, présentation des armes), exacerbe la douleur de Lionel Réhal, vingt-quatre ans, frère de Laurent, dix-neuf ans, l'un des neuf soldats français du 17^e régiment du génie parachutiste (RGPF) de Montauban tués samedi dernier au Tchad (le Monde du 10 avril).

Aussi, lorsque M. Charles Hernu, ministre de la défense, s'approche du cercueil de Laurent pour y épingler, comme sur les huit autres, la médaille militaire et la croix de la valeur militaire à titre posthume, Lionel déchire le lourd silence en criant : « C'est trop tard maintenant... c'est pas des médailles qu'il faut, c'est des explications ! Mon frère a été massacré. Aussi, ses proches exigent de l'explication. Une boucasserie se produit. Lionel part précipitamment vers le parking, distant d'environ 300 mètres. La cérémonie reprend dans le recueillement.

Puis tout se déroule comme dans un mauvais film d'action (nos dernières éditions du 11 avril) : dans un criement de pneus, le conducteur d'une Alfa-Romeo couleur crème « négocie » un virage sur la place d'armes, redresse le cours du véhicule et fonce vers le groupe des personnalités, dont M. Charles Hernu et le général Jannou Lacaze, chef d'état-major des armées. Tout le monde peut s'écarter à temps. Dans la fraction de seconde qui suit, un membre du service de sécurité chargé de la « protection rapprochée » du ministre de la défense, dégage et ouvre le feu sur l'Alfa-Romeo. Deux balles de 357 magnum, une dans la calandre, une dans la malle arrière et une dans la portière avant-droite. C'est ce dernier projectile qui blesse le conducteur à la cuisse et à l'aine. La voiture continue un instant sa course, culbute l'un des cercueils, puis s'immobilise. Lionel Réhal ayant eu le réflexe de couper le contact.

Car c'est le frère de Laurent que les policiers découvrent, ensanglanté, appuyé sur son volant. Il est immédiatement extrait de son Alfa-Romeo sous les yeux de M. Charles Hernu venu s'enquérir de l'état du blessé. Celui-ci reçoit tout de suite les premiers soins : médecins et infirmiers de santé de la BOMAP étaient présents sur les lieux pour porter éventuellement secours à des personnes défaillantes, - avant d'être dirigé sur le CHU de Rangueil. Mercredi matin, son état n'inspirait plus d'inquiétude.

L'incident s'est déroulé en quelques secondes, provoquant un début de panique, quelques évanouissements et l'hébété de la famille.

● M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a demandé mardi 10 avril l'audition « la plus tôt possible » de M. Charles Hernu, ministre de la défense, sur le Tchad.

● A la suite du douloureux incident qui, au Tchad, vient de coûter la vie à neuf militaires français, M. Lecanuet souhaite obtenir du ministre de la défense, « toutes les informations et tous les éclaircissements nécessaires ».

● Lancé dans l'espace le 3 avril, l'équipage composé de deux Soviétiques, Youri Malchev et Guennadi Strelakov, et d'un « cosmonaute chercheur » indien, Raksh Sharma, est revenu sur Terre mercredi 11 avril à 12 h 51 (heure de Paris).

EXCEPTIONNEL
TAPIS PERSANS
SOLDÉS
à **55%**
Maison de l'Iran
85, Champs-Élysées 8^e
01 47 32 52 30 et 24, 25, 26
des Élysées à Paris
ouvert même dimanche

(Publicité)
à Beaune, une visite exceptionnelle
PATRIARCHE PÈRE ET FILS
les plus grands vins dans les plus grandes caves

De notre envoyé spécial
Réhal, effondré. La cérémonie se termine alors dans la confusion : déjà les parachutistes des deux compagnies du 17^e RGPF qui rendaient les honneurs et qui sont restés impassibles, emportent les cercueils de leurs camarades au chant de leur unité et de la musique de la 11^e division parachutiste. Le ministre de la défense publie, mardi en début d'après-midi, le communiqué suivant : « Sous le coup de l'émotion, le frère de l'un des victimes, pendant tout contrôle de lui-même, après avoir apostrophé le ministre, a quitté la cérémonie, pris sa voiture et s'est dirigé droit sur le ministre. Le garde du corps a été obligé de le stopper en le blessant à la cuisse. » Mercredi, le parquet de Toulouse a ouvert une information.

M. Lionel Réhal, portier dans une discothèque de la ville, aimait particulièrement son jeune frère Laurent. C'étaient les deux derniers ciliataires de cette famille de neuf enfants dont le père, un ancien harki, marié à une Caennaise, est décédé, et on les voyait pratiquement toujours ensemble. Même si Laurent était, comme les autres parachutistes, volontaire pour partir au Tchad - où il était arrivé le 23

décembre 1983, - ce fut pour Lionel un déchirement, une inquiétude permanente. Les lettres de son frère « heureuses de découvrir l'Afrique » se valaient pourtant rassurantes : elles annonçaient son retour pour la fin du mois d'avril...
« Rien dans l'attitude de Lionel avant cette cérémonie ne pouvait laisser prévoir cette réaction », assure à la presse M. Denis Réhal, trente-quatre ans, l'aîné de la famille. « Il était effrayé, peiné, comme nous tous, mais pas agressif ». Pourtant, il y avait eu la veille beaucoup de démarches étonnantes, beaucoup d'incertitudes aussi, jusqu'au lieu de la cérémonie, les neuf parachutistes tués étant originaires de diverses régions de France. « Nous avons appris par la télévision régionale qu'elle se déroulerait à Toulouse », dit encore Denis. « Nous n'avons été officiellement avisés que lundi à 20 heures sans pouvoir nous recueillir autour du corps de Laurent ». Et puis, il y a eu, mardi matin, sur la place d'armes de Toulouse-Francazal ces rituels militaires, ces présences officielles, des mines de circonstance, qui, dans son immense chagrin, ont paru dérisoires à Lionel Réhal. Alors il a eu ce geste fou, ce geste de désespoir.

MICHEL CASTAING.

AU CONSEIL DES MINISTRES

« Nous verrons ce que le patronat est capable de faire »

déclare M. Gallo au sujet de la Lorraine

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et du Commerce, a rendu compte, au cours du conseil des ministres, réuni le mercredi 11 avril, de son voyage en Lorraine et de ses rencontres avec les responsables politiques économiques et sociaux de la région. M. Fabius a rappelé les premières décisions prises à la suite du comité interministériel du lundi 9 avril (page 22), et il a affirmé : « L'action de redéploiement industriel en Lorraine est un processus continu qui doit associer solidarité nationale et initiatives régionales. Dans ce cadre, des décisions précises d'implantation d'activités nouvelles seront rendues publiques avant la fin du mois. »

A propos des exonérations de cotisations sociales, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a

souligné, après le conseil des ministres, le caractère exceptionnel de ces mesures et le fait qu'elles seraient compensées, financièrement, par l'intermédiaire du fonds d'industrialisation de la Lorraine. « Il me semble, a encore déclaré le porte-parole, que le patronat français indique qu'il y a la une crainte de la création d'emplois. Eh bien ! nous verrons autour ces deux pôles de conversion ce que le patronat est capable de faire. »

Après la réunion du conseil, M. Max Gallo a déclaré : « Des troupes étrangères, libyennes, occupent une partie du Tchad ; conformément à ses accords avec ce pays indépendant, la France est intervenue pour maintenir cette indépendance du Tchad. »

Bouygues prend le contrôle du capital d'Amrep

dont Elf-Aquitaine pourrait détenir une partie

Au terme de négociations particulièrement serrées, la société Bouygues, numéro un du bâtiment en France, va prendre le contrôle de la firme Amrep, spécialisée dans la fabrication de matériels destinés à la recherche et à la production de pétrole, en proie à de graves difficultés en raison des lourdes pertes subies par sa principale filiale d'exploitation, l'Union industrielle et d'entreprise (UIE).

A l'occasion d'opérations malheureuses menées avec la compagnie pétrolière brésilienne Petrosbras pour la fourniture de plates-formes de forage de modèle « catamaran », les comptes établis pour cette filiale opérationnelle et pour Amrep font apparaître un déficit de plus de 240 millions de francs pour Amrep, la perte consolidée ressortant à environ 400 millions de francs (et même bien davantage, selon certains milieux financiers).

Confrontée à cette situation, « certains actionnaires » d'Amrep, selon les termes d'un récent communiqué de la société, avaient « approché » le groupe de M. Francis Bouygues, dont on connaissait l'appétit pour le secteur du forage offshore depuis que l'entreprise Doris (dans laquelle Amrep détient une participation), qu'il convoitait en 1981, lui avait été finalement « soignée » par la Compagnie française des pétroles (CFP). Un accord est intervenu le 10 avril aux termes duquel Bouygues prendra une participation de 55 % dans Amrep ; le solde sera confié à l'Omniunion financière de Paris, à hauteur de 24 %, à la Société de gestion d'intérêts pétroliers (Sogepip) pour 16 % et à 5 % seulement pour M. André Miller, l'actuel président d'Amrep, qui détenait jusqu'à présent (avec son épouse) environ 19 % de l'affaire, outre les intérêts indirects.

Auxrep deviendra alors l'actionnaire majoritaire d'Amrep, avec

près de 51 % de son capital. Il est prévu que M. Miller vende l'essentiel de sa participation, de même qu'Omniunion (filiale de l'Omniunion financière de Paris et de Sogepip), détenteur de 10 % d'Amrep. Pour l'ensemble de ces acquisitions, Auxrep sera « valorisée » provisoirement sur la base de ses actifs autres que sa participation dans Amrep, qui sera retenue pour une valeur nulle, mais le prix d'acquisition des actions Auxrep pourra être modifié après le 30 juin 1984, date à laquelle devra être présentée « une évaluation de la situation nette consolidée d'Amrep ».

Quant aux banquiers d'UIE, ils se sont engagés à mettre à la disposition de la firme non seulement les concours anciens, mais aussi « les besoins supplémentaires de trésorerie » prévus par la société jusqu'en 30 juin prochain.

De son côté, Bouygues procédera, « sans que sa responsabilité puisse être engagée », à l'analyse de toutes les composantes du groupe Amrep (une trentaine de sociétés au bas mot). En attendant, c'est le vice-président directeur général de Bouygues, M. René Angereau, soixante-trois ans, qui a été désigné pour assurer la présidence d'Amrep et d'UIE à la place de M. Miller, l'entré de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA) dans le capital d'Auxrep étant également prévue à hauteur de 15 % après l'adoption du plan de redressement.

La SNEA se trouverait alors à égalité avec la CFP dans cette affaire, dont M. Miller, à soixante-trois ans, doit céder les commandes, sans préjudice des poursuites judiciaires dont il pourrait faire l'objet. En effet, la Commission des opérations de Bourse a transmis récemment le dossier aux parquets « pour manquement au devoir d'information des sociétés faisant appel public à l'épargne », à l'occasion d'une émission d'obligations convertibles lancée en novembre 1983, alors qu'Amrep ne pouvait ignorer l'étendue des pertes de sa filiale opérationnelle.

SERGE MARTI.

Sur le vif

Le tueur qui sommeille

Il y en a qui ont de la chance. Ce sont les visiteurs du musée de Santa-Clara en Californie. Seize-vous ce qu'ils ont le droit de faire ? En toute impunité ? Tuer quelqu'un. L'excuse de leurs propres mains. Le flic sur une chaise électrique. Absoudre la machine. Le rêve, non ? D'accord, ce n'est pas pour de vrai. C'est une poupée grandeur nature, le tueur couvert d'une cage, les genoux et les poignets entravés.

Vous glissez vos pièces dans la machine - c'est pour rien : 2 francs, - et le sautoir que vous allez tirer devient les tribunaux, celui dont vous souhaitez la mort en secret, est pris de tremblements cataclysmiques. Le moteur vibre. Les étonnelles jaillissent. Il s'effondre... Et ce y est, enfin ! Ce pour toi, dont pour dent. Vous voilà vengé. Ce que ça doit faire du bien !

Inutile de préciser que ce super-gadget a fait hurler aux États-Unis. Vous imaginez d'ici la juste colère des partisans de l'abolition de la peine de mort. C'est évident, c'est encourager le grand prédateur, le tueur qui sommeille en chacun de nous. C'est flatter nos instincts les plus ignobles, les plus primitifs. Sans doute, sans doute...

Ce peut aussi, qui sait, avoir l'effet contraire. Servir de cathartique, d'exutoire. La peine de

mort, je suis contre, moi aussi. Totalement contre. Sans restrictions. Cela dit, il y a des gens dont je rêve d'avoir le peau. Pas vous ? Il n'y en a pas des tas. Il y en a deux, non, trois. Si je pouvais les faire passer, en effigie, à la guillotine, ça me soulagerait, croyez-moi, ça apaiserait mon agressivité rancunière, meurtrière.

C'est vrai pour moi. Ce le serait peut-être aussi pour les terroristes de tout bord et de tout poil, les dingues de la guillotine et de la gachetta, dont on peut craindre à chaque instant qu'ils s'amuse à faire un joli carton de Bêtard ou feubourg Saint-Honoré.

Moi, à la place du gouverneur, je n'hésiterais pas. Je les couperais dans leur élan. J'installerais un peu partout au Proche-Orient des machines à bout portant l'image bien ciblée de notre bon président. Et, pendant que j'y suis, j'en distribuerai également un certain nombre dans les cafés de l'Hexagone. Ça serait évidemment plaisir à pas mal d'habitants. Avec un peu de chance, ça les déculpabiliserait au point de leur faire passer l'envie de voter pour l'opposition aux prochaines élections.

CLAUDE SARRAUTE.

L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR TF 1

M. GISCARD D'ESTAING : Le changement des mots

c'est l'aveu de l'échec

Invité de l'émission d'Anne Sinclair « Édition spéciale », mardi 10 avril sur TF 1, M. Giscard d'Estaing a commenté la dernière conférence de presse de M. Mitterrand. Le fait que le chef de l'État n'ait pas une seule fois prononcé le mot socialisme « veut bien dire que nous sommes en train de vivre la dernière expérience socialiste », a-t-il dit, ajoutant : « Ce qui est important, ce n'est pas de changer les mots mais de changer les choses. Le changement des mots, c'est simplement l'aveu de l'échec. »

Parlant toujours de l'intervention de M. Mitterrand, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « On ne fait pas de concours de courage sur les licenciements. Le rôle des hommes d'État, ce n'est pas de se tromper et de corriger leurs erreurs (...) c'est d'avoir raison même si cela leur vaut l'impopularité. Mais alors

pourquoi a-t-il renoncé à imposer certaines mesures auxquelles il tenait comme la suppression du monopole d'État sur la télévision ? « Il ne faut pas avoir raison tout seul », a-t-il répondu. « Ce que j'ai écrit en 1976-1977, c'est que les Français demandent maintenant mais à l'époque ils ne le voulaient pas [car] l'idéologie dominante était le socialisme. »

L'ancien président de la République a tenu à rappeler, en ce qui concerne la sidérurgie Lorraine, que son gouvernement avait préparé un plan en 1978-1979. « Ce plan prévoyait une réduction des effectifs et un certain nombre de mesures sociales. (...) On proposait de réduire les capacités d'acier en France de 33 millions de tonnes à 28 millions. L'opposition de l'époque a protesté. Il y a même eu un référendum le mercredi 21 février 1979, en tête duquel se trouvait M. François Mitterrand, pour protester contre les réductions des capacités de production de l'acier en France. » Alors, a-t-il conclu, dire que l'on est courageux parce qu'on fait ce que n'ont pas fait les gouvernements précédents ? Non ! Les gouvernements précédents avaient agi et on avait essayé de les empêcher d'agir !

M. Giscard d'Estaing a déploré ensuite longuement « l'effacement de la vie générale par l'État ». M. Jean Popereau, numéro deux du PS, invité à jouer le rôle de contradicteur, s'est étonné que l'ancien président de la République puisse accuser les socialistes d'avoir « aggravé le pouvoir de l'État ». Il a répondu : « C'est nous qui avons fait le lot de décentralisation. C'est nous qui avons permis aux régions de se développer... » Il a dit avoir le sentiment que « la droite déplace le poids de l'État depuis que cet État a un peu tendance à lui échapper ».

Anne Sinclair s'est étonnée de la contradiction qui peut exister entre certains « discours de combat » prononcés par M. Giscard d'Estaing et son désir de réconcilier les Français, l'ancien président de la République a répondu : « Je voudrais éclairer le choix des Français pour qu'ils puissent se préparer à choisir la voie du libéralisme. »

Libéralisme ?

Qu'il est beau, le libéralisme économique en 1984 ! Avant le 10 mai 1981 et, en fait, depuis le début des années 80, tous les dirigeants qui se sont succédés, le général de Gaulle, - Pompidou, - Giscard d'Estaing - n'ont jamais pu renoncer à un dirigisme discret mais tout à fait réel, souvent très contraignant pour les entreprises.

Si, effectivement, M. Monory a rendu le libéralisme aux prix en 1978, le cabinet de M. Giscard d'Estaing, au nom de la « régulation stratégique », intervenait très activement dans la vie de ces entreprises, faisait parfois attendre ses décisions pendant des mois, et même divergeait. Par-dessus tout, les hauts fonctionnaires qui assistaient ces dirigeants ne résistaient pas à la tentation d'imposer leurs vues, au nom de la raison d'État, avec tous les risques d'erreur que cela comporte. En cela, ils étaient les dignes précurseurs des conseillers des ministres du gouvernement actuel, soumis aux mêmes tentations, d'autant plus insidieuses que des hommes de même formation, issus des mêmes écoles (Polytechnique, ENA) se retrouvent des deux côtés de la barricade, cabinets ministériels et entreprises, souvent sans responsabilité réelle.

F. R.

Eléments en VRAI BOIS

Tous styles.
Tous bois.
Non vernis.
Non traités.
Toutes les dimensions.
CREDIT FACILE
CAPÉLOU 37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro : Parmentier - Tél. 357.46.35

... une drogue
... coup de filet
... la Mafia

La P.M.
... monde
... géopolitique

Was
le m

La C
et n'aura

La Fila
... monde
... géopolitique

Was
le m

La C
et n'aura

La Fila
... monde
... géopolitique

Was
le m

La C
et n'aura

La Fila
... monde
... géopolitique

Was
le m

La C
et n'aura

La Fila
... monde
... géopolitique

Was
le m

La C
et n'aura